



Résultats du troisième trimestre de 2026

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2026 est disponible sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur SEDAR+, à l'adresse sedarplus.com, et sur le site Web de la SEC, à l'adresse sec.gov, et notre document d'information financière complémentaire portant sur le troisième trimestre de 2026 est disponible sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/investisseurs.

Bénéfice net 6,0 milliards de dollars <i>Hausse de 11 % d'un exercice à l'autre Hausse de 9 % d'un trimestre à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action⁽¹⁾ 4,23 \$ <i>Hausse de 13 % d'un exercice à l'autre Hausse de 10 % d'un trimestre à l'autre</i>	RCP⁽¹⁾ 17,9 % <i>Hausse de 60 p.b.⁽¹⁾ d'un exercice à l'autre Hausse de 70 p.b. d'un trimestre à l'autre</i>	Total de la DPPC⁽¹⁾ 1,0 milliard de dollars <i>Ratio de la DPPC liée aux prêts⁽¹⁾ en hausse de 1 p.b. d'un trimestre à l'autre</i>	Ratio CET1⁽¹⁾ 13,5 % <i>Supérieur au seuil réglementaire et stable d'un trimestre à l'autre</i>
Bénéfice net ajusté⁽²⁾ 6,1 milliards de dollars <i>Hausse de 10 % d'un exercice à l'autre Hausse de 9 % d'un trimestre à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action ajusté⁽²⁾ 4,28 \$ <i>Hausse de 11 % d'un exercice à l'autre Hausse de 10 % d'un trimestre à l'autre</i>	RCP ajusté⁽²⁾ 18,1 % <i>Hausse de 40 p.b. d'un exercice à l'autre Hausse de 70 p.b. d'un trimestre à l'autre</i>	Total de la CVPC⁽¹⁾ 7,8 milliards de dollars <i>Ratio de la CVPC liée aux prêts⁽¹⁾ en baisse de 2 p.b. d'un trimestre à l'autre</i>	Ratio de liquidité à court terme⁽¹⁾ 125 % <i>Baisse par rapport à 126 % au trimestre précédent</i>

TORONTO, le 27 août 2026 — La Banque Royale du Canada⁽³⁾ (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net record de 6,0 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2026, soit une hausse de 610 millions, ou 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 4,23 \$, en hausse de 13 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète l'amélioration des résultats dans les secteurs Gestion de patrimoine, Marchés des Capitaux et Services bancaires aux entreprises. Le bénéfice net ajusté⁽²⁾ de 6,1 milliards de dollars et le bénéfice dilué par action ajusté⁽²⁾ de 4,28 \$ affichent une hausse respective de 10 % et de 11 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

« Partout dans le monde, l'équipe RBC® continue de rehausser le niveau afin de livrer des résultats exceptionnels sans égal. Nos résultats du troisième trimestre illustrent la force de notre modèle d'affaires diversifié et la solidité de notre bilan. Trimestre après trimestre, nous produisons un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires élevé tout en redistribuant systématiquement du capital à nos actionnaires. Dans une économie en évolution rapide de plus en plus complexe, nous demeurons engagés à faire évoluer la banque pour accompagner nos clients là où ils ont besoin de nous, en leur offrant les capacités, les conseils et les informations qui contribueront à leur réussite. »

– **Dave McKay, président et chef de la direction de la Banque Royale du Canada**

Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁴⁾ record de 8,7 milliards de dollars a progressé de 1,0 milliard, ou 13 %, sur un an, en raison principalement de la croissance des revenus liés aux services tarifés du secteur Gestion de patrimoine reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que de l'augmentation des revenus du secteur Marchés des Capitaux attribuable à la robustesse des secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux. La hausse du revenu net d'intérêt, qui reflète la croissance moyenne des volumes des secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises et Gestion de patrimoine, a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des revenus, de même que par nos investissements soutenus dans nos secteurs d'exploitation.

Nos résultats consolidés reflètent une augmentation de 119 millions de dollars du total de la dotation à la provision pour pertes de crédit par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la hausse des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers, partiellement contrebalancée par le repli des dotations dans le secteur Services bancaires aux entreprises. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 36 p.b., en hausse de 1 p.b. par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la

provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux⁽¹⁾ s'est chiffré à 35 p.b., en baisse de 1 p.b., tandis que le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs⁽¹⁾ s'est établi à 1 p.b., une augmentation de 2 p.b. par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice avant impôt s'est élevé à 7,7 milliards de dollars, en hausse de 0,9 milliard, ou 13 %, par rapport à il y a un an. Le taux d'imposition effectif a augmenté de 110 p.b. sur un an pour s'établir à 22,3 %.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net et le bénéfice net ajusté⁽²⁾ ont tous deux affiché une hausse de 9 %. Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁴⁾ a augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 9 %, ce qui reflète la croissance dans la plupart de nos secteurs d'exploitation, la progression des revenus ayant dépassé celle des dépenses. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 36 p.b., en hausse de 1 p.b. par rapport au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est chiffré à 35 p.b., en hausse de 1 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation des dotations pour le secteur Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs est demeuré stable par rapport au trimestre précédent.

Notre position de capital demeure forte, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)⁽¹⁾ de 13,5 %, témoignant ainsi de la forte croissance des volumes. Nous avons également versé à nos actionnaires 4,0 milliards de dollars, dont 1,6 milliard sous forme de rachats d'actions et 2,4 milliards sous forme de dividendes sur actions ordinaires.

(1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2026 pour la composition de ces mesures.

(2) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2026.

(3) Les expressions « nous », « notre », « la banque » ou « RBC » désignent la Banque Royale du Canada et ses filiales, le cas échéant.

(4) Le bénéfice avant dotation et impôt correspond au bénéfice (6 024 millions de dollars au 31 juillet 2026; 5 509 millions au 30 avril 2026; 5 414 millions au 31 juillet 2025) avant impôt (1 725 millions au 31 juillet 2026; 1 595 millions au 30 avril 2026; 1 458 millions au 31 juillet 2025) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit (1 000 millions au 31 juillet 2026; 912 millions au 30 avril 2026; 881 millions au 31 juillet 2025). Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotation et impôt n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

Table des matières

1 Faits saillants du troisième trimestre	13 Frais autres que d'intérêt	29 Gestion du risque
2 Rapport de gestion	14 Impôt sur le résultat	29 Risque de crédit
3 Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	14 Résultats des secteurs d'exploitation	33 Risque de marché
4 Vue d'ensemble et perspectives	14 Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	38 Risque de liquidité et de financement
4 À propos de la Banque Royale du Canada	15 Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	47 Gestion des fonds propres
5 Faits saillants financiers et autres	18 Services bancaires aux particuliers	52 Questions en matière de comptabilité et de contrôle
6 Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	19 Services bancaires aux entreprises	52 Résumé des méthodes comptables et estimations
8 Principaux événements au sein de l'organisation	21 Gestion de patrimoine	52 Contrôles et procédures
8 Rendement financier	23 Assurances	52 Transactions entre parties liées
8 Vue d'ensemble	24 Marchés des Capitaux	53 Glossaire
9 Incidence du change	25 Services de soutien généraux	57 Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
10 Total des revenus	26 Analyse des résultats trimestriels et des tendances	58 États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
12 Dotation à la provision pour pertes de crédit	28 Situation financière	87 Renseignements à l'intention des actionnaires
	28 Bilans résumés	
	29 Arrangements hors bilan	

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 juillet 2026 ou pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2026. Le présent rapport de gestion, daté du 26 août 2026, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2025. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2025, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, SEDAR+, à l'adresse sedarplus.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2026, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. En outre, nos représentants peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Les déclarations prospectives figurant dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à nos priorités, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire, aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, britannique, internationale et l'économie de la zone euro, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités et au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations de notre président et chef de la direction. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction et sont présentées afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision, nos objectifs et priorités stratégiques et notre performance financière attendue, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les mots et expressions « croire », « s'attendre à », « laisser supposer », « chercher », « prévoir », « se proposer », « estimer », « viser », « s'engager à », « avoir comme but ou objectif », « s'engager », « cibler », « objectif », « planifier », « perspectives », « échéancier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables, y compris sous leur forme négative et toutes leurs variantes grammaticales, dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques de nature aussi bien générale que particulière qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, que nos objectifs en matière de rendement financier, nos objectifs environnementaux, sociaux ou autres, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas, et que nos résultats réels diffèrent de façon significative de ces prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions.

Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent, entre autres, le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, le marché de l'habitation et l'endettement des ménages au Canada, les technologies de l'information, les cyberrisques et les risques liés aux tierces parties, l'incertitude géopolitique (y compris les risques liés au conflit au Moyen-Orient), les risques environnementaux et sociaux, les bouleversements numériques et l'innovation, les risques liés à la confidentialité et aux données, les changements de la réglementation, les risques liés à la culture et à la conduite, les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance, de non-conformité et de réputation, les risques opérationnel et stratégique, les autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2025 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2026, y compris les risques liés au cadre juridique et réglementaire, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, les risques associés à l'escalade des tensions commerciales, y compris les politiques commerciales protectionnistes comme l'imposition de tarifs douaniers, les risques liés à l'adoption de technologies émergentes, telles que l'infonuagique, l'intelligence artificielle (IA), y compris l'IA générative, et la robotique, le risque de fraude ainsi que notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés. D'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont présentés dans la rubrique portant sur les risques de notre rapport annuel 2025 et dans la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2026, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels, ainsi que de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent document sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2025, mises à jour dans la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2026. Ces rubriques peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction uniquement à la date des présentes et, sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux plus de 105 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos plus de 19 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site [rbc.com](https://www.rbc.com).

Faits saillants financiers et autres

	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	18 538 \$	17 453 \$	16 985 \$	53 951 \$	49 396 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 000	912	881	3 002	3 355
Frais autres que d'intérêt	9 789	9 437	9 232	28 689	27 218
Bénéfice avant impôt	7 749	7 104	6 872	22 260	18 823
Bénéfice net	6 024 \$	5 509 \$	5 414 \$	17 318 \$	14 935 \$
Bénéfice net ajusté (1)	6 101 \$	5 583 \$	5 534 \$	17 545 \$	15 316 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers	1 923 \$	1 870 \$	1 938 \$	5 755 \$	5 218 \$
Services bancaires aux entreprises	936	854	836	2 653	2 210
Gestion de patrimoine	1 442	1 185	1 096	3 922	3 005
Assurances	197	218	247	628	730
Marchés des Capitaux	1 544	1 484	1 328	4 506	3 962
Services de soutien généraux	(18)	(102)	(31)	(146)	(190)
Bénéfice net	6 024 \$	5 509 \$	5 414 \$	17 318 \$	14 935 \$
Principales données financières					
Bénéfice par action – de base	4,24 \$	3,86 \$	3,76 \$	12,13 \$	10,33 \$
– dilué	4,23	3,85	3,75	12,10	10,31
Bénéfice par action ajusté – de base (1)	4,29	3,91	3,84	12,29	10,60
– dilué (1)	4,28	3,90	3,84	12,26	10,58
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	17,9 %	17,2 %	17,3 %	17,5 %	16,1 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1)	18,1 %	17,4 %	17,7 %	17,8 %	16,5 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	130 550 \$	128 400 \$	121 450 \$	128 750 \$	121 100 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (2)	1,49 %	1,58 %	1,61 %	1,54 %	1,62 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,36 %	0,35 %	0,35 %	0,38 %	0,45 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,01 %	0,01 %	(0,01)%	0,01 %	0,08 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,35 %	0,34 %	0,36 %	0,37 %	0,37 %
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage du total des prêts et des acceptations	0,70 %	0,72 %	0,74 %	0,70 %	0,74 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage du total des prêts et acceptations	0,91 %	0,90 %	0,85 %	0,91 %	0,85 %
Ratio de liquidité à court terme (2)	125 %	126 %	129 %	125 %	129 %
Ratio de liquidité à long terme (2)	112 %	111 %	114 %	112 %	114 %
Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratios de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (2)					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	13,5 %	13,5 %	13,2 %	13,5 %	13,2 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,9 %	15,0 %	14,8 %	14,9 %	14,8 %
Ratio du total des fonds propres	16,7 %	16,9 %	16,6 %	16,7 %	16,6 %
Ratio de levier	4,3 %	4,3 %	4,5 %	4,3 %	4,5 %
Ratio TLAC	30,9 %	31,4 %	30,9 %	30,9 %	30,9 %
Ratio de levier TLAC	8,9 %	9,0 %	9,3 %	8,9 %	9,3 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (4)					
Total de l'actif	2 498 817 \$	2 396 080 \$	2 227 893 \$	2 498 817 \$	2 227 893 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	646 162	612 364	538 012	646 162	538 012
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	1 108 730	1 077 949	1 025 460	1 108 730	1 025 460
Actifs dérivés	162 386	150 745	155 023	162 386	155 023
Dépôts	1 644 573	1 581 546	1 481 477	1 644 573	1 481 477
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	133 922	129 579	124 065	133 922	124 065
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (2)	777 987	748 590	723 155	777 987	723 155
Biens sous gestion (2)	1 705 500	1 630 300	1 469 800	1 705 500	1 469 800
Biens administrés (2), (5)	6 187 900	5 865 500	5 213 500	6 187 900	5 213 500
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 387 423	1 393 332	1 407 280	1 393 110	1 410 854
– moyenne diluée	1 391 074	1 396 548	1 409 680	1 396 542	1 413 235
– à la fin de la période	1 384 554	1 389 137	1 405 044	1 384 554	1 405 044
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,76 \$	1,64 \$	1,54 \$	5,04 \$	4,50 \$
Rendement de l'action (2)	2,5 %	2,8 %	3,5 %	2,7 %	3,6 %
Ratio de distribution (2)	41 %	42 %	41 %	41 %	44 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (6)	293,41 \$	244,31 \$	177,79 \$	293,41 \$	177,79 \$
Capitalisation boursière (TSX) (6)	406 242	339 380	249 803	406 242	249 803
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	101 269	97 795	97 116	101 269	97 116
Nombre de succursales	1 249	1 253	1 271	1 249	1 271
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 097	4 114	4 298	4 097	4 298
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (7)	0,714	0,729	0,728	0,723	0,710
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,713	0,736	0,722	0,713	0,722

(1) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Se reporter au glossaire pour la composition de ces mesures.

(3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(5) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 14 milliards de dollars et de 4 milliards (13 milliards et 5 milliards au 30 avril 2026; 15 milliards et 6 milliards au 31 juillet 2025).

(6) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.

(7) Les moyennes sont calculées selon les cours de change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 26 août 2026

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

La croissance du PIB devrait rester positive au Canada, aux États-Unis, dans la zone euro et au Royaume-Uni. Toutefois, les perspectives économiques demeurent fortement tributaires de l'évolution de la politique commerciale américaine et de l'incidence du conflit au Moyen-Orient sur les prix du pétrole. Bien que les droits de douane américains demeurent nettement supérieurs à ceux de l'année civile 2024, ils ont reculé pour l'année civile 2026 par rapport aux sommets atteints à la fin de l'année civile 2025. Les tarifs douaniers qu'imposent les États-Unis sur les importations en provenance du Canada restent faibles par rapport à ceux imposés à la plupart de leurs autres partenaires commerciaux, et nous prévoyons que la plupart des exportations canadiennes continueront de bénéficier d'un traitement en franchise de droits pour le marché américain, conformément aux règles d'exemption de tarifs douaniers pour certains produits visés par l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). L'ACEUM demeure en vigueur malgré la décision de l'administration américaine de ne pas prolonger l'accord au-delà de son échéance actuelle en 2036. Cependant, les tarifs douaniers pour certains secteurs resteront en place, notamment les nouveaux tarifs douaniers américains imposés en août 2026 sur environ 5 % des importations américaines en provenance du Canada, en plus de ceux déjà imposés sur le bois d'œuvre, l'acier et l'aluminium, ainsi que la portion non américaine des exportations canadiennes d'automobiles assemblées vers les États-Unis. Nos prévisions ne supposent aucun autre changement important à la politique tarifaire des États-Unis. La forte hausse des prix du pétrole attribuable au conflit au Moyen-Orient a entraîné une augmentation marquée des taux d'inflation en avril et en mai 2026 dans l'ensemble des régions. Cela dit, ces hausses se sont partiellement résorbées en juin et en juillet 2026, ce qui a apaisé les banques centrales qui craignaient qu'une hausse durable des coûts de l'énergie ne se répercute sur l'inflation de façon plus généralisée. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale américaine, la Banque du Canada et la Banque d'Angleterre maintiennent les taux d'intérêt à leurs niveaux actuels au cours de l'année civile 2026, dans un contexte où les banques centrales doivent composer avec le risque d'une croissance économique plus faible et celui d'une inflation plus élevée. Nous nous attendons à ce que la Banque centrale européenne relève ses taux d'intérêt de 25 points de base, puis qu'elle les maintienne à ces niveaux pour le reste de l'année civile 2026.

Canada

Le PIB du Canada devrait avoir progressé de 3,4 %¹ au deuxième trimestre de l'année civile 2026, après un léger recul de 0,1 %¹ au trimestre civil précédent, grâce à la résilience des dépenses de consommation et à une augmentation des investissements des entreprises. Toutefois, la croissance de l'économie canadienne devrait être moins soutenue pour l'année civile 2026 que pour l'année civile 2025, notamment en raison du déclin démographique. Bien que le taux de chômage demeure élevé, il a reculé pour s'établir à 6,4 % en juillet 2026, soit 0,5 point de pourcentage de moins qu'un an plus tôt. Nous nous attendons à ce que les conditions du marché du travail continuent de s'améliorer graduellement et que le taux de chômage poursuive sa baisse progressive au cours du deuxième semestre de l'année civile 2026. Les nouveaux tarifs douaniers américains imposés en août 2026 sur environ 5 % des importations en provenance du Canada et les mesures de rétorsion canadiennes ne devraient pas modifier de façon importante les perspectives de croissance de l'économie canadienne. Nous nous attendons toutefois à ce qu'ils accentuent les pressions exercées sur certains secteurs économiques ciblés et accroissent l'incertitude quant à l'avenir des relations commerciales canado-états-uniennes. La forte hausse des prix mondiaux du pétrole découlant du conflit au Moyen-Orient a exercé des pressions à la hausse sur l'inflation au deuxième trimestre de l'année civile 2026. Compte tenu de ces changements, les mesures de l'inflation de base sont demeurées dans la fourchette cible de 1 % à 3 % de la Banque du Canada. Les prix du pétrole ont cependant reculé depuis les sommets atteints en avril et en mai 2026. Nous prévoyons que la Banque du Canada maintiendra le taux du financement à un jour à 2,25 % jusqu'à la fin de l'année civile 2026.

États-Unis

Le PIB des États-Unis a progressé de 1,5 %¹ au deuxième trimestre de l'année civile 2026, après avoir augmenté de 2,1 %¹ au premier trimestre civil, porté par la vigueur des dépenses de consommation des ménages et des investissements dans l'intelligence artificielle (IA). Nous prévoyons que le PIB continuera d'afficher un rythme de croissance comparable d'ici la fin de l'année civile 2026. Le taux de chômage a reculé à 4,1 % en juillet 2026, comparativement à 4,2 % en juin 2026, et se situe légèrement sous le taux de 4,3 % enregistré un an auparavant. Nous nous attendons à ce qu'il reste faible pour le reste de l'année civile 2026. L'inflation s'est accélérée sous l'effet de la forte hausse des prix de l'essence, et l'inflation de base, qui exclut les produits alimentaires et énergétiques, est demeurée elle aussi supérieure à la cible de 2 % de la Réserve fédérale américaine. Nous prévoyons que la fourchette cible du taux des fonds fédéraux se maintiendra à son niveau actuel de 3,5 % à 3,75 % jusqu'à la fin de l'année civile 2026.

Zone euro et Royaume-Uni

Le PIB de la zone euro a progressé de 0,4 % au deuxième trimestre de l'année civile 2026, après être demeuré stable au premier trimestre civil. Les taux de chômage demeurent faibles dans tous les pays de la zone euro et l'on s'attend à peu de changements au cours du reste de l'année civile 2026. L'inflation dans la zone euro s'est accélérée sous l'effet de la hausse des prix de l'essence. L'inflation de base, qui exclut les produits alimentaires et énergétiques, est demeurée supérieure à la cible de 2 % de la Banque centrale européenne. Après avoir relevé son taux des dépôts à 2,25 % en juin 2026, la Banque centrale européenne devrait procéder à une nouvelle hausse de 25 points de base au troisième trimestre de l'année civile 2026. Au Royaume-Uni, le PIB a augmenté de 0,4 % au deuxième trimestre de l'année civile 2026, après une progression de 0,6 % au trimestre civil précédent. Le PIB du Royaume-Uni devrait augmenter lentement jusqu'à la fin de l'année civile 2026. À l'exception de l'augmentation des prix de l'énergie, les pressions inflationnistes sont demeurées stables. Le taux de chômage devrait toutefois rester élevé pour le reste de l'année civile 2026. Nous prévoyons que la Banque d'Angleterre maintiendra son taux directeur à 3,75 % jusqu'à la fin de l'année civile 2026.

¹ Taux annualisé

Marchés financiers

La hausse marquée des prix du pétrole à l'échelle mondiale enregistrée plus tôt cette année civile s'est quelque peu résorbée; cependant, les prix de l'or noir demeurent élevés et instables en raison du conflit au Moyen-Orient. Au cours des trois derniers mois, les rendements des obligations d'État sont restés relativement stables aux États-Unis, au Canada, dans la zone euro et au Royaume-Uni. Les écarts de crédit sont pour leur part demeurés faibles et les marchés boursiers ont encore une fois atteint de nouveaux sommets historiques.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2025 et dans les mises à jour figurant ci-dessous.

Incertitude à l'échelle mondiale

En juillet 2026, le Fonds monétaire international (FMI) a prévu une croissance mondiale de 3,0 % pour l'année civile 2026, soit une baisse de 0,1 % par rapport à ses prévisions² d'avril. Ce léger ralentissement reflète les perturbations causées par le conflit au Moyen-Orient, facteur en partie compensé par l'accélération de la demande liée au cycle technologique mondial, portée par les avancées en IA et l'adoption de cette technologie. Il subsiste des incertitudes importantes qui soulèvent des risques pour les perspectives économiques à l'échelle mondiale, notamment en ce qui concerne :

- l'escalade des tensions géopolitiques, qui représente un risque majeur pour la stabilité économique, notamment le conflit en cours au Moyen-Orient qui perturbe la chaîne logistique et accroît les pressions inflationnistes, particulièrement en raison de l'augmentation marquée des prix de l'énergie, ainsi que l'évolution du conflit entre la Russie et l'Ukraine, qui pourrait entraîner de nouvelles perturbations des chaînes logistiques mondiales et accroître les risques pour la sécurité;
- les menaces à la sécurité croissantes, y compris celles liées à la cybersécurité et aux infrastructures mondiales, résultant des progrès technologiques ainsi que de l'intensification des tensions géopolitiques;
- l'accélération de la fragmentation des échanges commerciaux, qui prolonge le climat d'incertitude, entraîne un abandon de l'intégration économique mondiale au profit d'une posture de protectionnisme accru et nuit à la productivité et aux perspectives de croissance, en particulier pour les marchés émergents et les pays en voie de développement;
- les changements de priorités au sujet des politiques mondiales, y compris l'incertitude actuelle concernant les politiques américaines en matière de commerce, de relations extérieures, de défense et d'immigration, qui pourraient perturber les alliances mondiales et accroître les risques liés, entre autres, à l'économie et aux marchés;
- les déficits budgétaires importants et la dette publique importante prévus pour les grandes économies, qui pourraient entraîner des pressions à la hausse sur les taux d'intérêt à long terme, une instabilité des marchés financiers ou un ralentissement de la croissance, ainsi que leur incidence sur la confiance des consommateurs et des entreprises;
- la réévaluation des attentes de croissance de la productivité des technologies, en particulier celles liées à l'IA, qui pourrait mener à une baisse des investissements et entraîner une correction marquée des marchés financiers dans ces secteurs et dans d'autres secteurs, ainsi qu'une dégradation du patrimoine des ménages;
- le vieillissement de la population dans les pays développés, ainsi que les politiques en immigration changeantes, qui pourraient avoir une incidence à long terme sur la main-d'œuvre, la productivité économique et la capacité budgétaire des gouvernements;
- les tensions persistantes entre la Chine et Taïwan;
- la montée de la polarisation et de l'agitation sociale dans de nombreux territoires;
- les événements météorologiques extrêmes.

Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variée contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendrent les incertitudes à l'échelle mondiale.

Lignes directrices sur les normes de liquidité

Le 29 janvier 2026, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) a mis à jour les lignes directrices sur les normes de liquidité en ce qui concerne le ratio de liquidité à court terme, le ratio de liquidité à long terme et les flux de trésorerie nets cumulatifs. Les modifications ont introduit de nouvelles approches concernant le calcul des risques de liquidité liés à des produits comme les billets structurés et les dépôts provenant de tiers non liés et ont défini les traitements pour les instruments assortis de clauses conditionnelles susceptibles d'influer sur le profil des échéances. Les lignes directrices sont entrées en vigueur le 1^{er} mai 2026 et leur incidence n'a pas été importante.

Initiatives canadiennes de lutte contre le blanchiment d'argent

La Loi visant à renforcer le système d'immigration et la frontière du Canada (la Loi), présentée comme le projet de loi C-12, a reçu la sanction royale et est entrée en vigueur le 26 mars 2026. La Loi renforce le régime canadien de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes, notamment en rehaussant les sanctions administratives pécuniaires, en resserrant les exigences de conformité et en élargissant le champ d'application de la Loi au Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada. La promulgation de la Loi n'a eu aucune incidence importante.

² Compte tenu de la complexité et de la fluidité de la conjoncture économique, le FMI a utilisé les prévisions de référence plutôt que la base habituelle pour sa projection de la croissance mondiale en avril 2026.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces changements et d'autres faits nouveaux qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques portant sur les risques de notre rapport annuel 2025. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2026.

Principaux événements au sein de l'organisation

Corporation Moneris Solutions

Le 10 août 2026, nous avons conclu, conjointement avec BMO Groupe financier (BMO), une entente visant la vente de la coentreprise Corporation Moneris Solutions (Moneris) à Francisco Partners, pour une contrepartie en trésorerie d'environ 2 milliards de dollars, dont une quote-part de 50 % nous revient. Parallèlement à la clôture de la transaction, RBC et BMO concluront avec Moneris de nouvelles ententes exclusives de recommandation à long terme de clients. La clôture de la transaction, qui est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris l'obtention des approbations réglementaires requises, est prévue d'ici la fin du premier trimestre de 2027. Nous prévoyons comptabiliser, à la clôture de la transaction, un profit d'environ 475 millions de dollars après impôt (560 millions avant impôt). Le profit attendu est basé sur les estimations actuelles et pourrait différer. Pour plus de détails, se reporter à la note 15 de nos états financiers résumés.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025

Le bénéfice net s'est dégagé à 6 024 millions de dollars, en hausse de 610 millions, ou 11 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 4,23 \$, ayant progressé de 0,48 \$, ou 13 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 17,9 %, contre 17,3 % il y a un an. Notre ratio CET1 s'est élevé à 13,5 %, en hausse de 30 p.b. sur un an.

Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 6 101 millions de dollars, en hausse de 567 millions, ou 10 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 4,28 \$, ayant augmenté de 0,44 \$, ou 11 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 18,1 %, en hausse par rapport à 17,7 % un an plus tôt.

Notre bénéfice reflète l'amélioration des résultats dans les secteurs Gestion de patrimoine, Marchés des Capitaux et Services bancaires aux entreprises.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Le bénéfice net s'est chiffré à 6 024 millions de dollars, en hausse de 515 millions, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 4,23 \$, en hausse de 0,38 \$, ou 10 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 17,9 %, une augmentation par rapport à 17,2 % au trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 13,5 % est demeuré stable par rapport au trimestre précédent.

Le bénéfice net ajusté s'est élevé à 6 101 millions de dollars, en hausse de 518 millions, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 4,28 \$, en hausse de 0,38 \$, ou 10 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est chiffré à 18,1 %, une augmentation par rapport à 17,4 % au trimestre précédent.

Notre bénéfice reflète l'amélioration des résultats dans les secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires aux entreprises, Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et Services de soutien généraux, qui a été partiellement annulée par la baisse du bénéfice dans le secteur Assurances.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est chiffré à 17 318 millions de dollars, en hausse de 2 383 millions, ou 16 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 12,10 \$, en hausse de 1,79 \$, ou 17 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 17,5 %, une augmentation par rapport à 16,1 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le bénéfice net ajusté s'est élevé à 17 545 millions de dollars, en hausse de 2 229 millions, ou 15 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 12,26 \$, en hausse de 1,68 \$, ou 16 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'est chiffré à 17,8 %, une augmentation par rapport à 16,5 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

Notre bénéfice a augmenté par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison surtout de l'amélioration des résultats dans les secteurs Gestion de patrimoine, Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises, facteur en partie neutralisé par le recul des résultats dans le secteur Assurances.

Pour plus de détails sur nos résultats sectoriels et sur le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Résultats ajustés

Les résultats ajustés excluent les éléments spécifiés, ainsi que l'incidence après impôt de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Les résultats ajustés sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2026 par rapport au T3 2025	T3 2026 par rapport au T2 2026	T3 2026 par rapport au T3 2025
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)			
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	146 \$	152 \$	(300)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	6	5	(8)
Frais autres que d'intérêt	86	93	(149)
Impôt sur le résultat	7	8	(14)
Bénéfice net	47	46	(129)
Incidence sur le bénéfice par action			
De base	0,03 \$	0,03 \$	(0,09)\$
Dilué	0,03	0,03	(0,09)

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2026	le 30 avril 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)					
Dollar américain	0,714	0,729	0,728	0,723	0,710
Livre sterling	0,533	0,543	0,541	0,538	0,547
Euro	0,619	0,623	0,632	0,620	0,650

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2026	le 30 avril 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu d'intérêt et de dividende	26 585 \$	25 022 \$	26 110 \$	77 711 \$	77 535 \$
Charge d'intérêt	17 841	16 516	17 759	51 876	53 180
Revenu net d'intérêt	8 744 \$	8 506 \$	8 351 \$	25 835 \$	24 355 \$
Marge nette d'intérêt	1,49 %	1,58 %	1,61 %	1,54 %	1,62 %
Résultat des activités d'assurance	227 \$	217 \$	279 \$	684 \$	789 \$
Résultat des placements d'assurance	60	92	48	211	208
Revenus tirés des activités de négociation	962	609	685	2 751	2 521
Commissions de gestion de placements et de services de garde	3 116	2 915	2 642	8 955	7 853
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 524	1 403	1 273	4 341	3 720
Commissions de courtage en valeurs mobilières	565	550	444	1 623	1 401
Frais bancaires	582	572	598	1 747	1 817
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	1 023	878	850	2 643	2 139
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	349	345	311	1 074	967
Revenus sur cartes	332	305	339	972	984
Commissions de crédit	432	450	395	1 305	1 200
Profits nets sur les titres de placement	29	102	18	207	118
Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées	27	24	25	88	60
Autres	566	485	727	1 515	1 264
Revenus autres que d'intérêt	9 794	8 947	8 634	28 116	25 041
Total des revenus	18 538 \$	17 453 \$	16 985 \$	53 951 \$	49 396 \$
Information supplémentaire sur les activités de négociation					
Revenu net d'intérêt (1)	481 \$	600 \$	659 \$	1 554 \$	1 637 \$
Revenus autres que d'intérêt	962	609	685	2 751	2 521
Total des revenus tirés des activités de négociation	1 443 \$	1 209 \$	1 344 \$	4 305 \$	4 158 \$

(1) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025

Le total des revenus a augmenté de 1 553 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de la hausse des commissions de gestion de placements et de services de garde, du revenu net d'intérêt, des revenus tirés des activités de négociation et des revenus tirés des fonds communs de placement. L'accroissement des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ainsi que des commissions de courtage en valeurs mobilières a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des autres revenus. L'incidence du change a fait augmenter les revenus de 146 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 393 millions de dollars, ou 5 %, en raison surtout de la croissance moyenne des volumes dans les secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises et Gestion de patrimoine.

La marge nette d'intérêt a diminué de 12 p.b. par rapport à il y a un an, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux.

Les revenus tirés des activités de négociation se sont accrus de 277 millions de dollars, ou 40 %, en raison principalement de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans toutes les régions, contrebalancée en partie par le recul des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans la plupart des régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 474 millions de dollars, ou 18 %, ce qui est attribuable essentiellement à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont progressé de 251 millions de dollars, ou 20 %, du fait surtout de l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les commissions de courtage en valeurs mobilières se sont accrues de 121 millions de dollars, ou 27 %, ce qui s'explique en grande partie par les activités des clients dans les secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont augmenté de 173 millions de dollars, ou 20 %, ce qui reflète essentiellement l'intensification des activités d'origination de titres de participation et de titres de créance et celle des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions.

Les autres revenus ont diminué de 161 millions de dollars, ou 22 %, ce qui s'explique en grande partie par la variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui a été annulée pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Le total des revenus a augmenté de 1 085 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation, du revenu net d'intérêt ainsi que des commissions de gestion de placements et de services de garde. L'accroissement des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils de même que des revenus tirés des fonds communs de placement a également contribué à l'augmentation. L'incidence du change a accru les revenus de 152 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 238 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement du fait que le trimestre considéré comptait trois jours de plus et de la croissance moyenne des volumes des secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises.

Les revenus tirés des activités de négociation ont augmenté de 353 millions de dollars, ou 58 %, du fait surtout de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions et de l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde se sont accrues de 201 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients qui reflète l'appréciation des marchés.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont progressé de 121 millions de dollars, ou 9 %, du fait essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients qui reflète l'appréciation des marchés.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont augmenté de 145 millions de dollars, ou 17 %, ce qui est attribuable en grande partie à l'intensification des activités d'origination de titres de créance et de titres de participation dans la plupart des régions.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025 (résultats de la période de neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 4 555 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt ainsi que des commissions de gestion de placements et de services de garde. L'accroissement des revenus tirés des fonds communs de placement, des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils, des autres revenus, des revenus tirés des activités de négociation et des commissions de courtage en valeurs mobilières a également contribué à l'augmentation. L'incidence du change a fait diminuer les revenus de 300 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 1 480 millions de dollars, ou 6 %, en raison surtout de la croissance moyenne des volumes dans les secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises et Gestion de patrimoine et de l'élargissement des écarts dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été en partie annulés par l'incidence du change.

Les revenus tirés des activités de négociation se sont accrues de 230 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions, partiellement contrebalancée par le recul des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 1 102 millions de dollars, ou 14 %, ce qui est attribuable en grande partie à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont augmenté de 621 millions de dollars, ou 17 %, du fait essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les commissions de courtage en valeurs mobilières se sont accrues de 222 millions de dollars, ou 16 %, ce qui s'explique en grande partie par les activités des clients dans le secteur Gestion de patrimoine.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont progressé de 504 millions de dollars, ou 24 %, du fait surtout de l'intensification des activités de fusion et acquisition dans toutes les régions et de celle des activités d'origination de titres de participation et de titres de créance dans la plupart des régions.

Les autres revenus ont affiché une hausse de 251 millions de dollars, ou 20 %, du fait essentiellement des profits de nos portefeuilles d'activités autres que de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux, qui ont été annulés pour l'essentiel dans le revenu net d'intérêt.

Dotation à la provision pour pertes de crédit ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2026	le 30 avril 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
Services bancaires aux particuliers	41 \$	3 \$	17 \$	60 \$	326 \$
Services bancaires aux entreprises	(2)	1	4	12	287
Gestion de patrimoine	(26)	3	(40)	(39)	31
Marchés des Capitaux	8	11	(9)	34	(35)
Services de soutien généraux et autres ⁽²⁾	–	–	–	–	(1)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	21	18	(28)	67	608
Services bancaires aux particuliers	480 \$	488 \$	431 \$	1 484 \$	1 268 \$
Services bancaires aux entreprises	234	246	296	753	890
Gestion de patrimoine	4	52	(3)	90	93
Marchés des Capitaux	261	113	188	619	498
Services de soutien généraux et autres ⁽²⁾	–	–	1	–	1
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	979	899	913	2 946	2 750
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	1 000	917	885	3 013	3 358
Dotation à la provision pour pertes de crédit – autres ⁽³⁾	–	(5)	(4)	(11)	(3)
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	1 000 \$	912 \$	881 \$	3 002 \$	3 355 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	46 \$	(4)\$	7 \$	57 \$	411 \$
Prêts de gros	(25)	22	(35)	10	197
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	21	18	(28)	67	608
Prêts de détail	529	500	474	1 593	1 413
Prêts de gros	450	399	439	1 353	1 337
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	979	899	913	2 946	2 750
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	1 000 \$	917 \$	885 \$	3 013 \$	3 358 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,36 %	0,35 %	0,35 %	0,38 %	0,45 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,35 %	0,34 %	0,36 %	0,37 %	0,37 %

(1) L'information sur les prêts englobe celle sur les prêts, les acceptations et les engagements.

(2) Comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée dans les secteurs Services de soutien généraux et Assurances.

(3) La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments inclut les montants liés aux titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières et achetées.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 119 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers, contrebalancée en partie par le repli des dotations dans le secteur Services bancaires aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs était de 21 millions de dollars, comparativement à (28) millions à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la croissance du portefeuille, contrebalancée en partie par l'incidence favorable des changements concernant nos perspectives macroéconomiques et la qualité du crédit au trimestre à l'étude.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est accrue de 66 millions de dollars, ou 7 %, du fait surtout de l'augmentation des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers, qui a été neutralisée en partie par la diminution des dotations dans le secteur Services bancaires aux entreprises.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 88 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux, en partie contrebalancée par des contrepassations de dotations au trimestre à l'étude dans le secteur Gestion de patrimoine, comparativement à des dotations constituées au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est accrue de 3 millions de dollars, ou 17 %, car la croissance du portefeuille et l'incidence défavorable des changements concernant la qualité du crédit ont été neutralisées en grande partie par des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 80 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de l'augmentation des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux, atténuée par la diminution des dotations dans le secteur Gestion de patrimoine.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025 (résultats de la période de neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 353 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait surtout du repli des dotations dans les secteurs Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers, facteur partiellement annulé par la hausse des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est repliée de 541 millions de dollars, ou 89 %, en raison de l'augmentation des dotations à la période correspondante de l'exercice précédent, qui reflétait surtout l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers).

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 196 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement de l'augmentation des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et Marchés des Capitaux, facteur en partie contrebalancé par le repli des dotations dans le secteur Services bancaires aux entreprises.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2026	le 30 avril 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
Salaires	2 524 \$	2 393 \$	2 356 \$	7 309 \$	7 076 \$
Rémunération variable	2 898	2 696	2 515	8 347	7 422
Avantages du personnel et conservation du personnel	734	734	669	2 269	2 075
Rémunération fondée sur des actions	135	188	329	666	761
Ressources humaines	6 291	6 011	5 869	18 591	17 334
Matériel	754	733	684	2 215	2 069
Frais d'occupation	441	447	410	1 308	1 267
Communications	397	391	357	1 143	1 062
Honoraires	574	513	528	1 558	1 568
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	395	387	436	1 168	1 328
Autres	937	955	948	2 706	2 590
Frais autres que d'intérêt	9 789 \$	9 437 \$	9 232 \$	28 689 \$	27 218 \$
Ratio d'efficacité ⁽¹⁾	52,8 %	54,1 %	54,4 %	53,2 %	55,1 %
Ratio d'efficacité ajusté ⁽²⁾	52,2 %	53,5 %	53,5 %	52,6 %	54,1 %

(1) Se reporter au glossaire pour la composition de ces mesures.

(2) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 557 millions de dollars, ou 6 %, sur un an, en raison surtout de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des revenus. L'incidence de la hausse des coûts liés au personnel et les investissements en cours dans la technologie ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui a été annulée pour l'essentiel dans les revenus autres que d'intérêt.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 52,8 %, soit une diminution de 160 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est chiffré à 52,2 %, en baisse de 130 p.b.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 352 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, du fait essentiellement de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des revenus. L'incidence du change et la hausse des coûts liés au personnel ont également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par l'incidence de l'augmentation des réserves légales à la période précédente.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 52,8 %, soit une diminution de 130 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est chiffré à 52,2 %, en baisse de 130 p.b.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025 (résultats de la période de neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1 471 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des revenus, de la hausse des coûts liés au personnel et des investissements en cours dans la technologie.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 53,2 %, soit une diminution de 190 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est chiffré à 52,6 %, en baisse de 150 p.b.

Le ratio d'efficacité ajusté est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2026	le 30 avril 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
Impôt sur le résultat	1 725 \$	1 595 \$	1 458 \$	4 942 \$	3 888 \$
Bénéfice avant impôt	7 749	7 104	6 872	22 260	18 823
Taux d'imposition effectif	22,3 %	22,5 %	21,2 %	22,2 %	20,7 %
Résultats ajustés ⁽¹⁾					
Impôt sur le résultat ajusté	1 751 \$	1 622 \$	1 491 \$	5 021 \$	4 009 \$
Bénéfice avant impôt ajusté	7 852	7 205	7 025	22 566	19 325
Taux d'imposition effectif ajusté	22,3 %	22,5 %	21,2 %	22,3 %	20,7 %

(1) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025

La charge d'impôt s'est accrue de 267 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôt. La charge d'impôt ajustée a augmenté de 260 millions de dollars, ou 17 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 110 p.b. pour se chiffrer à 22,3 %, du fait principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

La charge d'impôt a augmenté de 130 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'accroissement du bénéfice avant impôt. La charge d'impôt ajustée s'est accrue de 129 millions de dollars, ou 8 %.

Le taux d'imposition effectif s'est replié de 20 p.b. pour se chiffrer à 22,3 %.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025 (résultats de la période de neuf mois)

La charge d'impôt a progressé de 1 054 millions de dollars, ou 27 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation du bénéfice avant impôt. La charge d'impôt ajustée a augmenté de 1 012 millions de dollars, ou 25 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 150 p.b. pour se chiffrer à 22,2 %, du fait principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. Le taux d'imposition effectif ajusté a augmenté de 160 p.b. pour s'établir à 22,3 %.

La charge d'impôt ajustée et le taux d'imposition effectif ajusté sont des mesures ou des ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité. Celles-ci n'ont pas été modifiées depuis le 31 octobre 2025, sauf en ce qui a trait au secteur Assurances, pour lequel nous avons révisé notre méthode d'attribution des fonds propres, avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, afin qu'elle reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2025.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par les fonds propres attribués moyens pour la période. Pour chaque secteur, à l'exception du secteur Assurances, la moyenne des fonds propres attribués tient compte des fonds propres et du levier nécessaires pour contrer les divers risques et montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles et d'autres déductions réglementaires. Pour le secteur Assurances, l'attribution des fonds propres reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques.

L'attribution des fonds propres suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'exploitation que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 30 avril 2026	le 31 juillet 2025
	le 31 juillet 2026								
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances (1)	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 888 \$	914 \$	1 415 \$	192 \$	1 500 \$	(30)\$	5 879 \$	5 372 \$	5 290 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2), (3)	30 550	19 500	26 100	3 450	41 000	9 950	130 550	128 400	121 450
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	24,5 %	18,6 %	21,5 %	22,1 %	14,5 %	n.s.	17,9 %	17,2 %	17,3 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes							le 31 juillet 2025
	le 31 juillet 2026							
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances (1)	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 654 \$	2 589 \$	3 839 \$	616 \$	4 377 \$	(181)\$	16 894 \$	14 575 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2), (3)	29 750	19 600	25 750	3 400	40 150	10 100	128 750	121 100
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	25,4 %	17,7 %	19,9 %	24,3 %	14,6 %	n.s.	17,5 %	16,1 %

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, nous avons révisé notre méthode d'attribution des fonds propres au secteur Assurances afin qu'elle reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de fonds propres attribués.
n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Les mesures et les ratios hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures et les ratios hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Résultats et ratios ajustés

Nous sommes d'avis que les résultats ajustés sont plus représentatifs de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de la performance. L'élément spécifié décrit ci-après peut entraîner une volatilité qui pourrait occulter les tendances de la performance des activités sous-jacentes, et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions peut varier considérablement d'une organisation à l'autre. Exclure l'incidence des éléments spécifiés et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions pourrait améliorer la comparabilité de notre performance financière et permettre aux lecteurs de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes.

Nos résultats de la période de neuf mois close le 31 juillet 2025 ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- Les coûts de transaction et d'intégration de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada).

Les ratios ajustés, y compris le bénéfice par action ajusté (de base et dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté et le ratio d'efficacité ajusté, qui sont tirés des résultats ajustés, sont utiles aux lecteurs puisqu'ils peuvent améliorer la comparabilité dans le cadre de l'évaluation de la rentabilité calculée par action, de l'efficacité avec laquelle les bénéfices sont générés à partir de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de l'efficacité avec laquelle les coûts sont gérés par rapport aux revenus. Les résultats et les ratios ajustés peuvent également servir de base pour aider à prendre des décisions en matière de stratégie et d'attribution des fonds propres.

Résultats consolidés, montants présentés et ajustés

Le tableau qui suit présente un rapprochement de nos résultats présentés et de nos résultats ajustés et illustre le calcul des mesures ajustées présentées. Les résultats et ratios ajustés présentés ci-après sont des mesures ou ratios hors PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres d'actions et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Total des revenus	18 538 \$	17 453 \$	16 985 \$	53 951 \$	49 396 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 000	912	881	3 002	3 355
Frais autres que d'intérêt	9 789	9 437	9 232	28 689	27 218
Bénéfice avant impôt	7 749	7 104	6 872	22 260	18 823
Impôt sur le résultat	1 725	1 595	1 458	4 942	3 888
Bénéfice net	6 024 \$	5 509 \$	5 414 \$	17 318 \$	14 935 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 879 \$	5 372 \$	5 290 \$	16 894 \$	14 575 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 387 423	1 393 332	1 407 280	1 393 110	1 410 854
Bénéfice de base par action (en dollars)	4,24 \$	3,86 \$	3,76 \$	12,13 \$	10,33 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 391 074	1 396 548	1 409 680	1 396 542	1 413 235
Bénéfice dilué par action (en dollars)	4,23 \$	3,85 \$	3,75 \$	12,10 \$	10,31 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,9 %	17,2 %	17,3 %	17,5 %	16,1 %
Taux d'imposition effectif	22,3 %	22,5 %	21,2 %	22,2 %	20,7 %
Total des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net (avant impôt)	103 \$	101 \$	153 \$	306 \$	502 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (1)	—	—	—	—	43
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (2)	103	101	153	306	459
Total de l'impôt sur le résultat au titre des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net	26 \$	27 \$	33 \$	79 \$	121 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (1)	—	—	—	—	13
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (2)	26	27	33	79	108
Résultats ajustés (3)					
Bénéfice avant impôt ajusté	7 852 \$	7 205 \$	7 025 \$	22 566 \$	19 325 \$
Impôt sur le résultat ajusté	1 751	1 622	1 491	5 021	4 009
Bénéfice net ajusté	6 101	5 583	5 534	17 545	15 316
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires ajusté	5 956	5 446	5 410	17 121	14 956
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 387 423	1 393 332	1 407 280	1 393 110	1 410 854
Bénéfice de base par action ajusté (en dollars) (3)	4,29 \$	3,91 \$	3,84 \$	12,29 \$	10,60 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 391 074	1 396 548	1 409 680	1 396 542	1 413 235
Bénéfice dilué par action ajusté (en dollars) (3)	4,28 \$	3,90 \$	3,84 \$	12,26 \$	10,58 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (3)	18,1 %	17,4 %	17,7 %	17,8 %	16,5 %
Taux d'imposition effectif ajusté (3)	22,3 %	22,5 %	21,2 %	22,3 %	20,7 %

Ratio d'efficacité ajusté

Total des revenus	18 538 \$	17 453 \$	16 985 \$	53 951 \$	49 396 \$
Frais autres que d'intérêt	9 789	9 437	9 232	28 689	27 218
Moins élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) (1)	—	—	—	—	43
Moins : Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (avant impôt) (2)	103	101	153	306	459
Frais autres que d'intérêt ajustés (3)	9 686 \$	9 336 \$	9 079 \$	28 383 \$	26 716 \$
Ratio d'efficacité	52,8 %	54,1 %	54,4 %	53,2 %	55,1 %
Ratio d'efficacité ajusté (3)	52,2 %	53,5 %	53,5 %	52,6 %	54,1 %

(1) Ces montants ont été comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux.

(2) Représente l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (excluant l'amortissement des logiciels) et de toute dépréciation du goodwill.

(3) Se reporter au glossaire pour la composition de ces mesures.

Services bancaires aux particuliers

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Revenu net d'intérêt	3 870 \$	3 715 \$	3 698 \$	11 416 \$	10 722 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 415	1 334	1 362	4 156	3 954
Total des revenus	5 285	5 049	5 060	15 572	14 676
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	41	6	17	63	326
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	479	486	427	1 480	1 260
Dotation à la provision pour pertes de crédit	520	492	444	1 543	1 586
Frais autres que d'intérêt	2 127	1 987	1 958	6 134	5 925
Bénéfice avant impôt	2 638	2 570	2 658	7 895	7 165
Bénéfice net	1 923 \$	1 870 \$	1 938 \$	5 755 \$	5 218 \$
Revenus par secteur d'exploitation					
Services bancaires aux particuliers – Canada	4 954 \$	4 736 \$	4 751 \$	14 613 \$	13 733 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	331	313	309	959	943
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	24,5 %	25,4 %	27,0 %	25,4 %	24,6 %
Marge nette d'intérêt	2,68 %	2,71 %	2,68 %	2,70 %	2,64 %
Ratio d'efficacité	40,2 %	39,4 %	38,7 %	39,4 %	40,4 %
Levier d'exploitation (1)	(4,2)%	3,3 %	11,8 %	2,6 %	7,0 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	573 900 \$	562 700 \$	547 400 \$	565 500 \$	543 100 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	561 200	550 800	537 100	553 500	532 900
Moyenne des dépôts	434 900	437 400	437 300	436 300	438 300
Biens administrés (2)	314 700	302 500	272 700	314 700	272 700
Moyenne des biens administrés	312 900	297 200	266 500	300 000	263 000
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,34 %	0,36 %	0,32 %	0,35 %	0,32 %
Autres renseignements – Services bancaires aux particuliers – Canada					
Bénéfice net	1 826 \$	1 774 \$	1 843 \$	5 468 \$	4 929 \$
Marge nette d'intérêt	2,62 %	2,65 %	2,61 %	2,64 %	2,57 %
Ratio d'efficacité	38,8 %	37,8 %	37,2 %	37,9 %	39,0 %
Levier d'exploitation	(4,5)%	4,1 %	12,5 %	2,9 %	7,0 %

(1) Se reporter au glossaire pour la composition de cette mesure.

(2) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 14 milliards de dollars et 4 milliards au 31 juillet 2026 (13 milliards et 5 milliards au 30 avril 2026; 15 milliards et 6 milliards au 31 juillet 2025).

Rendement financier

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025

Le bénéfice net a diminué de 15 millions de dollars, ou 1 %, sur un an, du fait que la hausse du revenu net d'intérêt et des revenus autres que d'intérêt a été plus que contrebalancée par l'accroissement des frais autres que d'intérêt et de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus s'est accru de 225 millions de dollars, ou 4 %.

Les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers – Canada ont progressé de 203 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 2 % et l'élargissement des écarts, déduction faite de l'incidence défavorable de la baisse du cumul des ajustements de la juste valeur liés à l'acquisition de HSBC Canada (la transaction visant HSBC Canada). La croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des frais bancaires, laquelle reflétait l'incidence des changements de réglementation.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis ont augmenté de 22 millions de dollars, ou 7 %, du fait surtout de l'intensification des activités des clients, qui reflète la croissance moyenne des volumes.

La marge nette d'intérêt est demeurée relativement stable, les changements favorables dans la composition des produits ayant été annulés par l'incidence défavorable de la baisse du cumul des ajustements de la juste valeur liés à la transaction visant HSBC Canada.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 76 millions de dollars, ou 17 %, ce qui s'explique surtout par la hausse des dotations liées aux prêts douteux, principalement dans nos portefeuilles canadiens de prêts sur cartes de crédit et de prêts personnels. La hausse des dotations liées aux prêts productifs s'explique surtout par des changements défavorables dans nos perspectives macroéconomiques, en partie contrebalancés par l'incidence favorable des changements concernant la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 169 millions de dollars, ou 9 %, en raison surtout de la hausse des coûts liés au personnel, des investissements dans la technologie, de l'engagement et de l'acquisition de clients, ainsi que de l'accroissement des coûts d'exploitation.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Le bénéfice net s'est accru de 53 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt découlant du fait que le trimestre considéré comptait trois jours de plus et de la croissance moyenne des volumes de 1 %. La croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés, a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'augmentation des frais autres que d'intérêt, ce qui rend essentiellement compte de la hausse des coûts liés au personnel, des investissements en cours dans la technologie, des frais de commercialisation et des honoraires.

La marge nette d'intérêt a diminué de 3 p.b., en raison principalement de l'élargissement saisonnier des écarts dans notre portefeuille de prêts au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 537 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par la hausse du revenu net d'intérêt et l'augmentation des revenus autres que d'intérêt, compensées en partie par l'augmentation des frais autres que d'intérêt.

Le total des revenus a augmenté de 896 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 2 % et l'élargissement des écarts, déduction faite de l'incidence défavorable de la baisse du cumul des ajustements de la juste valeur liés à la transaction visant HSBC Canada. La croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, a également contribué à la hausse.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 43 millions de dollars, ou 3 %, du fait de l'augmentation des dotations liées aux prêts productifs à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). Ces facteurs ont été largement annulés par l'accroissement des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles canadiens.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 209 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de l'augmentation des coûts d'exploitation, des frais de commercialisation associés pour l'essentiel aux campagnes visant l'ajout de nouveaux clients, des investissements en cours dans la technologie et des coûts liés au personnel, notamment l'incidence, à la période correspondante de l'exercice précédent, des indemnités de départ et des modifications ciblées de nos régimes de retraite à prestations définies.

Services bancaires aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Revenu net d'intérêt	1 926 \$	1 844 \$	1 828 \$	5 665 \$	5 358 \$
Revenus autres que d'intérêt	326	315	324	953	983
Total des revenus	2 252	2 159	2 152	6 618	6 341
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(1)	1	3	13	287
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	234	246	296	753	890
Dotation à la provision pour pertes de crédit	233	247	299	766	1 177
Frais autres que d'intérêt	725	730	697	2 180	2 105
Bénéfice avant impôt	1 294	1 182	1 156	3 672	3 059
Bénéfice net	936 \$	854 \$	836 \$	2 653 \$	2 210 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18,6 %	17,4 %	16,3 %	17,7 %	14,7 %
Marge nette d'intérêt	3,92 %	3,93 %	3,86 %	3,93 %	3,86 %
Ratio d'efficacité	32,2 %	33,8 %	32,4 %	32,9 %	33,2 %
Levier d'exploitation	0,6 %	0,1 %	4,8 %	0,8 %	2,5 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	194 800 \$	192 400 \$	187 900 \$	192 800 \$	185 700 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	194 700	192 300	187 800	192 800	185 700
Moyenne des dépôts	336 700	318 900	308 000	324 900	307 800
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,48 %	0,53 %	0,62 %	0,52 %	0,64 %

Rendement financier

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025

Le bénéfice net s'est accru de 100 millions de dollars, ou 12 %, sur un an, en raison essentiellement de l'augmentation du revenu net d'intérêt et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus a augmenté de 100 millions de dollars, ou 5 %, du fait surtout de la hausse du revenu net d'intérêt. Cette augmentation reflète la croissance moyenne des volumes de 9 % pour les dépôts et de 4 % pour les prêts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 66 millions de dollars, ou 22 %, ce qui s'explique par le repli des dotations liées aux prêts douteux dans certains secteurs d'activité, dont ceux de la consommation discrétionnaire et des transports.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 28 millions de dollars, ou 4 %, du fait surtout de la hausse des coûts liés au personnel.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Le bénéfice net a augmenté de 82 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt découlant du fait que le trimestre considéré comptait trois jours de plus et de la croissance moyenne des volumes de 6 % pour les dépôts et de 1 % pour les prêts. La diminution des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à l'augmentation.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 443 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de la hausse du revenu net d'intérêt. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'augmentation des frais autres que d'intérêt.

Le total des revenus a augmenté de 277 millions de dollars, ou 4 %, du fait surtout de la hausse du revenu net d'intérêt, ce qui reflète la croissance moyenne des volumes de 6 % pour les dépôts et de 4 % pour les prêts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 411 millions de dollars, ou 35 %, ce qui s'explique par le fait qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, une hausse des dotations liées aux prêts productifs découlant essentiellement de l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers) avait été enregistrée. La baisse des dotations liées aux prêts douteux a été principalement attribuable à quelques secteurs d'activité, notamment ceux de la consommation discrétionnaire et des produits forestiers, ce qui a été contrebalancé en partie par l'augmentation des dotations pour le secteur d'activité des autres services.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 75 millions de dollars, ou 4 %, du fait surtout de la hausse des coûts liés au personnel, des honoraires, des frais de commercialisation et des investissements en cours dans la technologie, déduction faite des synergies réalisées dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres, les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Revenu net d'intérêt	1 532 \$	1 429 \$	1 321 \$	4 415 \$	4 016 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 880	4 525	4 192	14 035	12 462
Total des revenus	6 412	5 954	5 513	18 450	16 478
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(26)	3	(40)	(39)	31
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	4	52	(3)	90	93
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(22)	55	(43)	51	124
Frais autres que d'intérêt	4 557	4 379	4 154	13 320	12 456
Bénéfice avant impôt	1 877	1 520	1 402	5 079	3 898
Bénéfice net	1 442 \$	1 185 \$	1 096 \$	3 922 \$	3 005 \$
Revenus par secteur d'exploitation					
Gestion de patrimoine – Canada	2 095 \$	1 922 \$	1 734 \$	5 933 \$	5 112 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National Bank [City National])	2 739	2 593	2 368	7 988	7 284
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 956	1 891	1 724	5 776	5 171
Gestion mondiale d'actifs	1 001	881	853	2 846	2 460
Gestion de patrimoine – International	369	353	356	1 080	1 029
Services aux investisseurs	208	205	202	603	593
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	21,5 %	18,6 %	17,0 %	19,9 %	15,6 %
Marge nette d'intérêt	3,40 %	3,37 %	3,27 %	3,38 %	3,30 %
Marge avant impôt (1)	29,3 %	25,5 %	25,4 %	27,5 %	23,7 %
Nombre de conseillers (2)	6 295	6 276	6 218	6 295	6 218
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	178 800 \$	173 800 \$	160 400 \$	174 400 \$	162 900 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	136 600	132 100	121 600	132 800	122 300
Moyenne des dépôts	185 300	178 400	167 000	180 300	173 700
Biens administrés (3)	5 844 000	5 537 800	4 916 400	5 844 000	4 916 400
Biens sous gestion (3)	1 695 100	1 620 600	1 460 500	1 695 100	1 460 500
Moyenne des biens administrés	5 803 300	5 504 700	4 848 100	5 548 300	4 829 000
Moyenne des biens sous gestion	1 693 500	1 604 500	1 430 300	1 622 800	1 394 600
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,01 %	0,16 %	(0,01)%	0,09 %	0,10 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2026 par rapport au T3 2025	T3 2026 par rapport au T2 2026	T3 2026 par rapport au T3 2025
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	61 \$	62 \$	(136)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	(1)	(2)
Frais autres que d'intérêt	50	54	(99)
Bénéfice net	10	4	(28)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(2)%	(2)%	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(1)%	(2)%	(2)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(2)%	(1)%	(5)%

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(3) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 346 millions de dollars, ou 32 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ce qui a aussi entraîné une augmentation de la rémunération variable. La hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de dépôts et de prêts ainsi que l'élargissement des écarts a également contribué à l'augmentation.

Le total des revenus s'est accru de 899 millions de dollars, ou 16 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 361 millions de dollars, ou 21 %, du fait surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. La progression des revenus tirés des transactions attribuable aux activités des clients et la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes pour les dépôts ont également contribué à l'augmentation.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 371 millions de dollars, ou 16 %. L'incidence du change a fait augmenter les revenus de 53 millions de dollars. En dollars américains, ils ont affiché une hausse de 232 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 148 millions de dollars, ou 17 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont augmenté de 13 millions de dollars, ou 4 %, ce qui s'explique principalement par la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés, ainsi que par l'augmentation des revenus tirés des transactions. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse du revenu net d'intérêt.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs ont progressé de 6 millions de dollars, ou 3 %, du fait essentiellement de la hausse des revenus liés aux services tarifés.

La dotation à la provision pour pertes de crédit était de (22) millions de dollars, comparativement à (43) millions à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce changement s'explique principalement par la diminution des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), en raison essentiellement des changements défavorables concernant la qualité du crédit, ce qui a été contrebalancé en partie par les changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 403 millions de dollars, ou 10 %, ce qui s'explique principalement par la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des revenus, la hausse des frais liés au personnel, y compris les investissements dans les postes en contact direct avec les clients, et l'incidence du change.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Le bénéfice net a augmenté de 257 millions de dollars, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés, ce qui a également entraîné une hausse de la rémunération variable. L'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et le recul de la dotation à la provision pour pertes de crédit, en raison principalement de la diminution des dotations liées aux prêts douteux et des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre à l'étude, ont également contribué à l'accroissement.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 917 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ce qui a également entraîné une augmentation de la rémunération variable. La hausse du revenu net d'intérêt et la croissance des revenus tirés des transactions attribuable aux activités des clients ont également contribué à cette augmentation.

Le total des revenus s'est accru de 1 972 millions de dollars, ou 12 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de prêts et de dépôts et l'élargissement des écarts. L'augmentation des revenus tirés des transactions attribuable aux activités des clients a également contribué à la hausse précitée. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'incidence du change.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 73 millions de dollars, ou 59 %, en raison essentiellement de contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours de la période à l'étude pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui reflète principalement les changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques, comparativement à des dotations constituées à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait surtout des changements défavorables concernant la pondération de nos scénarios qui reflétaient l'incidence des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers).

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 864 millions de dollars, ou 7 %, ce qui est en grande partie attribuable à la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des revenus et à la hausse des coûts liés au personnel. Ces facteurs ont été annulés en partie par la diminution de la charge d'amortissement, l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de City National ayant été complété au cours de l'exercice 2025, et par l'incidence du change.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Revenus autres que d'intérêt					
Résultat des activités d'assurance	227 \$	217 \$	279 \$	684 \$	789 \$
Résultat des placements d'assurance	60	92	48	211	208
Autres revenus	41	36	41	116	115
Total des revenus	328	345	368	1 011	1 112
Frais autres que d'intérêt	81	75	74	234	241
Bénéfice avant impôt	247	270	294	777	871
Bénéfice net	197 \$	218 \$	247 \$	628 \$	730 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	22,1 %	25,9 %	47,9 %	24,3 %	46,7 %
Primes et dépôts (2), (3)	1 593 \$	1 589 \$	1 456 \$	4 865 \$	5 238 \$
Marge sur services contractuels (4)	1 709	1 759	1 928	1 709	1 928

- (1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, nous avons révisé notre méthode d'attribution des fonds propres au secteur Assurances afin qu'elle reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance individuelle et collective, et de rente fondées sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts, conformément aux pratiques du secteur des assurances.
- (3) Les montants correspondants pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (4) Représente la marge sur services contractuels des actifs et passifs au titre des contrats d'assurance, déduction faite des actifs et passifs au titre des contrats de réassurance détenus. Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (entrées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance. La marge sur services contractuels ne s'applique pas aux contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025

Le bénéfice net a diminué de 50 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la baisse du résultat des activités d'assurance reflétant l'incidence des ajustements favorables liés aux produits de réassurance du risque de longévité et des reprises de contrats à la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi que d'une baisse de la sinistralité favorable au cours de la période considérée.

Le total des revenus a diminué de 40 millions de dollars, ou 11 %, du fait essentiellement de la baisse du résultat des activités d'assurance, comme il est mentionné ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 7 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de l'augmentation des coûts d'exploitation.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Le bénéfice net a diminué de 21 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement du repli du résultat des placements d'assurance découlant d'une sinistralité moins favorable liée aux placements.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a diminué de 102 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la baisse du résultat des activités d'assurance découlant de l'incidence des reprises de contrats de réassurance à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est replié de 101 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la baisse du résultat des activités d'assurance, comme il est mentionné ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 7 millions de dollars, ou 3 %, du fait surtout de l'incidence des coûts des indemnités de départ à l'exercice précédent, partiellement contrebalancé par l'augmentation des coûts d'exploitation.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 juillet 2025	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Revenu net d'intérêt (1)	1 215 \$	1 315 \$	1 287 \$	3 748 \$	3 480 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	2 997	2 628	2 471	8 425	7 335
Total des revenus (1)	4 212	3 943	3 758	12 173	10 815
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	8	5	(7)	29	(30)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	261	112	187	613	498
Dotation à la provision pour pertes de crédit	269	117	180	642	468
Frais autres que d'intérêt	2 164	2 097	2 059	6 380	5 985
Bénéfice avant impôt	1 779	1 729	1 519	5 151	4 362
Bénéfice net	1 544 \$	1 484 \$	1 328 \$	4 506 \$	3 962 \$
Revenus par secteur d'exploitation					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	2 045 \$	1 861 \$	1 761 \$	5 628 \$	5 065 \$
Marchés mondiaux	2 152	2 052	1 941	6 428	5 789
Autres	15	30	56	117	(39)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,5 %	14,8 %	13,2 %	14,6 %	13,5 %
Moyenne du total de l'actif	1 573 800 \$	1 453 900	1 328 800 \$	1 497 100 \$	1 317 100 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	273 300	242 300	196 100	256 500	202 500
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	198 100	188 300	163 700	187 300	161 400
Moyenne des dépôts	495 000	463 200	403 400	471 000	379 300
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,52 %	0,25 %	0,46 %	0,44 %	0,41 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2026 par rapport au T3 2025	T3 2026 par rapport au T2 2026	T3 2026 par rapport au T3 2025
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	73 \$	79 \$	(124) \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	6	6	(6)
Frais autres que d'intérêt	29	32	(41)
Bénéfice net	31	34	(68)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(2)%	(2)%	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(1)%	(2)%	(2)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(2)%	(1)%	(5)%

(1) La majoration au montant imposable équivalent s'est élevée à 24 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 (20 millions au 30 avril 2026; 69 millions au 31 juillet 2025) et à 69 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026 (104 millions au 31 juillet 2025). Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2025.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 216 millions de dollars, ou 16 %, sur un an, en raison surtout de la hausse des revenus des secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et les investissements en cours dans la technologie.

Le total des revenus a augmenté de 454 millions de dollars, ou 12 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont affiché une hausse de 284 millions de dollars, ou 16 %, qui s'explique surtout par l'intensification des activités d'origination de titres de participation et de titres de créance et par celle des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions. L'augmentation des revenus des services bancaires transactionnels, des revenus tirés des prêts et des revenus tirés du financement de titrisation, favorisée par la croissance des volumes, ainsi que l'incidence du change ont également contribué à l'augmentation.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont augmenté de 211 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans toutes les régions. La hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, l'incidence du change et l'augmentation des revenus tirés des commissions en valeur nette au comptant découlant de l'intensification des activités des clients, ont également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par le recul des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions.

Les autres revenus ont diminué de 41 millions de dollars, ou 73 %, ce qui rend essentiellement compte des variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions, qui ont été annulées pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt. L'incidence des variations de la juste valeur de nos portefeuilles existants aux États-Unis a également contribué à la diminution.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 89 millions de dollars, ou 49 %, en raison principalement de la hausse des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, dont ceux de l'immobilier et autres et des produits industriels, ce qui a été partiellement contrebalancé par la baisse des dotations dans le secteur d'activité des produits de financement.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 105 millions de dollars, ou 5 %, et ce, principalement en raison des investissements en cours dans la technologie et de la hausse de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Le bénéfice net a augmenté de 60 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'intensification des activités d'origination de titres de créance et de titres de participation dans la plupart des régions et de l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des dotations liées à un compte auparavant douteux dans le secteur d'activité des autres services et à des prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, dont ceux des biens de consommation de base et des produits industriels.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 544 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Grande entreprise et services de banque d'investissement, facteur annulé en partie par la hausse de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats, l'augmentation de l'impôt reflétant les changements dans la composition du bénéfice et l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus s'est accru de 1 358 millions de dollars, ou 13 %, sous l'effet essentiellement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation ainsi que de l'intensification des activités de fusion et acquisition dans toutes les régions et de celle des activités d'origination de titres de participation et de titres de créance dans la plupart des régions.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 174 millions de dollars, ou 37 %, du fait principalement de la hausse des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, dont ceux de l'immobilier et autres et de la consommation discrétionnaire, en partie contrebalancée par la baisse des dotations dans le secteur des autres services. Les dotations constituées à l'égard des prêts productifs au cours de la période à l'étude, en raison surtout de la croissance du portefeuille, comparativement à des contrepassations de dotations au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, ont également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 395 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats et des investissements en cours dans la technologie.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2026	le 30 avril 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
Revenu net (perte nette) d'intérêt ⁽¹⁾	201 \$	203 \$	217 \$	591 \$	779 \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt ^{(1), (2)}	(152)	(200)	(83)	(464)	(805)
Total des revenus ^{(1), (2)}	49	3	134	127	(26)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	1	1	–	–
Frais autres que d'intérêt ⁽²⁾	135	169	290	441	506
Bénéfice (perte) avant impôt ⁽¹⁾	(86)	(167)	(157)	(314)	(532)
Charge (économie) d'impôt ⁽¹⁾	(68)	(65)	(126)	(168)	(342)
Bénéfice net (perte nette)	(18)\$	(102)\$	(31)\$	(146)\$	(190)\$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Pour le trimestre clos le 31 juillet 2026, les revenus ont inclus des profits de 72 millions de dollars (profits de 79 millions et profits de 260 millions, respectivement, au 30 avril 2026 et au 31 juillet 2025) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 74 millions (74 millions et 234 millions, respectivement, au 30 avril 2026 et au 31 juillet 2025), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026, les revenus ont inclus des profits de 241 millions de dollars (profits de 232 millions au 31 juillet 2025) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 234 millions (230 millions au 31 juillet 2025), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction de l'ajustement lié à la majoration au montant imposable équivalent de 24 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2026, comparativement à 20 millions au trimestre précédent et à 69 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui se rattache principalement à la majoration des revenus provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis dans le secteur Marchés des Capitaux.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Troisième trimestre de 2026

La perte nette s'est établie à 18 millions de dollars, du fait essentiellement des coûts non affectés résiduels, partiellement contrebalancés par les activités de gestion actif-passif.

Deuxième trimestre de 2026

La perte nette s'est dégagée à 102 millions de dollars, en raison surtout des réserves légales et des coûts non affectés résiduels.

Troisième trimestre de 2025

La perte nette s'est chiffrée à 31 millions de dollars, en raison principalement des coûts non affectés résiduels, y compris les indemnités de départ, neutralisés partiellement par les activités de gestion actif-passif.

Troisième trimestre de 2026 (résultats de la période de neuf mois)

La perte nette s'est chiffrée à 146 millions de dollars, du fait surtout des coûts non affectés résiduels, annulés en partie par les activités de gestion actif-passif.

Troisième trimestre de 2025 (résultats de la période de neuf mois)

La perte nette s'est établie à 190 millions de dollars, en raison essentiellement des coûts non affectés résiduels, y compris les indemnités de départ, contrebalancés en partie par les activités de gestion actif-passif.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels

	2026				2025			2024
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Services bancaires aux particuliers	5 285 \$	5 049 \$	5 238 \$	5 178 \$	5 060 \$	4 805 \$	4 811 \$	4 658 \$
Services bancaires aux entreprises	2 252	2 159	2 207	2 221	2 152	2 062	2 127	2 077
Gestion de patrimoine	6 412	5 954	6 084	5 900	5 513	5 397	5 568	5 186
Assurances	328	345	338	209	368	338	406	278
Marchés des Capitaux (1)	4 212	3 943	4 018	3 611	3 758	3 301	3 756	2 903
Services de soutien généraux (1)	49	3	75	90	134	(231)	71	(28)
Total des revenus	18 538	17 453	17 960	17 209	16 985	15 672	16 739	15 074
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 000	912	1 090	1 007	881	1 424	1 050	840
Frais autres que d'intérêt	9 789	9 437	9 463	9 374	9 232	8 730	9 256	9 019
Bénéfice avant impôt	7 749	7 104	7 407	6 828	6 872	5 518	6 433	5 215
Impôt sur le résultat	1 725	1 595	1 622	1 394	1 458	1 128	1 302	993
Bénéfice net	6 024 \$	5 509 \$	5 785 \$	5 434 \$	5 414 \$	4 390 \$	5 131 \$	4 222 \$
Bénéfice par action – de base	4,24 \$	3,86 \$	4,03 \$	3,77 \$	3,76 \$	3,03 \$	3,54 \$	2,92 \$
– dilué	4,23	3,85	4,03	3,76	3,75	3,02	3,54	2,91
Taux d'imposition effectif	22,3 %	22,5 %	21,9 %	20,4 %	21,2 %	20,4 %	20,2 %	19,0 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,714 \$	0,729 \$	0,726 \$	0,720 \$	0,728 \$	0,704 \$	0,699 \$	0,733 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2025.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net

d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice de la période a été touché par les facteurs décrits ci-dessous.

La croissance des volumes et des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle est influencée par les conditions de marché, a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers pendant la période. La marge nette d'intérêt a été favorisée par les changements dans la composition des produits et par l'incidence soutenue des taux d'intérêt élevés.

Une croissance des volumes de prêts et de dépôts pendant la période a fait croître les revenus du secteur Services bancaires aux entreprises. Le revenu net d'intérêt a été favorisé par les changements dans la composition des produits et par l'incidence soutenue des taux d'intérêt élevés.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont généralement été favorisés par la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle est influencée par les conditions de marché.

Les revenus du secteur Assurances rendent essentiellement compte des activités d'assurance et de l'expérience en matière de placement. Les profits sur les nouvelles activités sont différés par l'intermédiaire de la marge sur services contractuels et les pertes liées aux nouvelles activités sont reflétées dans les résultats des activités d'assurance.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché, qui influent sur les activités des clients. Les honoraires tirés des services bancaires mondiaux ont commencé à reculer au premier semestre de 2025, sur fond d'incertitude macroéconomique et de volatilité des marchés, puis ont montré des signes de reprise au deuxième semestre de 2025 et poursuivi leur progression tout au long de 2026. Les activités de vente et de négociation ont continué sur leur lancée en 2025, la volatilité accrue des marchés et la conjoncture favorable ayant soutenu une forte activité client, qui est demeurée solide tout au long de 2026.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les changements concernant la qualité du crédit, les conditions macroéconomiques, lesquelles influent sur nos prévisions et la pondération de nos scénarios, et les risques. Le deuxième trimestre de 2025 reflétait les changements défavorables dans nos prévisions macroéconomiques, découlant des répercussions des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a, en général, été en hausse pendant la période.

Les frais autres que d'intérêt ont été touchés par les fluctuations de la rémunération variable au cours de la période, fluctuations qui ont été en phase avec celles des revenus et du bénéfice. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations durant la période et sont touchées par les conditions de marché. Même si nous continuons de porter une attention à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais de la période reflètent également nos investissements dans nos ressources humaines et la technologie. Les frais comprenaient également les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada avant le troisième trimestre de 2025.

Notre taux d'imposition effectif a été touché par des changements dans la composition du bénéfice et des niveaux d'ajustements fiscaux variables. Depuis le premier trimestre de 2025, notre taux d'imposition effectif rend compte de l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier qui, en ce qui nous concerne, sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2024.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2026	31 octobre 2025
Actif		
Trésorerie et dépôts auprès de banques ⁽¹⁾	114 574 \$	87 388 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable ⁽²⁾	646 162	561 788
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	314 038	309 683
Prêts		
Prêts de détail	681 820	652 344
Prêts de gros	434 339	397 171
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 429)	(7 093)
Autres – Dérivés	162 386	177 206
– Autres	152 927	146 519
Total de l'actif	2 498 817 \$	2 325 006 \$
Passif		
Dépôts	1 644 573 \$	1 515 616 \$
Autres – Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	325 185	289 516
– Dérivés	167 038	183 953
– Autres	203 347	182 809
Déventures subordonnées	13 580	13 961
Total du passif	2 353 723	2 185 855
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	145 036	139 092
Participations ne donnant pas le contrôle	58	59
Total des capitaux propres	145 094	139 151
Total du passif et des capitaux propres	2 498 817 \$	2 325 006 \$

(1) Inclut la trésorerie et les montants à recevoir de banques ainsi que les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques.

(2) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au quatrième trimestre de 2025

Le total de l'actif a augmenté de 174 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport au 31 octobre 2025, ce qui reflète une hausse de 4 milliards attribuable à l'incidence du change.

La trésorerie et les dépôts auprès de banques se sont accrus de 27 milliards de dollars, ou 31 %, en raison principalement de la hausse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète les activités de gestion des liquidités et de la trésorerie.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont augmenté de 84 milliards de dollars, ou 15 %, en raison surtout de la hausse des titres de créance d'entités gouvernementales, ce qui rend compte des activités de gestion des liquidités et de la trésorerie et des activités des clients.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés sont demeurés relativement stables.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) ont augmenté de 66 milliards de dollars, ou 6 %, en raison surtout de la croissance des volumes des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels.

Les actifs dérivés ont reculé de 15 milliards de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la diminution des justes valeurs des contrats de change, en partie neutralisée par l'augmentation des justes valeurs des contrats sur actions et des contrats de taux d'intérêt.

Les autres actifs se sont accrus de 6 milliards de dollars, ou 4 %, du fait surtout de l'augmentation des sommes à recevoir des courtiers, des contrepartistes et des clients.

Le total du passif a augmenté de 168 milliards de dollars, ou 8 %, ce qui reflète une augmentation de 4 milliards attribuable à l'incidence du change.

Les dépôts se sont accrus de 129 milliards de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la hausse des dépôts des entreprises et des gouvernements et des dépôts à terme des banques découlant des activités de gestion des liquidités et de la trésorerie, ainsi que de la croissance des dépôts à vue en raison des activités des clients.

Les engagements liés aux conventions de rachat et aux titres prêtés ont augmenté de 36 milliards de dollars, ou 12 %, en raison surtout des activités de financement des clients.

Les passifs dérivés ont fléchi de 17 milliards de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la diminution des justes valeurs des contrats de change, en partie contrebalancée par l'augmentation des justes valeurs des contrats sur actions et des contrats de taux d'intérêt.

Les autres passifs se sont accrus de 21 milliards de dollars, ou 11 %, en raison essentiellement de la hausse des engagements afférents à des titres vendus à découvert favorisée par les activités des clients et de l'augmentation des sommes à payer aux courtiers, aux contrepartistes et aux clients.

Les déventures subordonnées sont restées relativement stables.

Le total des capitaux propres a augmenté de 6 milliards de dollars, ou 4 %, ce qui rend essentiellement compte du bénéfice, déduction faite des dividendes et des rachats d'actions.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'achat ou de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2026.

Le paragraphe suivant fait le point sur nos principales transactions hors bilan, lesquelles sont décrites aux pages 71 et 72 de notre rapport annuel 2025.

Participations dans des entités structurées non consolidées

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations dans certaines entités de titrisation non consolidées mises en place par des tiers, qui constituent des entités structurées. À l'instar d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes de crédit à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 31 juillet 2026, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces entités se chiffrait à 34 milliards de dollars (26 milliards au 31 octobre 2025).

L'augmentation de ce risque par rapport à il y a un an reflète l'intensification des activités des clients en ce qui concerne les véhicules de titrisation de tiers.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2025.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) ⁽¹⁾

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

	Au 31 juillet 2026					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	9 439 \$	41 %	13 775 \$	59 %	23 214 \$	1 823 \$
Québec	11 266	23	38 537	77	49 803	3 686
Ontario	31 600	13	207 581	87	239 181	18 922
Alberta	17 867	39	28 387	61	46 254	4 741
Saskatchewan et Manitoba	8 186	37	13 896	63	22 082	1 824
Colombie-Britannique et territoires	11 869	13	80 900	87	92 769	8 676
Total – Canada (5)	90 227	19	383 076	81	473 303	39 672
États-Unis	–	–	37 657	100	37 657	2 300
Autres pays	–	–	3 457	100	3 457	1 406
Total – Autres pays	–	–	41 114	100	41 114	3 706
Total	90 227 \$	18 %	424 190 \$	82 %	514 417 \$	43 378 \$

	Au 30 avril 2026					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	9 144 \$	41 %	13 345 \$	59 %	22 489 \$	1 759 \$
Québec	11 189	23	36 965	77	48 154	3 603
Ontario	30 753	13	202 592	87	233 345	18 517
Alberta	17 643	39	27 403	61	45 046	4 612
Saskatchewan et Manitoba	8 098	37	13 590	63	21 688	1 738
Colombie-Britannique et territoires	11 850	13	78 812	87	90 662	8 434
Total – Canada (5)	88 677	19	372 707	81	461 384	38 663
États-Unis	–	–	36 179	100	36 179	2 217
Autres pays	–	–	3 316	100	3 316	1 435
Total – Autres pays	–	–	39 495	100	39 495	3 652
Total	88 677 \$	18 %	412 202 \$	82 %	500 879 \$	42 315 \$

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Comprend des marges de crédit sur valeur nette assurées et non assurées totalisant 43 363 millions de dollars et 15 millions, respectivement (42 299 millions et 16 millions, respectivement, au 30 avril 2026), et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des immeubles résidentiels.

(3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 473 milliards de dollars (461 milliards au 30 avril 2026) comprend des prêts hypothécaires de clients commerciaux de 13 milliards (12 milliards au 30 avril 2026) dans le secteur Services bancaires aux entreprises, dont une tranche de 10 milliards (9 milliards au 30 avril 2026) est assurée, et des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (18 milliards au 30 avril 2026) dans le secteur Marchés des Capitaux, dont une tranche de 18 milliards (18 milliards au 30 avril 2026) est détenue à des fins de titrisation. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 30 avril 2026).

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement ⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 juillet 2026			30 avril 2026		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	73 %	46 %	70 %	74 %	43 %	72 %
De 25 à 30 ans	27	54	30	26	57	28
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

Ratio prêt-valeur moyen ⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires aux particuliers – Canada en cours.

	Pour les trimestres clos				Pour la période de neuf mois close	
	le 31 juillet 2026		le 30 avril 2026		le 31 juillet 2026	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique ⁽⁴⁾						
Provinces de l'Atlantique	70 %	71 %	70 %	70 %	70 %	70 %
Québec	70	71	70	71	70	71
Ontario	70	69	72	67	71	68
Alberta	70	70	70	70	70	70
Saskatchewan et Manitoba	72	73	72	73	72	73
Colombie-Britannique et territoires	67	66	66	65	67	65
États-Unis	70	n.s.	68	n.s.	69	n.s.
Autres pays	71	n.s.	70	n.s.	71	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période ^{(5), (6)}	70 %	69 %	70 %	68 %	70 %	68 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires aux particuliers – Canada ⁽⁷⁾	62 %	52 %	62 %	52 %	63 %	52 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC.

(3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(7) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice de prix des maisons Teranet – Banque Nationale*. n.s. non significatif

Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client ^{(1), (2)}

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

(en millions de dollars canadiens)	Aux									30 avril 2026
	31 juillet 2026									
	Type d'actif				Type de client					
	Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	
Europe (hors Royaume-Uni)	21 916 \$	50 675 \$	9 981 \$	3 230 \$	36 173 \$	31 115 \$	18 514 \$	85 802 \$	71 253 \$	
Royaume-Uni	17 451	30 441	9 291	1 931	24 637	18 547	15 930	59 114	69 215	
Antilles	7 364	12 365	4 287	1 149	10 880	5 485	8 800	25 165	22 735	
Asie-Pacifique	10 940	58 508	7 358	1 750	23 160	47 142	8 254	78 556	71 772	
Autres (4)	3 068	1 586	4 698	166	3 182	3 070	3 266	9 518	9 396	
Risque net des autres pays (5)	60 739 \$	153 575 \$	35 615 \$	8 226 \$	98 032 \$	105 359 \$	54 764 \$	258 155 \$	244 371 \$	

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 508 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (484 milliards au 30 avril 2026) et 19 milliards à l'égard des dérivés (20 milliards au 30 avril 2026).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 34 milliards de dollars (34 milliards au 30 avril 2026), des dépôts de 58 milliards (60 milliards au 30 avril 2026) et des titres de placement de 62 milliards (53 milliards au 30 avril 2026).
- (4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.
- (5) Exclut un risque de 9 340 millions de dollars (8 290 millions au 30 avril 2026) lié aux organismes supranationaux.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 octobre 2025
Services bancaires aux particuliers	2 441 \$	2 427 \$	2 091 \$
Services bancaires aux entreprises	3 245	3 486	3 362
Gestion de patrimoine	1 037	923	609
Marchés des Capitaux	3 420	2 954	2 620
Total du montant brut des prêts douteux	10 143 \$	9 790 \$	8 682 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	9 790 \$	9 167 \$	8 751 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (1)	2 117	1 888	1 962
Remboursements nets (1)	(685)	(403)	(249)
Montants sortis du bilan	(1 106)	(861)	(1 216)
Autres (2)	27	(1)	(566)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	10 143 \$	9 790 \$	8 682 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage du total des prêts et acceptations			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations connexes	0,91 %	0,90 %	0,83 %
Services bancaires aux particuliers	0,42 %	0,43 %	0,38 %
Services bancaires aux particuliers – Canada	0,40 %	0,40 %	0,34 %
Services bancaires aux entreprises	1,67 %	1,78 %	1,74 %
Gestion de patrimoine	0,75 %	0,69 %	0,47 %
Marchés des Capitaux	1,69 %	1,52 %	1,52 %

- (1) Certaines variations du montant brut des prêts douteux des secteurs Services bancaires aux particuliers – Canada et Services bancaires aux entreprises sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.
- (2) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus, des montants liés aux biens saisis détenus à titre d'immeubles de placement et aux participations dans des coentreprises relativement à certains accords de prêts conjoints, des écarts de change et autres variations.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 353 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des prêts douteux des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des prêts douteux dans le secteur Services bancaires aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers s'est accru de 14 millions de dollars, ou 1 %, du fait essentiellement de la hausse des prêts douteux de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels canadien.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux entreprises a diminué de 241 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la baisse des prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, dont ceux de l'immobilier et autres et de la consommation discrétionnaire.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a grimpé de 114 millions de dollars, ou 12 %, du fait surtout de la hausse des prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), essentiellement dans le secteur d'activité des services publics et nos portefeuilles de détail, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des prêts douteux dans le secteur d'activité de la consommation de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 466 millions de dollars, ou 16 %, en raison essentiellement de la progression des prêts douteux dans le secteur d'activité de l'immobilier et autres, facteur contrebalancé en partie par le recul des prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, notamment celui de la consommation discrétionnaire.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2026	Aux	
		30 avril 2026	31 octobre 2025
Services bancaires aux particuliers	3 885 \$	3 788 \$	3 739 \$
Services bancaires aux entreprises	2 324	2 461	2 300
Gestion de patrimoine	477	522	496
Marchés des Capitaux	1 079	1 032	923
Services de soutien généraux et autres	1	1	1
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	7 766	7 804	7 459
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers ⁽¹⁾	22	15	11
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	7 788 \$	7 819 \$	7 470 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	3 513 \$	3 463 \$	3 454 \$
Prêts de gros	2 029	2 024	2 019
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	5 542 \$	5 487 \$	5 473 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	2 224	2 317	1 986
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage du total des prêts et acceptations	0,70 %	0,72 %	0,71 %

(1) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit a diminué de 31 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, du fait essentiellement de la baisse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, principalement dans les secteurs Services bancaires aux entreprises et Gestion de patrimoine, neutralisée en partie par les secteurs Services bancaires aux particuliers et Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été atténués par la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs. La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a augmenté de 55 millions de dollars, ou 1 %, en raison pour l'essentiel de la croissance du portefeuille et de l'incidence du change, neutralisées en partie par l'incidence favorable de changements concernant nos perspectives macroéconomiques et la qualité du crédit.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence de la conjoncture et des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits et pertes financiers potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché, telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2025. À l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR) et les simulations de crise. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2025. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2025.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR des activités de négociation

Les tableaux ci-après présentent les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR des activités de négociation.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2026				30 avril 2026		31 juillet 2025	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	10 \$	11 \$	15 \$	8 \$	12 \$	16 \$	17 \$	17 \$
Change	3	5	10	2	8	5	7	4
Marchandises	7	8	11	6	8	8	7	6
Taux d'intérêt (1)	21	23	27	19	21	23	20	24
Risque de crédit spécifique (2)	6	6	7	5	6	5	7	8
Effet de diversification (3)	(24)	(33)	n.s.	n.s.	(37)	(34)	(31)	(31)
VAR des activités de négociation	23 \$	20 \$	26 \$	16 \$	18 \$	23 \$	27 \$	28 \$
VAR totale	22 \$	33 \$	42 \$	22 \$	34 \$	44 \$	43 \$	43 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2026				31 juillet 2025	
	Pour la période de neuf mois close à cette date				Pour la période de neuf mois close à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne
Titres de participation	10 \$	14 \$	25 \$	8 \$	17 \$	16 \$
Change	3	5	10	2	7	4
Marchandises	7	9	15	6	7	7
Taux d'intérêt (1)	21	24	32	19	20	22
Risque de crédit spécifique (2)	6	6	8	5	7	8
Effet de diversification (3)	(24)	(34)	n.s.	n.s.	(31)	(32)
VAR des activités de négociation	23 \$	24 \$	34 \$	14 \$	27 \$	25 \$
VAR totale	22 \$	39 \$	57 \$	22 \$	43 \$	36 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR des activités de négociation est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.
n.s. non significatif

Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est établie à 20 millions de dollars, en baisse de 8 millions, et la moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 33 millions, en baisse de 10 millions sur un an, en raison surtout des variations du risque lié à nos portefeuilles d'activités de négociation.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est établie à 20 millions de dollars, en baisse de 3 millions par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des variations du risque lié à nos portefeuilles d'activités de négociation.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 33 millions de dollars, en baisse de 11 millions, en raison surtout des variations du risque lié à nos portefeuilles d'activités de négociation, qui ont également procuré des avantages en lien avec la diversification dans nos portefeuilles d'activités autres que de négociation.

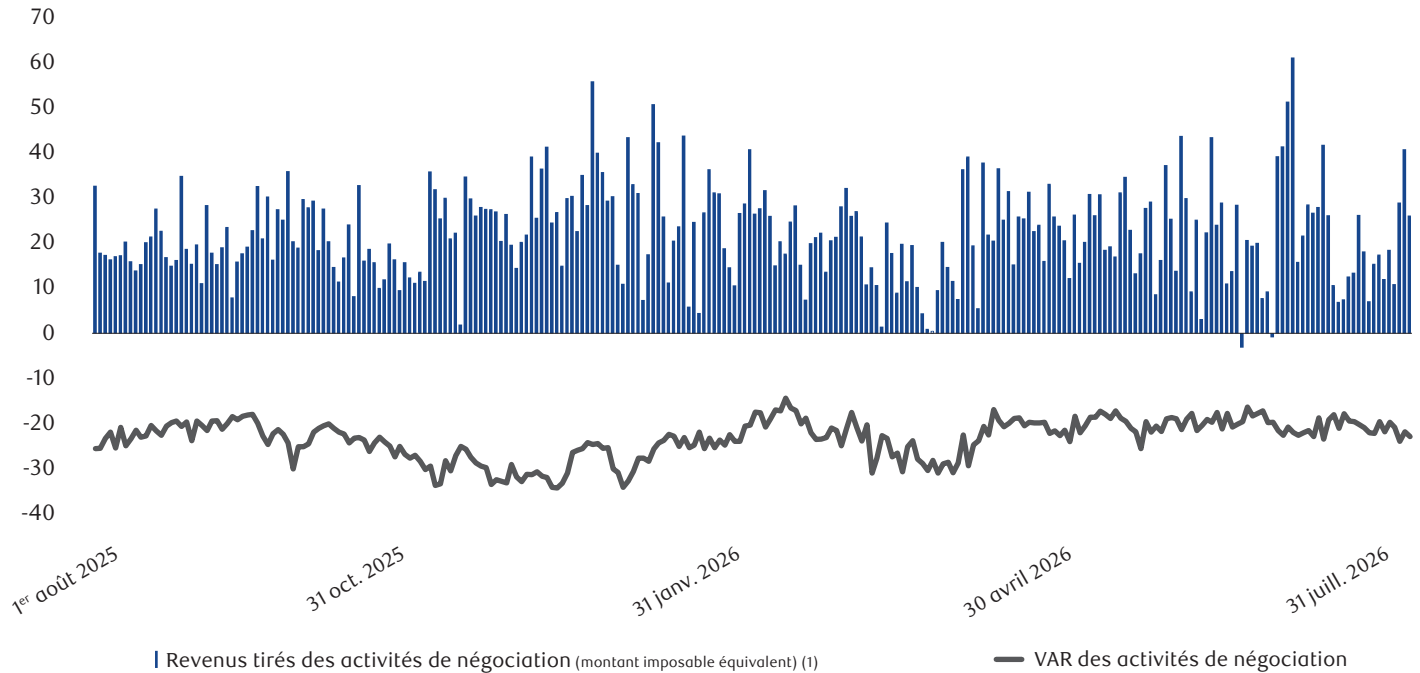
Troisième trimestre de 2026 par rapport au troisième trimestre de 2025 (résultats de la période de neuf mois)

La moyenne de la VAR des activités de négociation est demeurée relativement stable à 24 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 39 millions de dollars, en hausse de 3 millions, en raison surtout des variations du risque lié à nos portefeuilles d'activités autres que de négociation.

Le graphique ci-après illustre nos revenus tirés des activités de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR des activités de négociation quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous avons subi des pertes de négociation nettes pendant deux journées au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2026, lesquelles n'ont pas dépassé la VAR.

Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent), (1) et VAR des activités de négociation (en millions de dollars canadiens)



(1) Les revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent) dans le graphique ci-dessus excluent l'incidence des engagements de souscription de prêts.

Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations des taux d'actualisation utilisés dans le calcul des actifs et des passifs au titre des contrats d'assurance et de réassurance, et l'incidence de ces éléments est reflétée dans le résultat des placements d'assurance dans l'état consolidé du résultat net. Au 31 juillet 2026, nous détenons des passifs au titre des contrats d'assurance de 23 milliards de dollars, déduction faite des actifs au titre des contrats d'assurance et des soldes de contrats de réassurance détenus (22 milliards au 30 avril 2026).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres et sur le revenu net d'intérêt prévus sur 12 mois, en presumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2026						30 avril 2026		31 juillet 2025	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain et autres	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain et autres	Total				
Incidence avant impôt d'une : augmentation des taux de 100 p.b. diminution des taux de 100 p.b.	(2 066)\$ 1 870	(445)\$ (22)	(2 511)\$ 1 848	220 \$ (324)	153 \$ (234)	373 \$ (558)	(2 711)\$ 2 043	187 \$ (381)	(2 506)\$ 1 800	274 \$ (389)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Au 31 juillet 2026, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 558 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en hausse comparativement à 381 millions au trimestre précédent. Au 31 juillet 2026, un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 2 511 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, en baisse comparativement à 2 711 millions au trimestre précédent. La variation, d'un trimestre à l'autre, des sensibilités de la valeur économique des capitaux propres et du revenu net d'intérêt reflète une baisse des positions représentant un actif à taux fixe, ce qui tient également compte de l'incidence des actualisations des paramètres des modèles. Au cours du troisième trimestre de 2026, les risques liés au revenu net d'intérêt et à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 31 juillet 2026			
	Évaluation du risque de marché			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
(en millions de dollars canadiens)				
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	64 140 \$	– \$	64 140 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	50 434	–	50 434	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	252 210	215 872	36 338	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	393 952	–	393 952	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	314 038	262 659	51 379	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	681 820	20	681 800	Taux d'intérêt
Prêts de gros	434 339	5 009	429 330	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 429)	–	(7 429)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	162 386	156 666	5 720	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	144 304	68 644	75 660	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	8 623			
Total de l'actif	2 498 817 \$	708 870 \$	1 781 324 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 644 573 \$	77 774 \$	1 566 799 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	59 405	58 800	605	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	325 185	276 582	48 603	Taux d'intérêt
Dérivés	167 038	162 478	4 560	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	118 528	54 690	63 838	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	13 580	–	13 580	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	25 414			
Total du passif	2 353 723 \$	630 324 \$	1 697 985 \$	
Total des capitaux propres	145 094			
Total du passif et des capitaux propres	2 498 817 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent principalement des actifs liés à l'assurance.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent principalement des passifs au titre des contrats d'assurance.

	Au 30 avril 2026			
	Évaluation du risque de marché			
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	Risque principal lié aux activités autres que de négociation
(en millions de dollars canadiens)				
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	59 347 \$	– \$	59 347 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	34 146	–	34 146	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	236 601	205 224	31 377	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	375 763	–	375 763	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	316 375	263 421	52 954	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	663 356	3	663 353	Taux d'intérêt
Prêts de gros	422 114	5 780	416 334	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 521)	–	(7 521)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	150 745	145 701	5 044	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	136 870	64 121	72 749	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	8 284			
Total de l'actif	2 396 080 \$	684 250 \$	1 703 546 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 581 546 \$	73 047 \$	1 508 499 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	57 472	57 091	381	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	312 954	280 031	32 923	Taux d'intérêt
Dérivés	156 627	153 183	3 444	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	108 916	50 583	58 333	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	13 498	–	13 498	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	24 294			
Total du passif	2 255 307 \$	613 935 \$	1 617 078 \$	
Total des capitaux propres	140 773			
Total du passif et des capitaux propres	2 396 080 \$			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.
- (3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent principalement des actifs liés à l'assurance.
- (4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent principalement des passifs au titre des contrats d'assurance.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Nos activités de gestion du risque de liquidité sont menées conformément aux cadres et politiques internes, notamment le cadre de gestion du risque d'entreprise, le cadre d'appétit pour le risque d'entreprise, le cadre de gestion du risque de liquidité d'entreprise, la politique sur le risque de liquidité d'entreprise et la politique de mise en gage d'entreprise. Collectivement, nos cadres et politiques stipulent les exigences en matière de gestion de la liquidité et du financement qui sont appropriées à l'exécution de notre stratégie et qui permettent de nous assurer que le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure dans les limites de notre appétit pour le risque. Aucun autre changement important n'a été apporté à nos cadres et politiques internes que ceux décrits dans notre rapport annuel 2025.

Actifs liquides

Les actifs liquides disponibles comprennent la trésorerie et les titres non grevés inscrits au bilan ou non, ainsi que d'autres actifs liquides pouvant être utilisés comme garantie afin d'accéder à du financement en temps opportun. Dans le cours normal des activités, nous pouvons grever une partie de notre trésorerie et de nos titres en tant que garantie pour soutenir les activités de négociation de même que la participation aux systèmes de compensation et de paiement. Bien que la capacité inutilisée de financement de gros et l'accès aux facilités de prêts des banques centrales soient considérés comme des sources de liquidités potentielles supplémentaires, ils sont exclus du calcul des actifs liquides disponibles.

	Au 31 juillet 2026				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques	114 574 \$	– \$	114 574 \$	3 004 \$	111 570 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	501 813	367 685	869 498	494 707	374 791
Autres titres	161 229	218 639	379 868	249 696	130 172
Autres actifs liquides (2)	50 357	–	50 357	41 323	9 034
Total des actifs liquides	827 973 \$	586 324 \$	1 414 297 \$	788 730 \$	625 567 \$

	Au 30 avril 2026				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques	93 493 \$	– \$	93 493 \$	2 777 \$	90 716 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	483 189	376 038	859 227	481 371	377 856
Autres titres	157 121	201 187	358 308	235 550	122 758
Autres actifs liquides (2)	50 570	–	50 570	40 411	10 159
Total des actifs liquides	784 373 \$	577 225 \$	1 361 598 \$	760 109 \$	601 489 \$

	Aux	
	31 juillet 2026	30 avril 2026
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	281 150 \$	281 217 \$
Succursales à l'étranger	95 672	92 988
Filiales	248 745	227 284
Total des actifs liquides non grevés	625 567 \$	601 489 \$

(1) Inclut les titres négociables émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(2) Le montant des actifs liquides grevés comprend les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en bourse.

Les actifs liquides non grevés comprennent des titres négociables, évalués selon plusieurs facteurs, notamment le délai de conversion en trésorerie, la concentration et les types de produits, afin de garantir que nous disposons d'une combinaison adéquate d'actifs pour répondre aux exigences de liquidité, y compris en situation de crise. D'ordinaire, la variation des actifs liquides reflète l'activité bancaire courante des clients de détail et commerciaux, ainsi que les stratégies commerciales et les activités du secteur Marchés des Capitaux et de la fonction Trésorerie générale.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Le total des actifs liquides non grevés a augmenté de 24 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, sous l'effet principalement d'une augmentation de la trésorerie et des dépôts auprès de banques, qui reflète la croissance des dépôts et du financement.

Charges grevant les actifs

Les tableaux suivants présentent un aperçu des actifs figurant au bilan et des actifs hors bilan, et indiquent ceux qui sont grevés et ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les actifs grevés sont constitués des actifs donnés en garantie et ces actifs, qui sont autrement considérés comme restreints pour des raisons juridiques, opérationnelles ou autres, et ne sont pas considérés comme des liquidités disponibles permettant de composer avec une situation de crise liée à la liquidité.

	Au 31 juillet 2026						
	Total de l'actif			Actifs grevés		Actifs non grevés	
	Actifs détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)
(en millions de dollars canadiens)							
Trésorerie et dépôts auprès de banques	114 574 \$	– \$	114 574 \$	– \$	3 004 \$	111 570 \$	– \$
Titres (4)	658 318	661 331	1 319 649	790 061	41 423	482 748	5 417
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts							
Titres hypothécaires	49 848	–	49 848	25 920	–	23 928	–
Prêts hypothécaires	463 669	–	463 669	62 346	–	43 277	358 046
Autres prêts	595 213	–	595 213	5 242	–	27 028	562 943
Dérivés	162 386	–	162 386	–	–	–	162 386
Autres (5)	152 927	–	152 927	41 323	–	9 034	102 570
Total	2 196 935 \$	661 331 \$	2 858 266 \$	924 892 \$	44 427 \$	697 585 \$	1 191 362 \$

	Au 30 avril 2026						
	Total de l'actif			Actifs grevés		Actifs non grevés	
	Actifs détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)
(en millions de dollars canadiens)							
Trésorerie et dépôts auprès de banques	93 493 \$	– \$	93 493 \$	– \$	2 777 \$	90 716 \$	– \$
Titres (4)	627 834	653 105	1 280 939	765 767	35 661	474 527	4 984
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts							
Titres hypothécaires	50 859	–	50 859	25 285	–	25 574	–
Prêts hypothécaires	449 116	–	449 116	70 518	–	41 830	336 768
Autres prêts	577 974	–	577 974	5 081	–	27 000	545 893
Dérivés	150 745	–	150 745	–	–	–	150 745
Autres (5)	145 154	–	145 154	40 411	–	10 159	94 584
Total	2 095 175 \$	653 105 \$	2 748 280 \$	907 062 \$	38 438 \$	669 806 \$	1 132 974 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Représente les actifs qui peuvent être immédiatement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une Federal Home Loan Bank (FHLB), ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie et qui sont déposés en garantie auprès du guichet d'escompte de la Réserve fédérale.

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme immédiatement disponibles.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges.

(5) Le montant des actifs donnés en garantie comprend les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en bourse.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Le total des actifs non grevés pouvant être donnés en garantie a augmenté de 28 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement d'une hausse de la trésorerie et des dépôts auprès de banques et des titres au bilan.

Financement

Stratégie de financement

Le maintien d'une diversification des sources de financement est une stratégie importante de gestion de notre profil de risque de liquidité.

Notre stratégie de financement vise à maintenir un équilibre adéquat entre les sources de financement, comprenant un portefeuille diversifié de dépôts provenant des particuliers, des entreprises et des activités de gestion de patrimoine, les fonds propres et le financement, y compris du financement de gros garanti et non garanti.

Les activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent.

Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et secteurs d'investissement, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement.

Nous évaluons régulièrement notre concentration du financement et avons mis en place des limites relativement à certaines sources de financement afin de favoriser la diversification de notre base de financement.

Profil des dépôts et du financement

Au 31 juillet 2026, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts commerciaux, s'établissaient à 1 041 milliards de dollars, ou 51 % du total du financement (1 016 milliards, ou 52 %, au 30 avril 2026).

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 juillet 2026, la valeur nominale des titres d'emprunt non garantis de premier rang à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à une conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 138 milliards de dollars (136 milliards au 30 avril 2026). Au 31 juillet 2026, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme exemptés du régime de recapitalisation interne, émis et en circulation, était de 78 milliards de dollars (74 milliards au 30 avril 2026).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter aux tableaux de la composition du financement de gros ci-après.

Émission de titres d'emprunt à long terme

Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Chaque programme d'emprunt à long terme permet des émissions dans plusieurs devises. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos programmes inscrits et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

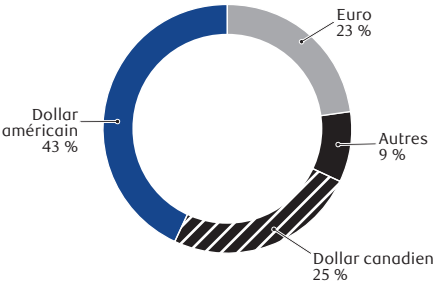
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe
Prospectus préalable de base au Canada – 30 milliards de dollars	Prospectus préalable de base aux États-Unis – 75 milliards de dollars US	- Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 75 milliards de dollars US - Programme mondial d'obligations sécurisées – 75 milliards d'euros

Nous obtenons également du financement à long terme au moyen d'autres structures d'émission à l'échelle mondiale et de programmes de titrisation d'actifs.

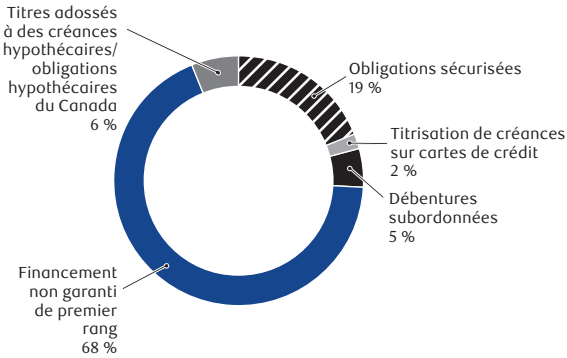
Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par monnaie d'émission



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débiteures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par produit



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débiteures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2026							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	4 003 \$	1 103 \$	876 \$	3 628 \$	9 610 \$	– \$	– \$	9 610 \$
Certificats de dépôt et papier commercial (3)	9 691	24 467	44 079	70 003	148 240	393	–	148 633
Papier commercial adossé à des actifs (4)	4 980	7 184	7 480	1 277	20 921	–	–	20 921
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (5)	2 505	5 032	16 487	21 419	45 443	28 770	65 907	140 120
Obligations structurées non garanties de premier rang (6)	3 674	2 119	5 536	5 303	16 632	4 131	12 395	33 158
Titrisation de prêts hypothécaires	–	659	714	1 456	2 829	1 873	12 595	17 297
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (7)	1 499	6 567	7 977	8 382	24 425	11 492	20 008	55 925
Passif subordonné	–	–	–	–	–	–	13 613	13 613
Autres (8)	18	1 646	911	145	2 720	248	24 723	27 691
Total	26 370 \$	48 777 \$	84 060 \$	111 613 \$	270 820 \$	46 907 \$	149 241 \$	466 968 \$
Comprend :								
– Financement garanti	6 479 \$	16 022 \$	17 012 \$	11 115 \$	50 628 \$	13 365 \$	38 583 \$	102 576 \$
– Financement non garanti	19 891	32 755	67 048	100 498	220 192	33 542	110 658	364 392

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2026							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	2 008 \$	419 \$	696 \$	3 311 \$	6 434 \$	– \$	– \$	6 434 \$
Certificats de dépôt et papier commercial (3)	16 833	18 147	32 695	63 241	130 916	46	–	130 962
Papier commercial adossé à des actifs (4)	5 160	5 507	6 910	2 277	19 854	–	–	19 854
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (5)	6 421	9 376	7 320	27 053	50 170	24 239	67 969	142 378
Obligations structurées non garanties de premier rang (6)	2 719	1 423	2 585	4 161	10 888	4 098	13 221	28 207
Titrisation de prêts hypothécaires	–	542	660	846	2 048	2 684	12 062	16 794
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (7)	–	5 134	7 865	14 793	27 792	10 184	21 580	59 556
Passif subordonné	–	–	–	–	–	–	13 540	13 540
Autres (8)	8	2 068	51	156	2 283	235	23 904	26 422
Total	33 149 \$	42 616 \$	58 782 \$	115 838 \$	250 385 \$	41 486 \$	152 276 \$	444 147 \$
Comprend :								
– Financement garanti	5 160 \$	13 221 \$	15 435 \$	17 916 \$	51 732 \$	12 868 \$	39 276 \$	103 876 \$
– Financement non garanti	27 989	29 395	43 347	97 922	198 653	28 618	113 000	340 271

(1) Ne tient pas compte des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut les billets de dépôt au porteur (non garantis).

(4) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(5) Inclut les billets de dépôt et les billets à taux variable (non garantis).

(6) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux d'intérêt, du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(7) Inclut les obligations sécurisées garanties par les emprunts hypothécaires résidentiels et les titres adossés à des créances sur cartes de crédit.

(8) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 5 980 millions de dollars (5 634 millions au 30 avril 2026), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 19 052 millions (18 499 millions au 30 avril 2026), des avances d'une FHLB (garanties) de 2 453 millions (2 038 millions au 30 avril 2026) et des certificats de placement garanti de gros de 206 millions (251 millions au 30 avril 2026).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le tableau suivant présente nos principales notations :

Notations ⁽¹⁾

	Au 26 août 2026			
	Dettes à court terme	Notation de l'émetteur ⁽²⁾	Dettes à long terme de premier rang ⁽³⁾	Perspective
Moody's [‡] ⁽⁴⁾	P-1	Aa1	A1	stable
Standard & Poor's [‡] ⁽⁵⁾	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings [‡] ⁽⁶⁾	F1+	AA+	AA-	stable
DBRS [‡] ⁽⁷⁾	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps. Nos catégories de notation peuvent différer de la nomenclature des catégories de notation utilisée par les agences de notation.
- (2) Notations applicables aux titres d'emprunt non garantis de premier rang à long terme exemptés du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 6 mai 2026, Moody's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (5) Le 10 décembre 2025, Standard & Poor's a réalisé un examen annuel de nos notations, à la suite duquel aucun changement n'a été apporté à nos notations.
- (6) Le 12 mai 2026, Fitch Ratings a relevé notre notation d'émetteur à AA+ (auparavant AA) à la suite de la publication, le 8 mai 2026, des critères de notation bancaire révisés de Fitch Ratings. À la suite de cette mesure concernant les notations, Fitch Ratings a confirmé nos notations avec une perspective stable le 21 mai 2026.
- (7) Le 8 mai 2026, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties devant être fournies aux contreparties de dérivés négociés hors cote et à d'autres contreparties à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

	Aux					
	31 juillet 2026			30 avril 2026		
(en millions de dollars canadiens)	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Obligations contractuelles additionnelles découlant de révisions à la baisse des notations	420 \$	225 \$	368 \$	331 \$	153 \$	710 \$

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le ratio de liquidité à court terme est calculé selon le modèle de déclaration prescrit par le BSIF et est présenté comme étant la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle de déclaration commun du ratio de liquidité à court terme ⁽¹⁾

	Pour les trimestres clos	
	le 31 juillet 2026	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité		486 851 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	427 888 \$	39 926 \$
Dépôts stables (3)	137 747	4 132
Dépôts moins stables	290 141	35 794
Financement de gros non garanti, dont :	561 628	267 230
Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives (4)	191 417	45 273
Dépôts non opérationnels	350 694	202 440
Dettes non garanties	19 517	19 517
Financement de gros garanti		73 438
Exigences supplémentaires, dont :	492 040	110 357
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	110 322	33 778
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	13 766	13 766
Facilités de crédit et de liquidité	367 952	62 813
Autres obligations de financement contractuelles (5)	27 219	27 219
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	1 040 479	17 641
Total des sorties de trésorerie		535 811 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	464 762 \$	98 778 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	25 705	11 398
Autres entrées de trésorerie	37 085	37 085
Total des entrées de trésorerie		147 261 \$
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		486 851 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		388 550
Ratio de liquidité à court terme		125 %

	le 30 avril 2026
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité	469 804 \$
Total des sorties de trésorerie nettes	373 537
Ratio de liquidité à court terme	126 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 correspond à une moyenne de 64 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres de créance dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité, la composition des activités et des actifs, ainsi que les capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement, considérant les modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

L'admissibilité des actifs liquides de haute qualité est définie selon les critères d'admissibilité établis par le BSIF et est assujettie aux décotes prescrites par le BSIF. Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie sont conçues afin de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs liquides de haute qualité comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des émetteurs souverains ainsi que des entités supranationales et des entités non financières.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie nettes pour les dépôts à terme et à vue sont calculées selon les facteurs de retrait prescrits et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Ces éléments sont contrebalancés par les entrées découlant de prêts productifs, les activités de prêt de titres et d'autres actifs qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise, et un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Le ratio de liquidité à court terme moyen du trimestre clos le 31 juillet 2026 s'est établi à 125 %, ce qui représente un excédent d'environ 98 milliards de dollars, comparativement à 126 % et à un excédent d'environ 96 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme moyen est resté relativement stable par rapport au trimestre précédent, car la croissance des prêts et des titres a été contrebalancée par celle des dépôts et du financement.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable sur l'horizon temporel pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des divers actifs bancaires et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

Modèle de déclaration commun du ratio de liquidité à long terme ⁽¹⁾

	Au 31 juillet 2026				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Élément de financement stable disponible					
Fonds propres :	146 194 \$	– \$	– \$	13 862 \$	160 056 \$
<i>Fonds propres réglementaires</i>	146 194	–	–	13 862	160 056
<i>Autres instruments de fonds propres</i>	–	–	–	–	–
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :	364 727	111 402	53 443	66 381	544 582
<i>Dépôts stables (3)</i>	108 763	49 280	28 377	30 286	207 385
<i>Dépôts moins stables</i>	255 964	62 122	25 066	36 095	337 197
Financement de gros :	412 053	566 649	128 621	185 322	499 098
<i>Dépôts opérationnels (4)</i>	204 374	–	–	–	102 187
<i>Autres financements de gros</i>	207 679	566 649	128 621	185 322	396 911
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)	–	2 354	2 472	20 725	–
Autres passifs :	68 600		282 463		21 839
<i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>			26 696		
<i>Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus</i>	68 600	233 202	1 450	21 115	21 839
Total du financement stable disponible					1 225 575 \$
Élément de financement stable exigé					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					49 268 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	2 619	–	–	1 310
Prêts et titres productifs :	306 704	321 829	148 615	618 764	876 633
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1</i>	–	92 015	11 707	–	10 616
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières</i>	11 737	120 017	33 396	41 350	82 610
<i>Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :</i>	206 138	63 896	38 886	199 571	392 630
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	–	–	–	19 944	12 964
<i>Prêts hypothécaires résidentiels productifs, y compris :</i>	42 517	40 356	63 483	347 796	322 721
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	37 389	40 322	63 437	330 515	303 633
<i>Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en bourse</i>	46 312	5 545	1 143	30 047	68 056
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)	–	2 354	2 472	20 725	–
Autres actifs :	9 034		396 821		125 258
<i>Produits de base physiques, y compris l'or</i>	9 034				7 679
<i>Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats sur dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale</i>			35 140		29 869
<i>Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>			27 913		1 217
<i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée</i>			74 261		3 713
<i>Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus</i>	–	179 159	82	80 266	82 780
Éléments hors bilan			1 049 056		39 409
Total du financement stable exigé					1 091 878 \$
Ratio de liquidité à long terme (%)					112 %

Au 30 avril 2026

	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
Total du financement stable disponible	1 181 392 \$
Total du financement stable exigé	1 066 526
Ratio de liquidité à long terme (%)	111 %

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats sur dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme, Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la Loi nationale sur l'habitation, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts des particuliers et de dépôts commerciaux de fonds propres et de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Au 31 juillet 2026, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 112 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 134 milliards de dollars, comparativement à 111 % et à un excédent d'environ 115 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme a augmenté par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la croissance des dépôts et du financement, qui a été contrebalancée en partie par des augmentations des prêts.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2025. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF, afin de respecter ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2025, rubrique mise à jour ci-dessous.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres, conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes. Pour ce qui est du risque de crédit, nous utilisons l'approche fondée sur les notations internes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux de la majorité de nos portefeuilles. L'approche standard est appliquée au risque de crédit de certains portefeuilles, principalement ceux du secteur Gestion de patrimoine, y compris notre portefeuille de gros à City National, ainsi que ceux de nos activités bancaires dans les Antilles et certains portefeuilles de prêts de détail non hypothécaires. En ce qui concerne le calcul des fonds propres nécessaires pour couvrir le risque de marché et le risque opérationnel aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée, nous utilisons l'approche standard révisée selon les exigences du BSIF.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure. En plus des cibles en vertu de l'accord de Bâle III, le BSIF a fixé une réserve pour stabilité intérieure applicable à toutes les banques d'importance systémique intérieure canadiennes afin d'assurer davantage la stabilité financière du système financier canadien. Le 19 juin 2026, le BSIF a annoncé une baisse de la réserve pour stabilité intérieure, laquelle est passée de 3,5 % à 3 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques, et a réduit la limite supérieure de la fourchette de la réserve pour stabilité intérieure, la faisant passer de 4 % à 3 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques, avec prise d'effet immédiate.

Aux termes de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF, les banques d'importance systémique intérieure sont tenues de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et un ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice sur la TLAC.

Notre méthode d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation est fondée sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires de Bâle III, sauf en ce qui a trait au secteur Assurances. Notre méthode d'attribution des fonds propres intègre les exigences de levier afin d'attribuer les fonds propres à nos secteurs d'exploitation. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, nous avons révisé notre méthode d'attribution des fonds propres au secteur Assurances afin qu'elle reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2025.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Réserve pour stabilité intérieure ⁽³⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 31 juillet 2026 ⁽⁴⁾	Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 31 juillet 2026
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽¹⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ^{(1), (2)}			
CET1	4,5 %	2,6 %	7,1 %	1,0 %	8,1 %	3,0 %	11,1 %	13,5 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,6 %	8,6 %	1,0 %	9,6 %	3,0 %	12,6 %	14,9 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,6 %	10,6 %	1,0 %	11,6 %	3,0 %	14,6 %	16,7 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	0,5 %	3,5 %	s.o.	3,5 %	4,3 %
Ratio TLAC	21,6 %	s.o.	21,6 %	s.o.	21,6 %	3,0 %	24,6 %	30,9 %
Ratio de levier TLAC	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	8,9 %

(1) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques. En ce qui concerne le ratio de levier, seulement 50 % de notre supplément de fonds propres applicable aux banques d'importance systémique intérieure correspond au supplément requis.

(2) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 % et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit. La réserve de fonds propres anticyclique, calculée conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF, était de 0,07 % au 31 juillet 2026 (0,07 % au 30 avril 2026 et 0,06 % au 31 octobre 2025).

(3) La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 3 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques et, au 31 juillet 2026, elle s'était établie à 3 %.

(4) Les exigences cibles minimales reflètent les exigences concernant la réserve de fonds propres anticyclique au 31 juillet 2026, qui sont assujetties à des changements en fonction des positions détenues à la date de clôture.

s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, la TLAC disponible, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

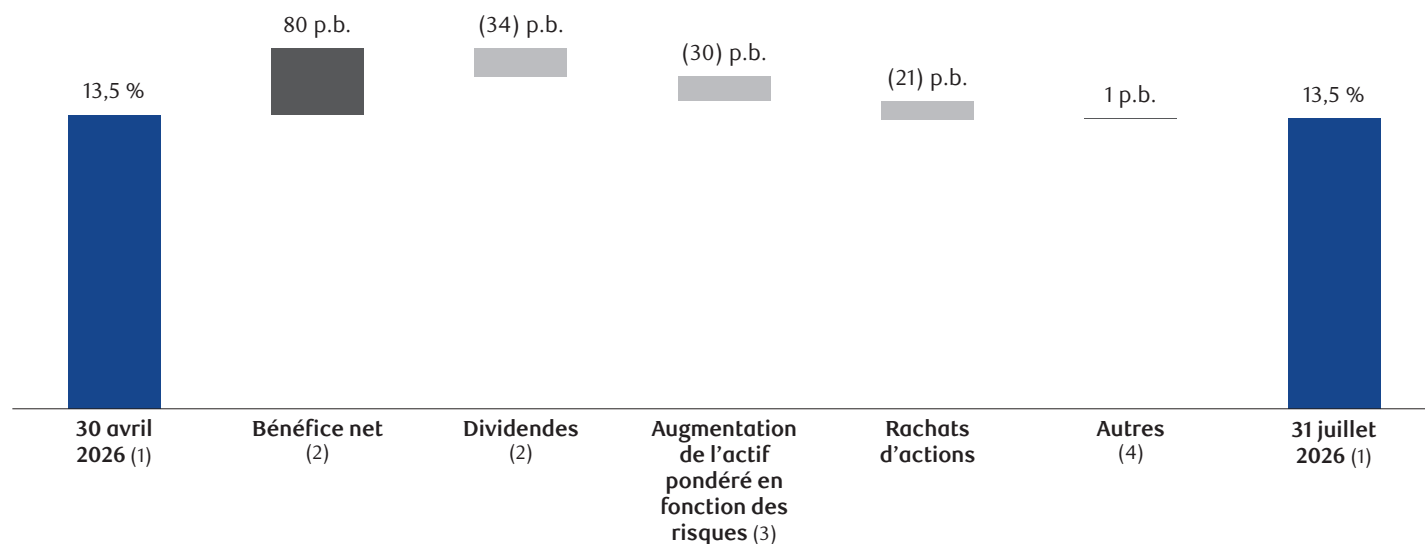
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux		
	31 juillet 2026	30 avril 2026	31 octobre 2025
Fonds propres ⁽¹⁾			
Fonds propres CET1	104 956 \$	101 313 \$	98 748 \$
Fonds propres de première catégorie	116 072	112 453	110 393
Total des fonds propres	129 935	126 286	122 399
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres ⁽¹⁾			
Risque de crédit	630 182 \$	606 835 \$	590 306 \$
Risque de marché	40 045	37 511	41 506
Risque opérationnel	107 760	104 244	98 413
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	777 987 \$	748 590 \$	730 225 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier ⁽¹⁾			
Ratio CET1	13,5 %	13,5 %	13,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,9 %	15,0 %	15,1 %
Ratio du total des fonds propres	16,7 %	16,9 %	16,8 %
Ratio de levier	4,3 %	4,3 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier	2 705 109 \$	2 608 763 \$	2 491 090 \$
TLAC disponible et ratios ⁽²⁾			
TLAC disponible	240 463 \$	235 104 \$	230 385 \$
Ratio TLAC	30,9 %	31,4 %	31,5 %
Ratio de levier TLAC	8,9 %	9,0 %	9,2 %

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

(2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Troisième trimestre de 2026 par rapport au deuxième trimestre de 2026

Continuité du ratio CET1 (Bâle III)



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Représente des capitaux autogénérés d'un montant net de 3,4 milliards de dollars, ou 46 p.b., se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

(3) Exclut l'incidence des éléments dans Autres.

(4) Inclut l'ajustement de la juste valeur des autres éléments du résultat global de 3 p.b., l'incidence du change et les autres variations, qui ont été contrebalancés pour l'essentiel par la variation nette de notation de 6 p.b.

Notre ratio CET1 de 13,5 % est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, le montant net des capitaux autogénérés ayant été largement compensé par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques attribuable à l'expansion des activités et par les rachats d'actions.

Le total de l'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 29 milliards de dollars, principalement du fait de l'expansion des activités, de l'incidence du change et de la variation nette de notation. L'expansion des activités reflète la hausse des prêts aux grandes entreprises, des prêts aux particuliers et des prêts hypothécaires résidentiels, ainsi que les risques opérationnels liés à l'augmentation des revenus et le risque de marché. Pour ce qui est de notre ratio CET1, l'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie de 14,9 % a reculé de 10 p.b., du fait essentiellement des facteurs énoncés en ce qui a trait au ratio CET1.

Notre ratio du total des fonds propres de 16,7 % a diminué de 20 p.b., en raison principalement des facteurs énoncés en ce qui a trait au ratio CET1.

Notre ratio de levier de 4,3 % est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, le montant net des capitaux autogénérés ayant été compensé par la progression des positions de levier attribuable à l'expansion des activités et les rachats d'actions.

Le total des positions de levier a augmenté de 96 milliards de dollars, en raison principalement de l'expansion des activités liées aux prêts et aux titres et de l'incidence du change.

Notre ratio TLAC de 30,9 % a diminué de 50 p.b., du fait essentiellement des facteurs énoncés précédemment en ce qui a trait au ratio CET1.

Notre ratio de levier TLAC de 8,9 % a diminué de 10 p.b., du fait essentiellement des facteurs énoncés précédemment en ce qui a trait au ratio de levier.

Les instruments de TLAC externe englobent les titres d'emprunt à long terme assujettis à une conversion aux termes du régime de recapitalisation interne. Pour plus de détails, se reporter au profil des dépôts et du financement à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2026		Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026		
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Date de la transaction	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie					
Activités liées aux actions ordinaires					
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		741	78 \$	1 393	148 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (2)		(5 620)	(84)	(17 231)	(257)
Rachat d'actions privilégiées, série BF (2), (3)	24 novembre 2025	–	–	(12 000)	(300)
Rachat d'actions privilégiées, série BH (2), (3)	8 décembre 2025	–	–	(6 000)	(150)
Rachat d'actions privilégiées, série BI (2), (3)	8 décembre 2025	–	–	(6 000)	(150)
Rachat de billets LRCN, série 2 (2), (3), (4)	24 janvier 2026	–	–	(1 250)	(1 250)
Émission de billets LRCN, série 8 (2), (3), (4)	30 janvier 2026	–	–	1 000	1 361
Fonds propres de deuxième catégorie					
Déventures subordonnées échéant le 27 janvier 2026 (2), (3)	27 janvier 2026		– \$		(2 035)\$
Émission de déventures subordonnées échéant le 5 mai 2036 (2), (3)	29 avril 2026		–		1 750

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(3) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

(4) En ce qui concerne chacune des séries de billets de capital à recours limité (billets LRCN), le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

Le 10 juin 2025, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 35 millions de nos actions ordinaires. Cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités a pris fin le 11 juin 2026, et 20 427 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées, à un coût d'environ 4 473 millions de dollars.

Le 10 juin 2026, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 45 millions de nos actions ordinaires. Les rachats ont débuté le 12 juin 2026 et se poursuivront jusqu'au 11 juin 2027, à l'expiration de l'offre, ou jusqu'à une date antérieure si nous terminons plus tôt le rachat de toutes les actions autorisées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Depuis le lancement de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, quelque 3 975 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total, à un coût d'environ 1 161 millions de dollars.

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2026, quelque 5 620 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées s'est chiffré à 1 603 millions de dollars.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026, quelque 17 231 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées s'est chiffré à 4 236 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur sur le marché à la date du rachat.

Le 24 novembre 2025, nous avons racheté la totalité de nos 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BF émises et en circulation au prix de 25 \$ l'action.

Le 8 décembre 2025, nous avons racheté la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe et à dividende non cumulatif de série BH émises et en circulation et la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe et à dividende non cumulatif de série BI émises et en circulation au prix de 25 \$ l'action.

Le 24 janvier 2026, nous avons racheté la totalité de nos 1,25 million d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BR (série BR) émises et en circulation au prix de 1 000 \$ l'action. À la suite du rachat de la série BR, nous avons automatiquement racheté, à la même date, la totalité des 1 250 millions de dollars de nos billets LRCN de série 2 à 4,00 % relatifs aux FPUNV en circulation, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 27 janvier 2026, la totalité des 1 500 millions de dollars américains de déventures subordonnées relatives aux FPUNV à 4,65 % en cours sont arrivées à échéance. Le capital, majoré des intérêts courus, a été remboursé aux porteurs de billets à la date d'échéance.

Le 30 janvier 2026, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains de billets LRCN de série 8, au prix de 1 000 \$ US chacun. Ces billets LRCN de série 8 portent intérêt au taux fixe de 6,50 % par année jusqu'au 24 mai 2033. Par la suite, le taux d'intérêt des billets LRCN de série 8 est révisé tous les cinq ans pour correspondre au taux annuel des bons du Trésor des États-Unis à cinq ans en vigueur majoré de 2,45 % jusqu'à leur échéance, le 24 mai 2086.

Le 29 avril 2026, nous avons émis 1 750 millions de dollars de déventures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,14 % par année jusqu'au 5 mai 2031, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour (CORRA) composé quotidiennement majoré de 1,23 % jusqu'à leur échéance, le 5 mai 2036.

Principales données concernant les actions ⁽¹⁾

	Au 31 juillet 2026		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)			
Actions ordinaires émises	1 384 797	20 754 \$	1,76 \$
Actions propres – actions ordinaires ⁽²⁾	(243)	(96)	
Actions ordinaires en circulation	1 384 554	20 658 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	6 819		
Exercibles	3 145		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série BO ⁽³⁾ , ⁽⁴⁾	14 000	350 \$	0,37 \$
À dividende non cumulatif, série BT ⁽³⁾ , ⁽⁴⁾ , ⁽⁵⁾	750	750	4,20 %
À dividende non cumulatif, série BU ⁽³⁾ , ⁽⁴⁾ , ⁽⁵⁾	750	750	7,41 %
À dividende non cumulatif, série BW ⁽³⁾ , ⁽⁴⁾ , ⁽⁵⁾	600	600	6,70 %
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets LRCN de série 3 ⁽³⁾ , ⁽⁴⁾ , ⁽⁶⁾ , ⁽⁷⁾	1 000	1 000	3,65 %
Billets LRCN de série 4 ⁽³⁾ , ⁽⁴⁾ , ⁽⁶⁾ , ⁽⁷⁾	1 000	1 370	7,50 %
Billets LRCN de série 5 ⁽³⁾ , ⁽⁴⁾ , ⁽⁶⁾ , ⁽⁷⁾	1 000	1 396	6,35 %
Billets LRCN de série 6 ⁽³⁾ , ⁽⁴⁾ , ⁽⁶⁾ , ⁽⁷⁾	1 250	1 708	6,75 %
Billets LRCN de série 7 ⁽³⁾ , ⁽⁴⁾ , ⁽⁶⁾ , ⁽⁷⁾	1 350	1 869	6,50 %
Billets LRCN de série 8 ⁽³⁾ , ⁽⁴⁾ , ⁽⁶⁾ , ⁽⁷⁾	1 000	1 361	6,50 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	22 700	11 154 \$	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ⁽²⁾	(27)	(40)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	22 673	11 114 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		2 438 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres ⁽⁸⁾		143	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.

(3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments relatifs aux FPUNV.

(5) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.

(6) En ce qui concerne chacune des séries de billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.

(7) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de séries 3, 4, 5, 6, 7 et 8, nous avons émis un certain nombre d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de séries BS, BV, BX, BY, BZ et CA, respectivement, en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie.

Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés et à la note 19 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

(8) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 21 août 2026, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 384 429 799, déduction faite des 380 968 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 6 805 649.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries BO, BT, BU et BW, les billets LRCN de séries 3, 4, 5, 6, 7 et 8 et les débentures subordonnées échéant le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031, le 3 mai 2032, le 1^{er} février 2033, le 3 avril 2034, le 8 août 2034, le 4 février 2035, le 3 juillet 2035, le 17 juillet 2035 et le 5 mai 2036, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, au 31 juillet 2026, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré en fonction du volume sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum d'environ 6,4 milliards d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 82,1 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 juillet 2026.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Nos méthodes comptables significatives sont présentées à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2026, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2026.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2026, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Glossaire

Résultats ajustés

Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

- **Taux d'imposition effectif ajusté** – taux d'imposition effectif qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Bénéfice avant impôt ajusté** – bénéfice avant impôt qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Impôt sur le résultat ajusté** – impôt sur le résultat qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Bénéfice net ajusté** – bénéfice net qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires** – bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Frais autres que d'intérêt ajustés** – frais autres que d'intérêt qui ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.

Acceptations

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance.

L'acceptation représente une garantie de paiement par la banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la banque reçoit une commission d'acceptation.

Correction de valeur pour pertes de crédit (CVPC)

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

Ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts

Le ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts correspond à la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage du total des prêts et des acceptations.

Titres adossés à des actifs

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple, des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

Biens administrés

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

Biens sous gestion

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

Fonds propres attribués

Les fonds propres attribués à nos secteurs d'exploitation reposent sur les exigences en matière de fonds propres et de levier réglementaires de Bâle III pour nos secteurs d'exploitation autres que le secteur Assurances, pour lequel l'attribution des fonds propres reflète plus fidèlement les exigences en matière de fonds propres pour les entités juridiques.

Titres à enchères

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

Moyenne des actifs productifs, montant net

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

Sûretés

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

Titres garantis par des créances (TGC)

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

Engagements de crédit

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

Fonds propres CET1

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments spécifiés. Les fonds propres CET1 sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Ratio CET1

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CET1 divisés par l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio CET1 est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF.

Marge sur services contractuels

Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (entrées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance.

Obligations sécurisées

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

Swaps sur défaillance

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

Dérivé

Contrat qui présente les caractéristiques suivantes : a) sa valeur fluctue en fonction de la variation d'un facteur sous-jacent (p. ex., le prix d'un instrument financier, d'un indice boursier ou d'un taux financier); b) il ne requiert aucun investissement net initial ou d'investissement net initial inférieur à celui des contrats réagissant de façon similaire aux variations des facteurs du marché et c) il est réglé à une date ultérieure. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés.

Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

Bénéfice par action – de base

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation. Le bénéfice de base par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Bénéfice par action – dilué

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles. Le bénéfice dilué par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Ratio d'efficience

Frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus. Le ratio d'efficience ajusté est calculé de la même manière, au moyen des frais autres que d'intérêt ajustés et du total des revenus.

Pertes de crédit attendues

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Ajustement de l'évaluation lié au financement

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Garanties et lettres de crédit

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

Couverture

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

Fonds de couverture

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujéti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

Actifs liquides de haute qualité

Trésorerie ou actifs qui peuvent être convertis en espèces rapidement en étant vendus (ou donnés en garantie), sans perte de valeur importante.

Prêts douteux

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité du crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

Contrats d'assurance

Contrats en vertu desquels nous prenons en charge un risque d'assurance important pour un titulaire en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié porte préjudice à ce titulaire de la police. Les contrats d'assurance comprennent également les contrats de réassurance émis par nous pour indemniser une autre société au titre des demandes d'indemnisation résultant de contrats d'assurance sous-jacents émis par cette autre société.

Résultat des placements d'assurance

Correspond aux revenus de placement nets tirés du secteur Assurances, aux produits (charges) financiers d'assurance tirés des contrats d'assurance et aux produits (charges) financiers de réassurance tirés des contrats de réassurance détenus. Le revenu d'investissement net comprend principalement le revenu d'intérêt et de dividende et les profits nets (pertes nettes) sur les instruments financiers et les dérivés liés au secteur Assurances. Les produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance représentent l'effet net et les variations de la valeur temps de l'argent et des risques financiers sur les contrats d'assurance et de réassurance détenus, respectivement.

Résultat des activités d'assurance

Calculé comme revenus d'assurance moins les charges des activités d'assurance des contrats d'assurance et les produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus. Les revenus d'assurance représentent les revenus comptabilisés au cours de la période pendant laquelle nous fournissons des activités d'assurance pour les groupes de contrats d'assurance. Les charges afférentes aux activités d'assurance représentent les coûts engagés pour fournir des services d'assurance au cours de la période, ce qui comprend les sinistres survenus et les autres charges directement attribuables, la répartition des coûts d'acquisition, les variations liées aux services passés ou courants et les variations de l'élément de perte des groupes de contrats déficitaires. Les produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus représentent les sommes recouvrées auprès des réassureurs, moins la répartition des primes payées sur les contrats de réassurance détenus.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondés sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

Ratio de levier

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la mesure des positions de levier. Le ratio de levier est une mesure non axée sur les risques calculée conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF.

Exposition du ratio de levier

L'exposition du ratio de levier est calculée conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Elle correspond à la somme du total de l'actif et des éléments hors bilan après certains ajustements.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une norme prévue par l'accord de Bâle III visant à s'assurer que les institutions possèdent suffisamment d'actifs liquides de haute qualité non grevés, sous forme de trésorerie ou d'actifs pouvant être convertis en espèces avec une faible perte de valeur, ou aucune, sur les marchés privés, de sorte à être en mesure de répondre à leurs besoins de liquidités pendant 30 jours civils advenant une crise touchant les liquidités. Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

Ratio prêt-valeur

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

Convention-cadre de compensation

Accord conclu entre la banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

Revenu net d'intérêt

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débentures subordonnées).

Marge nette d'intérêt selon la moyenne des actifs productifs, montant net

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme correspond à une norme prévue par l'accord de Bâle III qui exige que les institutions maintiennent un profil de capitalisation stable, défini comme le rapport entre les liquidités à long terme disponibles et les liquidités à long terme requises en fonction de la composition des actifs et des activités hors bilan. Le ratio devrait en permanence être au moins égal à 100 %. Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire d'une bourse, assujéti aux divers règlements de la bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

Capital nominal

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

Instruments financiers hors bilan

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les garanties des membres parrainés, les garanties pour prêt de titres et les indemnisations.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

Levier d'exploitation

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

Options

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

Dotation à la provision pour pertes de crédit (DPPC)

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

Ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts (ou ratio de la DPPC liée aux prêts)

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux (ou ratio de la DPPC liée aux prêts douteux)

Le ratio de la DPPC liée aux prêts douteux représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs (ou ratio de la DPPC liée aux prêts productifs)

Le ratio de la DPPC liée aux prêts productifs représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Produits de la gamme Marge Proprio RBC

Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

Contrats de réassurance détenus

Contrats aux termes desquels nous transférons un risque d'assurance important à un réassureur qui nous indemnise pour des réclamations se rattachant à des contrats d'assurance sous-jacents émis par nous et qui sont comptabilisés séparément des contrats d'assurance sous-jacents auxquels ils se rattachent.

Convention de rachat

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Convention de revente

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Actif pondéré en fonction des risques

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Prêt de titres

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

Titres vendus à découvert

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite les emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

Titrisation

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en fonds nouvellement émis adossés à ces actifs.

Approche standard pour évaluer le risque de crédit

La pondération de risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit Standard & Poor's Financial Services LLP, Moody's Investors Service, Inc., Fitch Ratings, Inc., Kroll Bond Rating Agency, Inc. (KBRA) et DBRS Limited, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains, aux sociétés et aux banques en fonction de la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF.

Entités structurées

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

Majoration au montant imposable équivalent

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux des États-Unis à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

Fonds propres de première catégorie et ratio de fonds propres de première catégorie

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales. Le ratio de fonds propres de première catégorie est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, en divisant les fonds propres de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.

Fonds propres de deuxième catégorie

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des débentures subordonnées qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent la conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et qui satisfont à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Ratio TLAC

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Ratio de levier TLAC

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier. Le ratio de levier TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégorie. Le ratio du total des fonds propres est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

Tranche

Type de titre créé de façon que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité de crédit de la garantie sous-jacente et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

Fonds propres non attribués

Les fonds propres non attribués représentent l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à nos secteurs d'exploitation et sont présentés dans le secteur Services de soutien généraux.

Valeur à risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subiraient les portefeuilles financiers de la banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2025, de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2026, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du CSF. L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2026.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	57	153	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		74-79, 150-152	–
	3	Risques connus et risques émergents		79-82	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	47-49	125-133	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		74-79	–
	6	Culture à l'égard du risque		74-79	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		137	–
	8	Simulation de crise		77, 94	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	48	125-133	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	19
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		125-133	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	20
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		83-88	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	20
	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		76-77, 83-85	31
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	39	102-103, 109-110	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	40, 43	104, 108	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan		112-113	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	40-42	105-107	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	37-38	99-100	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché		93-100	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché	33-36	94	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		93-98	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	29-33	83-93, 206-213	21-31, *
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	73-79	144-149	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		85-87, 139, 173-176	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	23, 28
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en bourse		88	32
Autres	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		86-87	*
	31	Autres types de risque		115-125	–
	32	Événements publics comportant des risques		121-122, 261-262	–

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 et l'exercice clos le 31 octobre 2025.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2026	31 octobre 2025
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	64 140 \$	37 024 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	50 434	50 364
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	252 210	219 067
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	393 952	342 721
	646 162	561 788
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	314 038	309 683
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	681 820	652 344
Prêts de gros	434 339	397 171
	1 116 159	1 049 515
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(7 429)	(7 093)
	1 108 730	1 042 422
Autres		
Dérivés	162 386	177 206
Locaux et matériel	6 947	6 819
Goodwill	19 489	19 405
Autres immobilisations incorporelles	7 334	7 402
Autres actifs	119 157	112 893
	315 313	323 725
Total de l'actif	2 498 817 \$	2 325 006 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	538 618 \$	529 740 \$
Entreprises et gouvernements	1 026 919	946 314
Banques	79 036	39 562
	1 644 573	1 515 616
Autres		
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	59 405	49 891
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	325 185	289 516
Dérivés	167 038	183 953
Passifs au titre des contrats d'assurance	25 438	24 327
Autres passifs	118 504	108 591
	695 570	656 278
Déventures subordonnées (note 10)	13 580	13 961
Total du passif	2 353 723	2 185 855
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 10)	11 114	11 675
Actions ordinaires (note 10)	20 658	20 753
Bénéfices non distribués	103 477	96 938
Autres composantes des capitaux propres	9 787	9 726
	145 036	139 092
Participations ne donnant pas le contrôle	58	59
Total des capitaux propres	145 094	139 151
Total du passif et des capitaux propres	2 498 817 \$	2 325 006 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)				
Prêts	14 177 \$	14 033 \$	41 707 \$	41 847 \$
Titres	5 781	5 057	16 428	14 734
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	5 566	5 524	16 604	16 760
Dépôts et autres	1 061	1 496	2 972	4 194
	26 585	26 110	77 711	77 535
Charge d'intérêt (note 3)				
Dépôts et autres	10 950	11 227	31 756	33 759
Autres passifs	6 760	6 377	19 727	18 945
Déventures subordonnées	131	155	393	476
	17 841	17 759	51 876	53 180
Revenu net d'intérêt	8 744	8 351	25 835	24 355
Revenus autres que d'intérêt				
Résultat des activités d'assurance (note 7)	227	279	684	789
Résultat des placements d'assurance (note 7)	60	48	211	208
Revenus tirés des activités de négociation	962	685	2 751	2 521
Commissions de gestion de placements et de services de garde	3 116	2 642	8 955	7 853
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 524	1 273	4 341	3 720
Commissions de courtage en valeurs mobilières	565	444	1 623	1 401
Frais bancaires	582	598	1 747	1 817
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	1 023	850	2 643	2 139
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	349	311	1 074	967
Revenus sur cartes	332	339	972	984
Commissions de crédit	432	395	1 305	1 200
Profits nets sur les titres de placement	29	18	207	118
Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées	27	25	88	60
Autres	566	727	1 515	1 264
Revenus autres que d'intérêt	9 794	8 634	28 116	25 041
Total des revenus	18 538	16 985	53 951	49 396
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	1 000	881	3 002	3 355
Frais autres que d'intérêt				
Ressources humaines (note 8)	6 291	5 869	18 591	17 334
Matériel	754	684	2 215	2 069
Frais d'occupation	441	410	1 308	1 267
Communications	397	357	1 143	1 062
Honoraires	574	528	1 558	1 568
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	395	436	1 168	1 328
Autres	937	948	2 706	2 590
	9 789	9 232	28 689	27 218
Bénéfice avant impôt	7 749	6 872	22 260	18 823
Impôt sur le résultat (note 9)	1 725	1 458	4 942	3 888
Bénéfice net	6 024 \$	5 414 \$	17 318 \$	14 935 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires	6 022 \$	5 415 \$	17 313 \$	14 930 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2	(1)	5	5
	6 024 \$	5 414 \$	17 318 \$	14 935 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	4,24 \$	3,76 \$	12,13 \$	10,33 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	4,23	3,75	12,10	10,31
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,76	1,54	5,04	4,50

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
Bénéfice net	6 024 \$	5 414 \$	17 318 \$	14 935 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	156	220	356	190
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(1)	(2)	1	(4)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(27)	(22)	(169)	(113)
	128	196	188	73
Écarts de change				
Profits (pertes) de change latents	3 009	369	415	(258)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(1 316)	(152)	(142)	155
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	(1)	–	(8)	(13)
	1 692	217	265	(116)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	545	(322)	64	248
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(273)	(146)	(456)	(482)
	272	(468)	(392)	(234)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :				
Réévaluations des profits (pertes) des régimes d'avantages du personnel (note 8)	260	278	512	327
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(56)	(576)	87	(613)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	72	30	114	68
	276	(268)	713	(218)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	2 368	(323)	774	(495)
Total du résultat global	8 392 \$	5 091 \$	18 092 \$	14 440 \$
Total du résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	8 388 \$	5 092 \$	18 087 \$	14 435 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4	(1)	5	5
	8 392 \$	5 091 \$	18 092 \$	14 440 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
Impôt sur les autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	42 \$	56 \$	78 \$	149 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	–	(1)	–	(1)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(4)	(2)	(30)	(30)
Profits (pertes) de change latents	26	1	4	(6)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(502)	(56)	(66)	57
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	–	–	–
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	213	(118)	40	98
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(104)	(56)	(174)	(184)
Profits (pertes) de réévaluations des régimes d'avantages du personnel	100	105	197	124
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(16)	(220)	43	(234)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	26	11	43	25
Total de la charge (l'économie) d'impôt	(219)\$	(280)\$	135 \$	(2)\$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2026											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions – propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	11 154 \$	20 760 \$	(16)\$	(121)\$	101 243 \$	(205)\$	6 188 \$	1 714 \$	7 697 \$	140 717 \$	56 \$	140 773 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	78	–	–	–	–	–	–	–	78	–	78
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(84)	–	–	(1 519)	–	–	–	–	(1 603)	–	(1 603)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	751	3 364	–	–	–	–	–	4 115	–	4 115
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	(775)	(3 339)	–	–	–	–	–	(4 114)	–	(4 114)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(19)	–	–	–	–	(19)	–	(19)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(2 438)	–	–	–	–	(2 438)	–	(2 438)
Autres	–	–	–	–	(143)	–	–	–	–	(143)	(2)	(145)
Bénéfice net	–	–	–	–	55	–	–	–	–	55	–	55
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	6 022	–	–	–	–	6 022	2	6 024
	–	–	–	–	276	128	1 690	272	2 090	2 366	2	2 368
Solde à la fin de la période	11 154 \$	20 754 \$	(40)\$	(96)\$	103 477 \$	(77)\$	7 878 \$	1 986 \$	9 787 \$	145 036 \$	58 \$	145 094 \$

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2025											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions – propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	10 416 \$	20 975 \$	(53)\$	(155)\$	92 988 \$	(1 020)\$	6 795 \$	2 501 \$	8 276 \$	132 447 \$	83 \$	132 530 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	1 708	22	–	–	(10)	–	–	–	–	1 720	–	1 720
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(81)	–	–	(874)	–	–	–	–	(955)	–	(955)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(600)	–	–	–	–	–	–	–	–	(600)	–	(600)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	1 910	1 311	–	–	–	–	–	3 221	–	3 221
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(1 883)	(1 199)	–	–	–	–	–	(3 082)	–	(3 082)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	4	–	–	–	–	4	–	4
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2 165)	–	–	–	–	(2 165)	–	(2 165)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(125)	–	–	–	–	(125)	(13)	(138)
Autres	–	–	–	–	6	–	–	–	–	6	–	6
Bénéfice net	–	–	–	–	5 415	–	–	–	–	5 415	(1)	5 414
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(268)	196	217	(468)	(55)	(323)	–	(323)
Solde à la fin de la période	11 524 \$	20 916 \$	(26)\$	(43)\$	94 971 \$	(824)\$	7 012 \$	2 033 \$	8 221 \$	135 563 \$	69 \$	135 632 \$

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres		Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	11 643 \$	20 863 \$	32 \$	(110)\$	96 938 \$	(265)\$	7 613 \$	2 378 \$	9 726 \$	139 092 \$	59 \$	139 151 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	1 361	148	–	–	(5)	–	–	–	–	1 504	–	1 504
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(257)	–	–	(3 979)	–	–	–	–	(4 236)	–	(4 236)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(1 850)	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 850)	–	(1 850)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	2 831	7 311	–	–	–	–	–	10 142	–	10 142
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(2 903)	(7 297)	–	–	–	–	–	(10 200)	–	(10 200)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(88)	–	–	–	–	(88)	–	(88)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(7 009)	–	–	–	–	(7 009)	–	(7 009)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(419)	–	–	–	–	(419)	(6)	(425)
Autres	–	–	–	–	13	–	–	–	–	13	–	13
Bénéfice net	–	–	–	–	17 313	–	–	–	–	17 313	5	17 318
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	713	188	265	(392)	61	774	–	774
Solde à la fin de la période	11 154 \$	20 754 \$	(40)\$	(96)\$	103 477 \$	(77)\$	7 878 \$	1 986 \$	9 787 \$	145 036 \$	58 \$	145 094 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025

	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
(en millions de dollars canadiens)	9 020 \$	21 013 \$	11 \$	(61)\$	88 608 \$	(897)\$	7 128 \$	2 267 \$	8 498 \$	127 089 \$	103 \$	127 192 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	3 104	58	–	–	(20)	–	–	–	–	3 142	–	3 142
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(155)	–	–	(1 626)	–	–	–	–	(1 781)	–	(1 781)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(600)	–	–	–	–	–	–	–	–	(600)	–	(600)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	3 141	4 218	–	–	–	–	–	7 359	–	7 359
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(3 178)	(4 200)	–	–	–	–	–	(7 378)	–	(7 378)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	23	–	–	–	–	23	–	23
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(6 344)	–	–	–	–	(6 344)	–	(6 344)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(355)	–	–	–	–	(355)	(39)	(394)
Autres	–	–	–	–	(27)	–	–	–	–	(27)	–	(27)
Bénéfice net	–	–	–	–	14 930	–	–	–	–	14 930	5	14 935
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(218)	73	(116)	(234)	(277)	(495)	–	(495)
Solde à la fin de la période	11 524 \$	20 916 \$	(26)\$	(43)\$	94 971 \$	(824)\$	7 012 \$	2 033 \$	8 221 \$	135 563 \$	69 \$	135 632 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	6 024 \$	5 414 \$	17 318 \$	14 935 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 000	881	3 002	3 355
Amortissement	339	318	993	962
Impôt différé	32	127	29	(105)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	401	450	1 179	1 360
(Bénéfice) perte des coentreprises et des entreprises associées	(27)	(25)	(88)	(60)
Pertres (profits) sur les titres de placement	(29)	(18)	(212)	(118)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Passifs au titre des contrats d'assurance	1 079	(17)	1 111	1 159
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	169	(1 271)	391	(1 927)
Impôt exigible	243	(206)	3 284	(60)
Actifs dérivés	(11 641)	33 188	14 820	(4 411)
Passifs dérivés	10 411	(35 482)	(16 915)	(4 901)
Titres détenus à des fins de transaction	(15 609)	(15 017)	(33 143)	(20 854)
Prêts	(30 689)	(18 835)	(66 644)	(47 070)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	2 337	36 095	(4 355)	84 971
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	12 231	(15 039)	35 669	(39 034)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 933	249	9 514	11 786
Dépôts	63 027	34 691	128 957	71 946
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(1 474)	2 965	1 443	2 876
Autres	(4 657)	532	(2 078)	(4 805)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	35 100	29 000	94 275	70 005
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(16 288)	(6 854)	(70)	(6 804)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	94 088	49 363	246 193	159 481
Achat de titres de placement	(104 659)	(79 950)	(298 268)	(236 975)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(743)	(530)	(1 799)	(1 694)
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	–	–	(11)	–
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(27 602)	(37 971)	(53 955)	(85 992)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Émission de débentures subordonnées	–	1 491	1 750	2 991
Remboursement de débentures subordonnées	–	(1 250)	(2 035)	(2 750)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	74	20	140	54
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(1 603)	(955)	(4 236)	(1 781)
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	–	1 698	1 351	3 084
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	(600)	(1 850)	(600)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	4 099	3 221	10 045	7 359
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(4 114)	(3 082)	(10 200)	(7 378)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(2 414)	(2 199)	(7 144)	(6 510)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(3)	(12)	(17)	(26)
Variation des emprunts à court terme des filiales	415	(2 068)	(351)	–
Remboursement d'obligations locatives	(168)	(168)	(370)	(493)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(3 714)	(3 904)	(12 917)	(6 050)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	1 009	(819)	(287)	241
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	4 793	(13 694)	27 116	(21 796)
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	59 347	48 621	37 024	56 723
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	64 140 \$	34 927 \$	64 140 \$	34 927 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :				
Intérêts versés	17 425 \$	17 891 \$	50 295 \$	53 735 \$
Intérêts reçus	26 029	24 585	75 668	74 901
Dividendes reçus	922	988	2 870	3 038
Impôt sur le résultat payé (remboursé)	1 099	1 203	1 996	3 913

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes en raison d'exigences réglementaires ou de restrictions contractuelles imposées par les banques centrales, d'autres organismes de réglementation et d'autres contreparties. Le total des soldes était de 3 milliards de dollars au 31 juillet 2026 (3 milliards au 30 avril 2026; 3 milliards au 31 octobre 2025; 2 milliards au 31 juillet 2025; 2 milliards au 30 avril 2025; 2 milliards au 31 octobre 2024).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes annexes (non audité)

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2025 et les notes annexes présentées aux pages 163 à 272 de notre rapport annuel 2025. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 26 août 2026, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des méthodes comptables significatives, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2025. Nos méthodes comptables significatives et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des instruments financiers évalués au coût amorti. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes dans les bilans consolidés intermédiaires résumés. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 juillet 2026							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	40 521 \$	– \$	– \$	9 913 \$	9 913 \$	50 434 \$	50 434 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	244 630	7 580	–	–	–	–	252 210	252 210
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	288 844	1 659	103 449	100 270	393 952	390 773
	244 630	7 580	288 844	1 659	103 449	100 270	646 162	642 983
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	236 944	–	–	–	77 094	77 110	314 038	314 054
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	1 382	–	433	–	675 904	674 294	677 719	676 109
Prêts de gros	12 544	–	683	–	417 784	417 258	431 011	430 485
	13 926	–	1 116	–	1 093 688	1 091 552	1 108 730	1 106 594
Autres								
Dérivés	162 386	–	–	–	–	–	162 386	162 386
Autres actifs (1)	19 807	–	–	–	64 457	64 457	84 264	84 264
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	1 190 \$	45 087 \$			492 341 \$	492 732 \$	538 618 \$	539 009 \$
Entreprises et gouvernements (2)	496	190 637			835 786	836 967	1 026 919	1 028 100
Banques (3)	–	4 195			74 841	74 837	79 036	79 032
	1 686	239 919			1 402 968	1 404 536	1 644 573	1 646 141
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	59 405	–			–	–	59 405	59 405
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	269 759			55 426	55 426	325 185	325 185
Dérivés	167 038	–			–	–	167 038	167 038
Autres passifs (4)	–	20 198			66 306	66 292	86 504	86 490
Débentures subordonnées	–	217			13 363	13 441	13 580	13 658

	Au 31 octobre 2025							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable	Juste valeur		
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	40 455 \$	– \$	– \$	9 909 \$	9 909 \$	50 364 \$	50 364 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	212 878	6 189	–	–	–	–	219 067	219 067
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	240 299	1 496	100 926	98 728	342 721	340 523
	212 878	6 189	240 299	1 496	100 926	98 728	561 788	559 590
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	226 213	–	–	–	83 470	83 470	309 683	309 683
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	1 128	–	442	–	646 832	648 413	648 402	649 983
Prêts de gros	9 724	–	690	–	383 606	382 551	394 020	392 965
	10 852	–	1 132	–	1 030 438	1 030 964	1 042 422	1 042 948
Autres								
Dérivés	177 206	–	–	–	–	–	177 206	177 206
Autres actifs (1)	14 382	–	–	–	58 487	58 487	72 869	72 869
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	942 \$	41 302 \$			487 496 \$	488 644 \$	529 740 \$	530 888 \$
Entreprises et gouvernements (2)	313	168 690			777 311	779 130	946 314	948 133
Banques (3)	–	2 908			36 654	36 657	39 562	39 565
	1 255	212 900			1 301 461	1 304 431	1 515 616	1 518 586
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 891	–			–	–	49 891	49 891
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	242 916			46 600	46 600	289 516	289 516
Dérivés	183 953	–			–	–	183 953	183 953
Autres passifs (4)	–	21 688			58 287	58 293	79 975	79 981
Débiteures subordonnées	–	232			13 729	13 887	13 961	14 119

(1) Comprend les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2026					31 octobre 2025				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	40 521 \$	– \$	\$	40 521 \$	– \$	40 455 \$	– \$	\$	40 455 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien	21 400	3 169	–		24 569	17 707	2 864	–		20 571
Gouvernement fédéral	–	23 529	–		23 529	–	16 891	–		16 891
Provinces et municipalités										
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	1 647	53 493	–		55 140	435	40 322	–		40 757
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	7 636	10 310	–		17 946	7 152	7 265	–		14 417
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	77	–		77	–	74	–		74
Titres adossés à des actifs	–	2 119	–		2 119	–	1 295	–		1 295
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	31 716	18		31 734	–	25 957	32		25 989
Titres de participation	88 813	4 763	3 520		97 096	93 397	2 813	2 863		99 073
	119 496	129 176	3 538		252 210	118 691	97 481	2 895		219 067
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien	29 063	14 542	–		43 605	30 110	9 756	–		39 866
Gouvernement fédéral	–	13 750	–		13 750	–	11 318	–		11 318
Provinces et municipalités										
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	–	155 891	–		155 891	196	130 495	–		130 691
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	8 709	22 141	–		30 850	1 600	10 333	–		11 933
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	2 937	31		2 968	–	2 645	29		2 674
Titres adossés à des actifs	–	10 774	–		10 774	–	10 139	–		10 139
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	30 884	122		31 006	–	33 544	134		33 678
Titres de participation	638	349	672		1 659	547	367	582		1 496
	38 410	251 268	825		290 503	32 453	208 597	745		241 795
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	236 944	–		236 944	–	226 213	–		226 213
Prêts	–	12 853	2 189		15 042	–	10 710	1 274		11 984
Autres										
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	28 653	234		28 887	–	25 871	293		26 164
Contrats de change	–	72 065	51		72 116	–	100 604	102		100 706
Dérivés de crédit	–	381	–		381	–	350	2		352
Autres contrats	5 666	57 555	135		63 356	11 478	41 543	110		53 131
Ajustements d'évaluation	–	(942)	(37)		(979)	–	(1 035)	(45)		(1 080)
Total des dérivés, montant brut	5 666	157 712	383		163 761	11 478	167 333	462		179 273
Ajustements de compensation				(1 375)	(1 375)				(2 067)	(2 067)
Total des dérivés					162 386					177 206
Autres actifs	6 796	13 010	1		19 807	6 108	8 270	4		14 382
	170 368 \$	841 484 \$	6 936 \$	(1 375) \$	1 017 413 \$	168 730 \$	759 059 \$	5 380 \$	(2 067) \$	931 102 \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	– \$	46 049 \$	228 \$	\$	46 277 \$	– \$	41 943 \$	301 \$	\$	42 244 \$
Entreprises et gouvernements	–	191 133	–		191 133	–	169 003	–		169 003
Banques	–	4 195	–		4 195	–	2 908	–		2 908
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	18 090	41 315	–		59 405	18 678	31 213	–		49 891
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	269 759	–		269 759	–	242 916	–		242 916
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	25 137	948		26 085	–	20 679	901		21 580
Contrats de change	–	67 353	27		67 380	–	95 045	46		95 091
Dérivés de crédit	–	276	–		276	–	262	–		262
Autres contrats	5 348	69 030	390		74 768	12 657	56 287	366		69 310
Ajustements d'évaluation	–	(95)	(1)		(96)	–	(257)	34		(223)
Total des dérivés, montant brut	5 348	161 701	1 364		168 413	12 657	172 016	1 347		186 020
Ajustements de compensation				(1 375)	(1 375)				(2 067)	(2 067)
Total des dérivés					167 038					183 953
Autres passifs	–	20 198	–		20 198	–	21 688	–		21 688
Déventures subordonnées	–	217	–		217	–	232	–		232
	23 438 \$	734 567 \$	1 592 \$	(1 375) \$	758 222 \$	31 335 \$	681 919 \$	1 648 \$	(2 067) \$	712 835 \$

(1) États-Unis.

(2) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2026, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 juillet 2026, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2026								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	17 \$	– \$	– \$	1 \$	– \$	– \$	– \$	18 \$	– \$
Titres de participation	3 009	3	54	492	(48)	10	–	3 520	6
	3 026	3	54	493	(48)	10	–	3 538	6
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	29	–	2	–	–	–	–	31	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	123	1	2	–	(4)	–	–	122	1
Titres de participation	589	21	70	13	(21)	–	–	672	21
	741	22	74	13	(25)	–	–	825	22
Prêts	1 835	(17)	10	646	(58)	–	(227)	2 189	(15)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(649)	(36)	–	(4)	(23)	2	(4)	(714)	(35)
Contrats de change	(42)	60	(2)	9	(15)	–	14	24	59
Dérivés de crédit	1	(1)	–	–	–	–	–	–	(1)
Autres contrats	(273)	(43)	(9)	9	36	(62)	87	(255)	(20)
Ajustements d'évaluation	(72)	–	–	–	36	–	–	(36)	–
Autres actifs	2	–	–	–	(1)	–	–	1	–
	4 569 \$	(12)\$	127 \$	1 166 \$	(98)\$	(50)\$	(130)\$	5 572 \$	16 \$
Passif									
Dépôts	(188)\$	(11)\$	(1)\$	(67)\$	38 \$	(80)\$	81 \$	(228)\$	(9)\$
	(188)\$	(11)\$	(1)\$	(67)\$	38 \$	(80)\$	81 \$	(228)\$	(9)\$

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2025									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	32 \$	– \$	– \$	3 \$	(3)\$	51 \$	– \$	83 \$	– \$
Titres de participation	2 655	(104)	6	159	(31)	1	(8)	2 678	(81)
	2 687	(104)	6	162	(34)	52	(8)	2 761	(81)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	31	–	(2)	–	–	–	–	29	n.s.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	134	–	3	–	(3)	–	–	134	n.s.
Titres de participation	570	–	5	–	(1)	–	–	574	n.s.
	735	–	6	–	(4)	–	–	737	n.s.
Prêts	1 207	(63)	(3)	20	(1)	–	(11)	1 149	(62)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(522)	(68)	1	34	(42)	(28)	(21)	(646)	(81)
Contrats de change	(53)	7	(1)	1	–	–	–	(46)	7
Dérivés de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres contrats	(392)	(48)	(2)	(22)	(7)	(27)	202	(296)	(34)
Ajustements d'évaluation	25	–	–	–	(7)	–	–	18	–
Autres actifs	5	–	–	–	(1)	–	–	4	–
	3 692 \$	(276)\$	7 \$	195 \$	(96)\$	(3)\$	162 \$	3 681 \$	(251)\$
Passif									
Dépôts	(542)\$	(51)\$	(1)\$	(208)\$	27 \$	(61)\$	267 \$	(569)\$	(32)\$
	(542)\$	(51)\$	(1)\$	(208)\$	27 \$	(61)\$	267 \$	(569)\$	(32)\$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	32 \$	(1)\$	(1)\$	2 \$	(1)\$	– \$	(13)\$	18 \$	– \$
Titres de participation	2 863	(43)	5	823	(166)	38	–	3 520	(23)
	2 895	(44)	4	825	(167)	38	(13)	3 538	(23)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	29	–	2	–	–	–	–	31	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	134	3	(3)	–	(12)	–	–	122	2
Titres de participation	582	21	78	15	(24)	–	–	672	18
	745	24	77	15	(36)	–	–	825	20
Prêts	1 274	(95)	4	1 194	(60)	106	(234)	2 189	(118)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(608)	(69)	–	9	(20)	2	(28)	(714)	(62)
Contrats de change	56	(65)	(2)	(40)	32	10	33	24	57
Dérivés de crédit	2	(2)	–	–	–	–	–	–	(1)
Autres contrats	(256)	(48)	(3)	(7)	44	(171)	186	(255)	(99)
Ajustements d'évaluation	(79)	–	–	(29)	72	–	–	(36)	–
Autres actifs	4	–	–	–	(3)	–	–	1	–
	4 033 \$	(299)\$	80 \$	1 967 \$	(138)\$	(15)\$	(56)\$	5 572 \$	(226)\$
Passif									
Dépôts	(301)\$	(26)\$	2 \$	(180)\$	95 \$	(297)\$	479 \$	(228)\$	(13)\$
	(301)\$	(26)\$	2 \$	(180)\$	95 \$	(297)\$	479 \$	(228)\$	(13)\$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$	– \$	– \$	3 \$	(3)\$	83 \$	– \$	83 \$	– \$
Titres de participation	2 544	(174)	(8)	493	(171)	2	(8)	2 678	(129)
	2 544	(174)	(8)	496	(174)	85	(8)	2 761	(129)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	31	–	(2)	–	–	–	–	29	n.s.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	143	–	5	–	(14)	–	–	134	n.s.
Titres de participation	506	–	40	32	(4)	–	–	574	n.s.
	680	–	43	32	(18)	–	–	737	n.s.
Prêts	1 781	32	(3)	161	(815)	7	(14)	1 149	(43)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(493)	(103)	3	(5)	(37)	(19)	8	(646)	(115)
Contrats de change	(51)	(4)	2	2	(1)	–	6	(46)	(16)
Dérivés de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres contrats	(303)	32	1	(34)	–	(301)	309	(296)	75
Ajustements d'évaluation	18	–	–	6	(6)	–	–	18	–
Autres actifs	7	–	–	–	(3)	–	–	4	–
	4 183 \$	(217)\$	38 \$	658 \$	(1 054)\$	(228)\$	301 \$	3 681 \$	(228)\$
Passif									
Dépôts	(478)\$	(42)\$	– \$	(609)\$	115 \$	(271)\$	716 \$	(569)\$	14 \$
	(478)\$	(42)\$	– \$	(609)\$	115 \$	(271)\$	716 \$	(569)\$	14 \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 62 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 (profits de 2 millions au 31 juillet 2025) et des profits de 78 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026 (profits de 33 millions au 31 juillet 2025), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2026 comprenait des actifs dérivés de 383 millions de dollars (353 millions au 31 juillet 2025) et des passifs dérivés de 1 364 millions (1 323 millions au 31 juillet 2025).

n.s. non significatif

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus des tableaux de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2026, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 1 375 millions de dollars détenues à des fins de négociations et des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 135 millions détenues à titre de placements. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2025, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 1 vers le niveau 2.

Au cours des trimestres clos les 31 juillet 2026 et 2025, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2026, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 1 858 millions de dollars détenues à des fins de négociation et des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 574 millions détenues à titre de placements. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 938 millions de dollars détenues à des fins de négociation.

Au cours des périodes de neuf mois closes les 31 juillet 2026 et 2025, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours des trimestres clos les 31 juillet 2026 et 2025, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2026, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des prêts en raison de changements dans l'observabilité des données du marché. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2025, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts et d'autres contrats en raison de changements dans l'importance de données non observables.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2026, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient des dépôts en raison de changements dans l'importance des données non observables et d'autres contrats en raison de changements dans l'observabilité des données du marché et de changements dans l'importance des données non observables. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats et des dépôts en raison de changements dans l'importance des données non observables.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2026, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts en raison de changements dans l'importance des données non observables, des prêts en raison de changements dans l'observabilité des données du marché et d'autres contrats en raison de changements dans l'observabilité des données du marché et de changements dans l'importance des données non observables. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts et d'autres contrats en raison de changements dans l'importance des données non observables et de changements dans l'observabilité des données du marché.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
(en millions de dollars canadiens)				
Revenu d'intérêt et de dividende ^{(1), (2)}				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	7 768 \$	7 679 \$	22 688 \$	22 932 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2 475	2 240	7 050	6 395
Instruments financiers évalués au coût amorti	16 342	16 191	47 973	48 208
	26 585	26 110	77 711	77 535
Charge d'intérêt ⁽¹⁾				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	7 947 \$	7 623 \$	23 050 \$	22 985 \$
Instruments financiers évalués au coût amorti	9 894	10 136	28 826	30 195
	17 841	17 759	51 876	53 180
Revenu net d'intérêt	8 744 \$	8 351 \$	25 835 \$	24 355 \$

(1) Exclut le revenu d'intérêt et de dividende de 303 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 (300 millions au 31 juillet 2025) et de 987 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026 (957 millions au 31 juillet 2025), et la charge d'intérêt de 40 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 (52 millions au 31 juillet 2025) et de 116 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026 (170 millions au 31 juillet 2025) présentés au poste Résultat des placements d'assurance de l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

(2) Inclut un revenu de dividende de 890 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 (905 millions au 31 juillet 2025) et de 2 700 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026 (2 904 millions au 31 juillet 2025) présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

Note 4 Titres

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ^{(1), (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2026				31 octobre 2025			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	43 568 \$	55 \$	(18)\$	43 605 \$	39 827 \$	46 \$	(7)\$	39 866 \$
Provinces et municipalités	13 766	59	(75)	13 750	11 368	39	(89)	11 318
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains	156 344	884	(1 337)	155 891	131 385	622	(1 316)	130 691
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	30 842	25	(17)	30 850	11 975	14	(56)	11 933
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 962	8	(2)	2 968	2 674	7	(7)	2 674
Titres adossés à des actifs	10 772	8	(6)	10 774	10 126	15	(2)	10 139
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	30 910	147	(51)	31 006	33 602	122	(46)	33 678
Titres de participation	834	830	(5)	1 659	832	669	(5)	1 496
	289 998 \$	2 016 \$	(1 511)\$	290 503 \$	241 789 \$	1 534 \$	(1 528)\$	241 795 \$

- (1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 103 449 millions de dollars au 31 juillet 2026 comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (100 926 millions au 31 octobre 2025).
- (2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (38) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 juillet 2026 ((40) millions au 31 octobre 2025) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2026				le 31 juillet 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	5 \$	– \$	(43) \$	(38) \$	5 \$	– \$	(40) \$	(35) \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	2	–	–	2	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	–	(1)	(2)	–	–	(4)	(4)
Écart de change et autres	2	–	(1)	1	(1)	–	1	–
Solde à la fin de la période	7 \$	– \$	(45) \$	(38) \$	4 \$	– \$	(43) \$	(39) \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2026				le 31 juillet 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	5 \$	– \$	(45) \$	(40) \$	6 \$	– \$	(41) \$	(35) \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	6	–	–	6	5	–	–	5
Ventes et arrivées à échéance	(3)	–	–	(3)	(3)	–	–	(3)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	–	(4)	(6)	(4)	–	(8)	(12)
Écart de change et autres	1	–	4	5	–	–	6	6
Solde à la fin de la période	7 \$	– \$	(45) \$	(38) \$	4 \$	– \$	(43) \$	(39) \$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans les bilans consolidés intermédiaires résumés, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2026				le 31 juillet 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	11 \$	6 \$	– \$	17 \$	6 \$	8 \$	– \$	14 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	3	–	–	3	3	–	–	3
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	(2)	–	(3)	(3)	–	–	(3)
Écart de change et autres	(1)	1	–	–	1	(1)	–	–
Solde à la fin de la période	12 \$	5 \$	– \$	17 \$	7 \$	7 \$	– \$	14 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2026				le 31 juillet 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	8 \$	6 \$	– \$	14 \$	6 \$	8 \$	– \$	14 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	9	–	–	9	5	–	–	5
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(3)	(3)	–	(6)	(4)	(1)	–	(5)
Écart de change et autres	(2)	2	–	–	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	12 \$	5 \$	– \$	17 \$	7 \$	7 \$	– \$	14 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2025.

(en millions de dollars canadiens)	Aux						
	31 juillet 2026				31 octobre 2025		
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)
Titres de placement							
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global							
Qualité investissement	287 851 \$	– \$	– \$	287 851 \$	239 375 \$	– \$	– \$
Qualité inférieure	867	4	–	871	786	4	–
Titres dépréciés	–	–	122	122	–	–	134
	288 718	4	122	288 844	240 161	4	134
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				1 659			1 496
				290 503 \$			241 795 \$
Titres au coût amorti							
Qualité investissement	102 154 \$	– \$	– \$	102 154 \$	99 673 \$	– \$	– \$
Qualité inférieure	1 197	115	–	1 312	1 098	169	–
	103 351	115	–	103 466	100 771	169	–
Correction de valeur pour pertes de crédit	12	5	–	17	8	6	–
	103 339 \$	110 \$	– \$	103 449 \$	100 763 \$	163 \$	– \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 122 millions de dollars (134 millions au 31 octobre 2025).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 juillet 2026					le 31 juillet 2025				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	904 \$	25 \$	(11)\$	(18)\$	900 \$	730 \$	46 \$	1 \$	(10)\$	767 \$
Prêts aux particuliers	1 607	248	(208)	(4)	1 643	1 633	184	(197)	3	1 623
Prêts sur cartes de crédit	1 351	254	(239)	2	1 368	1 320	217	(214)	–	1 323
Prêts aux petites entreprises	329	48	(29)	(11)	337	343	34	(25)	(7)	345
Prêts de gros	3 613	425	(503)	(17)	3 518	3 455	404	(187)	(88)	3 584
	7 804 \$	1 000 \$	(990)\$	(48)\$	7 766 \$	7 481 \$	885 \$	(622)\$	(102)\$	7 642 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	7 521 \$				7 429 \$	7 125 \$				7 272 \$
Autres passifs – Dotations	282				336	353				367
Autres composantes des capitaux propres	1				1	3				3

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes									
	le 31 juillet 2026					le 31 juillet 2025				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	794 \$	184 \$	(17)\$	(61)\$	900 \$	572 \$	240 \$	(3)\$	(42)\$	767 \$
Prêts aux particuliers	1 639	639	(616)	(19)	1 643	1 482	719	(564)	(14)	1 623
Prêts sur cartes de crédit	1 356	737	(725)	–	1 368	1 233	697	(606)	(1)	1 323
Prêts aux petites entreprises	351	90	(81)	(23)	337	272	168	(77)	(18)	345
Prêts de gros	3 319	1 363	(916)	(248)	3 518	2 793	1 534	(536)	(207)	3 584
	7 459 \$	3 013 \$	(2 355)\$	(351)\$	7 766 \$	6 352 \$	3 358 \$	(1 786)\$	(282)\$	7 642 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	7 093 \$				7 429 \$	6 037 \$				7 272 \$
Autres passifs – Dotations	365				336	311				367
Autres composantes des capitaux propres	1				1	4				3

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Changements de modèle – Si des changements sont faits, ils reflètent généralement l'incidence des changements importants apportés aux modèles quantitatifs utilisés pour faire l'estimation des pertes de crédit attendues, ainsi que toute incidence connexe ayant trait aux stades.
- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2026				le 31 juillet 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	215 \$	308 \$	381 \$	904 \$	259 \$	209 \$	262 \$	730 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	112	(110)	(2)	–	57	(53)	(4)	–
Transferts vers le stade 2	(9)	9	–	–	(15)	15	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(18)	18	–	(2)	(12)	14	–
Originations	17	–	–	17	27	–	–	27
Arrivées à échéance	(6)	(17)	–	(23)	(7)	(6)	–	(13)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(94)	110	15	31	(50)	66	16	32
Sorties du bilan	–	–	(14)	(14)	–	–	(3)	(3)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	4	4
Écart de change et autres	–	2	(20)	(18)	(1)	2	(11)	(10)
Solde à la fin de la période	235 \$	284 \$	381 \$	900 \$	268 \$	221 \$	278 \$	767 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	340 \$	1 036 \$	231 \$	1 607 \$	304 \$	1 110 \$	219 \$	1 633 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	194	(193)	(1)	–	155	(155)	–	–
Transferts vers le stade 2	(24)	24	–	–	(22)	22	–	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(38)	40	–	(1)	(42)	43	–
Originations	74	–	–	74	26	–	–	26
Arrivées à échéance	(10)	(66)	–	(76)	(13)	(62)	–	(75)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(212)	286	176	250	(157)	238	152	233
Sorties du bilan	–	–	(255)	(255)	–	–	(237)	(237)
Recouvrements	–	–	47	47	–	–	40	40
Écart de change et autres	(1)	2	(5)	(4)	1	(1)	3	3
Solde à la fin de la période	359 \$	1 051 \$	233 \$	1 643 \$	293 \$	1 110 \$	220 \$	1 623 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	269 \$	1 082 \$	– \$	1 351 \$	202 \$	1 118 \$	– \$	1 320 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	164	(164)	–	–	169	(169)	–	–
Transferts vers le stade 2	(30)	30	–	–	(27)	27	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(158)	159	–	(1)	(159)	160	–
Originations	4	–	–	4	7	–	–	7
Arrivées à échéance	(1)	(12)	–	(13)	(2)	(13)	–	(15)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(123)	306	80	263	(135)	306	54	225
Sorties du bilan	–	–	(273)	(273)	–	–	(262)	(262)
Recouvrements	–	–	34	34	–	–	48	48
Écart de change et autres	1	1	–	2	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	283 \$	1 085 \$	– \$	1 368 \$	213 \$	1 110 \$	– \$	1 323 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	97 \$	116 \$	116 \$	329 \$	98 \$	114 \$	131 \$	343 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	18	(18)	–	–	14	(14)	–	–
Transferts vers le stade 2	(6)	6	–	–	(6)	6	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(5)	5	–	–	(4)	4	–
Originations	11	–	–	11	12	–	–	12
Arrivées à échéance	(3)	(6)	–	(9)	(6)	(7)	–	(13)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(18)	25	39	46	(16)	16	35	35
Sorties du bilan	–	–	(35)	(35)	–	–	(31)	(31)
Recouvrements	–	–	6	6	–	–	6	6
Écart de change et autres	–	(1)	(10)	(11)	–	2	(9)	(7)
Solde à la fin de la période	99 \$	117 \$	121 \$	337 \$	96 \$	113 \$	136 \$	345 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	860 \$	1 164 \$	1 589 \$	3 613 \$	946 \$	1 104 \$	1 405 \$	3 455 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	88	(87)	(1)	–	107	(107)	–	–
Transferts vers le stade 2	(24)	26	(2)	–	(33)	34	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(69)	70	–	(3)	(35)	38	–
Originations	150	–	–	150	168	–	–	168
Arrivées à échéance	(107)	(159)	–	(266)	(133)	(121)	–	(254)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(270)	428	383	541	(169)	258	402	491
Sorties du bilan	–	–	(529)	(529)	–	–	(210)	(210)
Recouvrements	–	–	26	26	–	–	23	23
Écart de change et autres	12	18	(47)	(17)	1	3	(93)	(89)
Solde à la fin de la période	708 \$	1 321 \$	1 489 \$	3 518 \$	884 \$	1 136 \$	1 564 \$	3 584 \$

Pour les périodes de neuf mois closes

(en millions de dollars canadiens)	le 31 juillet 2026				le 31 juillet 2025			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	276 \$	204 \$	314 \$	794 \$	215 \$	126 \$	231 \$	572 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	(88)	131	–	43	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	266	(259)	(7)	–	116	(112)	(4)	–
Transferts vers le stade 2	(31)	32	(1)	–	(33)	39	(6)	–
Transferts vers le stade 3	(4)	(52)	56	–	(4)	(36)	40	–
Originations	58	–	–	58	74	–	–	74
Arrivées à échéance	(21)	(44)	–	(65)	(17)	(20)	–	(37)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(221)	272	97	148	(83)	224	62	203
Sorties du bilan	–	–	(26)	(26)	–	–	(12)	(12)
Recouvrements	–	–	9	9	–	–	9	9
Écart de change et autres	–	–	(61)	(61)	–	–	(42)	(42)
Solde à la fin de la période	235 \$	284 \$	381 \$	900 \$	268 \$	221 \$	278 \$	767 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	291 \$	1 115 \$	233 \$	1 639 \$	305 \$	966 \$	211 \$	1 482 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	84	(138)	–	(54)	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	502	(501)	(1)	–	440	(439)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(67)	67	–	–	(75)	78	(3)	–
Transferts vers le stade 3	(4)	(114)	118	–	(3)	(121)	124	–
Originations	153	–	–	153	79	–	–	79
Arrivées à échéance	(30)	(188)	(1)	(219)	(39)	(168)	–	(207)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(569)	810	518	759	(415)	796	466	847
Sorties du bilan	–	–	(748)	(748)	–	–	(675)	(675)
Recouvrements	–	–	132	132	–	–	111	111
Écart de change et autres	(1)	–	(18)	(19)	1	(2)	(13)	(14)
Solde à la fin de la période	359 \$	1 051 \$	233 \$	1 643 \$	293 \$	1 110 \$	220 \$	1 623 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	217 \$	1 139 \$	– \$	1 356 \$	207 \$	1 026 \$	– \$	1 233 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	476	(476)	–	–	503	(503)	–	–
Transferts vers le stade 2	(83)	83	–	–	(83)	83	–	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(470)	472	–	(2)	(442)	444	–
Originations	10	–	–	10	12	–	–	12
Arrivées à échéance	(3)	(38)	–	(41)	(4)	(40)	–	(44)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(332)	847	253	768	(418)	986	161	729
Sorties du bilan	–	–	(857)	(857)	–	–	(742)	(742)
Recouvrements	–	–	132	132	–	–	136	136
Écart de change et autres	–	–	–	–	(2)	–	1	(1)
Solde à la fin de la période	283 \$	1 085 \$	– \$	1 368 \$	213 \$	1 110 \$	– \$	1 323 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	95 \$	117 \$	139 \$	351 \$	80 \$	86 \$	106 \$	272 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	53	(53)	–	–	37	(37)	–	–
Transferts vers le stade 2	(19)	19	–	–	(17)	17	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(16)	17	–	(1)	(10)	11	–
Originations	33	–	–	33	32	–	–	32
Arrivées à échéance	(16)	(36)	–	(52)	(16)	(18)	–	(34)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(48)	85	72	109	(22)	73	119	170
Sorties du bilan	–	–	(100)	(100)	–	–	(91)	(91)
Recouvrements	–	–	19	19	–	–	14	14
Écart de change et autres	2	1	(26)	(23)	3	2	(23)	(18)
Solde à la fin de la période	99 \$	117 \$	121 \$	337 \$	96 \$	113 \$	136 \$	345 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	896 \$	1 123 \$	1 300 \$	3 319 \$	787 \$	1 038 \$	968 \$	2 793 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	208	(207)	(1)	–	206	(205)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(77)	79	(2)	–	(97)	107	(10)	–
Transferts vers le stade 3	(7)	(194)	201	–	(9)	(241)	250	–
Originations	448	–	–	448	592	–	–	592
Arrivées à échéance	(332)	(449)	–	(781)	(436)	(318)	–	(754)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(427)	968	1 155	1 696	(158)	757	1 098	1 697
Sorties du bilan	–	–	(989)	(989)	–	–	(590)	(590)
Recouvrements	–	–	73	73	–	–	54	54
Écart de change et autres	(1)	1	(248)	(248)	(1)	(2)	(205)	(208)
Solde à la fin de la période	708 \$	1 321 \$	1 489 \$	3 518 \$	884 \$	1 136 \$	1 564 \$	3 584 \$

Données et hypothèses clés

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025.

Notre scénario de base tient compte de la politique commerciale américaine en constante évolution ainsi que des répercussions de la hausse des prix de l'énergie découlant du conflit au Moyen-Orient. La croissance économique au Canada et aux États-Unis devrait être positive. Au cours de l'année civile 2027, le taux de chômage devrait baisser graduellement au Canada et demeurer inchangé aux États-Unis. Les taux directeurs devraient rester inchangés jusqu'à la fin de l'année civile 2026, puis augmenter au Canada au premier trimestre civil de 2027 et demeurer inchangés aux États-Unis pendant toute l'année civile 2027.

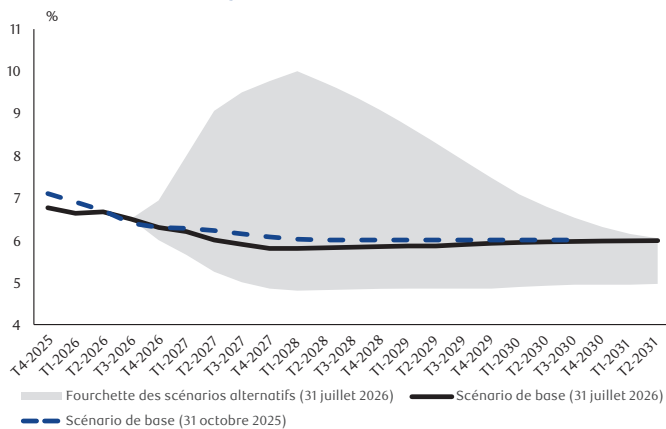
Nos scénarios de fluctuation à la baisse comprennent deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour tenir compte des perturbations commerciales et du secteur d'activité de l'immobilier. Nos scénarios de fluctuation à la baisse reflètent la possibilité de chocs macroéconomiques modérés et croissants à compter du quatrième trimestre civil de 2026 par rapport à notre scénario de base. Dans ces scénarios, les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au troisième trimestre civil de 2026 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Notre scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement supérieure à celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions pour les trimestres civils concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

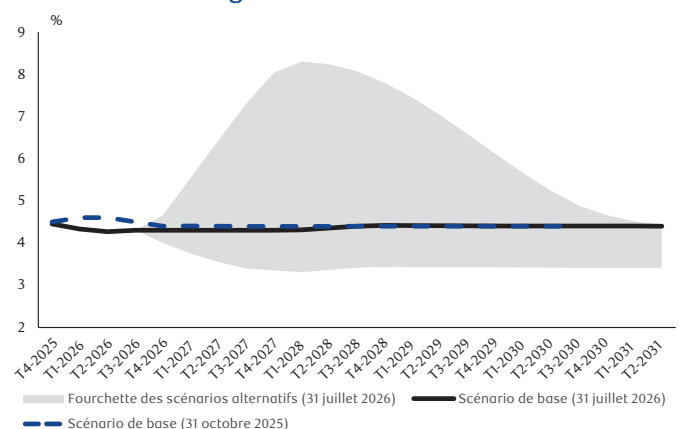
- **Taux de chômage** – Selon notre scénario de base, nous prévoyons que le taux de chômage au Canada se maintiendra à 6,5 % au troisième trimestre civil de 2026, puis diminuera à court terme, avant de retrouver son équilibre à long terme en fin d'horizon. Le taux de chômage aux États-Unis devrait se maintenir à 4,3 % au troisième trimestre civil de 2026, puis remonter vers son niveau d'équilibre à long terme d'ici le deuxième trimestre civil de 2028.

Taux de chômage au Canada (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

Taux de chômage aux États-Unis (1)

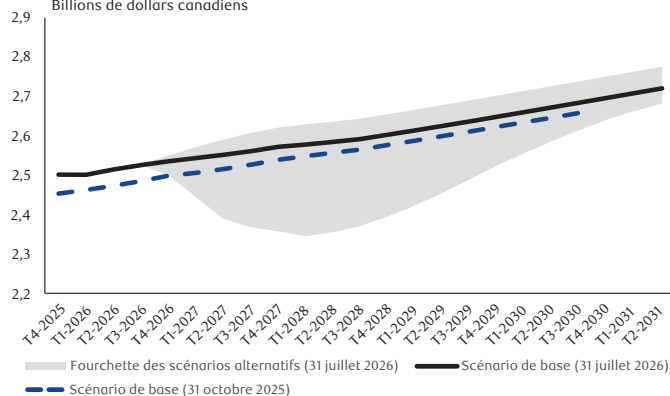


(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance du PIB au Canada et aux États-Unis devrait se poursuivre de manière stable au cours du troisième trimestre civil de 2026 et par la suite. Au Canada et aux États-Unis, le PIB au quatrième trimestre civil de 2026 devrait respectivement être de 1,3 % et de 2,2 % supérieur à celui du quatrième trimestre de 2025.

PIB réel du Canada (1)

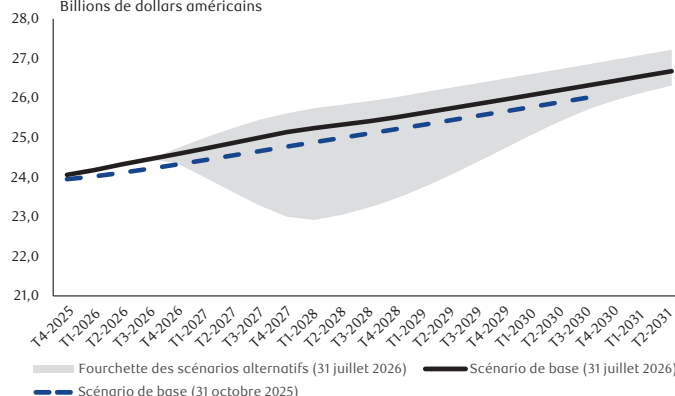
Billions de dollars canadiens



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2017 pour les trimestres civils présentés.

PIB réel des États-Unis (1)

Billions de dollars américains



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2017 pour les trimestres civils présentés.

- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 0,9 % au cours des 12 prochains mois à partir du troisième trimestre civil de 2026 et afficher un taux de croissance annuel composé de 4,7 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse du secteur d'activité de l'immobilier, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (27,1) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,6 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2025, notre scénario de base prévoyait une hausse de 0,3 % des prix des maisons pour les 12 prochains mois à partir du quatrième trimestre civil de 2025 et de 3,4 % pour les 2 à 5 années suivantes.

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 *Instruments financiers* relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2025.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2026				31 octobre 2025			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Prêts de détail (2)								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Risque faible	415 012 \$	963 \$	– \$	415 975 \$	386 060 \$	16 495 \$	– \$	402 555 \$
Risque moyen	19 585	5 193	–	24 778	20 622	2 571	–	23 193
Risque élevé	3 096	8 691	–	11 787	2 131	6 532	–	8 663
Non notés (3)	56 543	1 764	–	58 307	54 253	1 940	–	56 193
Dépréciés	–	–	2 188	2 188	–	–	1 681	1 681
	494 236	16 611	2 188	513 035	463 066	27 538	1 681	492 285
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (4)				1 382				1 128
Total				514 417 \$				493 413 \$
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Risque faible	71 701 \$	1 880 \$	– \$	73 581 \$	87 536 \$	2 712 \$	– \$	90 248 \$
Risque moyen	3 971	1 546	–	5 517	4 035	3 768	–	7 803
Risque élevé	648	3 202	–	3 850	601	2 583	–	3 184
Non notés (3)	34 273	4 274	–	38 547	12 493	1 180	–	13 673
Dépréciés	–	–	444	444	–	–	437	437
Total	110 593 \$	10 902 \$	444 \$	121 939 \$	104 665 \$	10 243 \$	437 \$	115 345 \$
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Risque faible	18 375 \$	652 \$	– \$	19 027 \$	18 279 \$	161 \$	– \$	18 440 \$
Risque moyen	1 434	1 509	–	2 943	2 123	2 291	–	4 414
Risque élevé	54	2 162	–	2 216	70	2 423	–	2 493
Non notés (3)	3 112	1 021	–	4 133	1 133	309	–	1 442
Total	22 975 \$	5 344 \$	– \$	28 319 \$	21 605 \$	5 184 \$	– \$	26 789 \$
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Risque faible	11 337 \$	539 \$	– \$	11 876 \$	10 628 \$	595 \$	– \$	11 223 \$
Risque moyen	2 401	732	–	3 133	2 550	924	–	3 474
Risque élevé	251	1 368	–	1 619	259	1 422	–	1 681
Non notés (3)	7	–	–	7	8	–	–	8
Dépréciés	–	–	510	510	–	–	411	411
Total	13 996 \$	2 639 \$	510 \$	17 145 \$	13 445 \$	2 941 \$	411 \$	16 797 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Risque faible	305 554 \$	430 \$	– \$	305 984 \$	293 300 \$	3 700 \$	– \$	297 000 \$
Risque moyen	14 175	218	–	14 393	12 451	427	–	12 878
Risque élevé	1 094	1 709	–	2 803	805	758	–	1 563
Non notés (3)	16 172	522	–	16 694	13 964	274	–	14 238
Total	336 995 \$	2 879 \$	– \$	339 874 \$	320 520 \$	5 159 \$	– \$	325 679 \$
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	154 411 \$	1 776 \$	– \$	156 187 \$	130 322 \$	2 117 \$	– \$	132 439 \$
Qualité inférieure	210 044	30 188	–	240 232	207 239	26 399	–	233 638
Non notés (3)	17 909	466	–	18 375	14 714	503	–	15 217
Dépréciés	–	–	7 001	7 001	–	–	6 153	6 153
	382 364	32 430	7 001	421 795	352 275	29 019	6 153	387 447
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (4)				12 544				9 724
Total				434 339 \$				397 171 \$
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	410 317 \$	1 580 \$	– \$	411 897 \$	393 167 \$	1 593 \$	– \$	394 760 \$
Qualité inférieure	180 908	21 125	–	202 033	182 223	16 158	–	198 381
Non notés (3)	2 199	39	–	2 238	1 407	21	–	1 428
Total	593 424 \$	22 744 \$	– \$	616 168 \$	576 797 \$	17 772 \$	– \$	594 569 \$

(1) Comprend 236 millions de dollars au titre des prêts dépréciés acquis ou émis (195 millions au 31 octobre 2025).

(2) Au cours des deuxième et troisième trimestres de 2026, nous avons apporté des modifications à nos modèles de notation du risque pour les prêts de détail. Ces modifications ont été appliquées de manière prospective et sont reflétées dans les expositions au risque de crédit au 31 juillet 2026. Certains portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit n'utilisent plus les notations internes du risque pour évaluer les pertes de crédit attendues et sont donc présentés au poste Non notés.

(3) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(4) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 juillet 2026			31 octobre 2025		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 558 \$	332 \$	2 890 \$	2 634 \$	323 \$	2 957 \$
Prêts de gros	1 063	51	1 114	1 143	7	1 150
	3 621 \$	383 \$	4 004 \$	3 777 \$	330 \$	4 107 \$

(1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

(2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2026				31 octobre 2025			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	237 591 \$	59 305 \$	241 722 \$	538 618 \$	228 282 \$	56 988 \$	244 470 \$	529 740 \$
Entreprises et gouvernements	448 856	22 615	555 448	1 026 919	431 239	20 274	494 801	946 314
Banques	13 231	—	65 805	79 036	13 488	—	26 074	39 562
	699 678 \$	81 920 \$	862 975 \$	1 644 573 \$	673 009 \$	77 262 \$	765 345 \$	1 515 616 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	169 137 \$	10 162 \$	382 \$	179 681 \$	158 771 \$	9 469 \$	292 \$	168 532 \$
États-Unis	37 962	—	—	37 962	38 009	—	—	38 009
Europe (5)	4	—	—	4	5	—	—	5
Autres pays	8 673	—	—	8 673	8 133	—	—	8 133
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	411 977	18 382	580 173	1 010 532	392 120	16 417	591 636	1 000 173
États-Unis	59 153	52 563	122 228	233 944	63 745	50 497	73 147	187 389
Europe (5)	6 587	667	120 921	128 175	6 354	742	76 972	84 068
Autres pays	6 185	146	39 271	45 602	5 872	137	23 298	29 307
	699 678 \$	81 920 \$	862 975 \$	1 644 573 \$	673 009 \$	77 262 \$	765 345 \$	1 515 616 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.
(2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
(3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
(4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 juillet 2026, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 630 milliards de dollars, 56 milliards, 96 milliards et 47 milliards (570 milliards, 42 milliards, 76 milliards et 36 milliards au 31 octobre 2025, respectivement).
(5) Comprend le Royaume-Uni et les îles Anglo-Normandes.

Échéances contractuelles des dépôts à terme (1)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2026	31 octobre 2025
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	253 197 \$	203 075 \$
De 3 à 6 mois	133 189	118 734
De 6 à 12 mois	201 766	172 583
De 1 à 2 ans	81 904	87 550
De 2 à 3 ans	54 570	58 170
De 3 à 4 ans	28 378	33 158
De 4 à 5 ans	34 470	24 047
Plus de 5 ans	75 501	68 028
	862 975 \$	765 345 \$

- (1) Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus est de 810 milliards de dollars (704 milliards au 31 octobre 2025).

Note 7 Assurance et réassurance

Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance

Le tableau suivant présente la composition du résultat des activités d'assurance et du résultat des placements d'assurance pour les contrats d'assurance émis et les contrats de réassurance détenus.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
Résultat des activités d'assurance				
Produit des activités d'assurance	1 364 \$	1 369 \$	4 104 \$	4 108 \$
Charges afférentes aux activités d'assurance	(1 106)	(1 074)	(3 341)	(3 290)
Produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus	(31)	(16)	(79)	(29)
	227 \$	279 \$	684 \$	789 \$
Résultat des placements d'assurance				
Revenu d'investissement net	1 155 \$	122 \$	1 337 \$	747 \$
Produits (charges) financiers d'assurance	(1 143)	(68)	(1 182)	(574)
Produits (charges) financiers de réassurance	48	(6)	56	35
	60 \$	48 \$	211 \$	208 \$
Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance	287 \$	327 \$	895 \$	997 \$

Note 8 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous parrainons un certain nombre de programmes qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global relativement aux régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi significatifs à l'échelle internationale.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
Coûts des services rendus au cours de la période	50 \$	53 \$	8 \$	9 \$
Coûts des services passés	–	–	–	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(44)	(41)	20	18
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	2	2
Frais administratifs	5	6	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	11	18	30	29
Charge au titre des régimes à cotisations définies	160	143	–	–
	171 \$	161 \$	30 \$	29 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
Coûts des services rendus au cours de la période	150 \$	157 \$	26 \$	25 \$
Coûts des services passés	–	49	–	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(133)	(122)	59	57
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(3)	7
Frais administratifs	16	17	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	33	101	82	89
Charge au titre des régimes à cotisations définies	484	431	–	–
	517 \$	532 \$	82 \$	89 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières ⁽²⁾	(175)\$	(150)\$	(16)\$	(14)\$
Ajustements liés à l'expérience	1	–	(1)	3
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(169)	(222)	–	–
	(343)\$	(372)\$	(17)\$	(11)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières ⁽²⁾	(835)\$	(333)\$	(63)\$	(28)\$
Ajustements liés à l'expérience	–	(1)	(5)	1
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	194	(90)	–	–
	(641)\$	(424)\$	(68)\$	(27)\$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

(2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 9 Impôt sur le résultat

Avis de cotisation et contrôles fiscaux

Au cours du troisième trimestre de 2026, nous avons reçu un avis de nouvelle cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) au sujet de l'année d'imposition 2021, qui laissait entendre que la Banque Royale du Canada devait un montant d'impôt supplémentaire d'environ 444 millions de dollars, car l'ARC a refusé la déductibilité de certains dividendes. Ce montant représente l'impôt additionnel maximal exigible pour cette année. L'avis de nouvelle cotisation est conforme aux avis de nouvelle cotisation reçus précédemment, comme il est décrit à la note 21 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025. Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant sensiblement l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon. Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres

Le 24 novembre 2025, nous avons racheté la totalité de nos 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BF émises et en circulation à un prix de rachat de 25,00 \$ l'action.

Le 8 décembre 2025, nous avons racheté la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe et à dividende non cumulatif de série BH émises et en circulation et la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe et à dividende non cumulatif de série BI émises et en circulation à un prix de rachat de 25,00 \$ l'action.

Le 24 janvier 2026, nous avons racheté la totalité de nos 1,25 million d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BR (série BR) émises et en circulation à un prix de rachat de 1 000,00 \$ l'action. À la suite du rachat de la série BR, nous avons automatiquement racheté, à la même date, la totalité des 1 250 millions de dollars de nos billets de capital à recours limité (billets LRCN) de série 2 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 30 janvier 2026, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains de billets LRCN de série 8 assortis d'un recours limité aux actifs (les actifs de la fiducie) détenus par un fiduciaire indépendant dans une fiducie consolidée (la fiducie à recours limité). Les actifs de la fiducie se composent d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série CA (série CA) d'un montant de 1 000 millions de dollars américains émises en même temps que les billets LRCN de série 8 à un prix de 1 000 \$ US l'action privilégiée de série CA.

Le prix par billet LRCN de série 8 s'élève à 1 000 \$ US et les billets porteront intérêt au taux fixe de 6,50 % par année, versé trimestriellement, jusqu'au 24 mai 2033 et par la suite à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au taux des bons du Trésor des États-Unis à 5 ans en vigueur, majoré de 2,45 % jusqu'à l'échéance le 24 mai 2086. Advenant i) le non-paiement de l'intérêt à l'une des dates de paiement de l'intérêt, ii) le non-paiement du prix du rachat en cas de rachat de billets LRCN de série 8, iii) le non-paiement du capital à l'échéance des billets LRCN de série 8 ou iv) un cas de défaut à l'égard de billets, les porteurs de billets n'auront de recours qu'à l'égard des actifs de la fiducie et chaque porteur aura droit à sa quote-part des actifs de la fiducie. Dans de telles circonstances, la livraison des actifs de la fiducie épuisera toutes nos obligations à l'égard des billets LRCN de série 8.

Les billets LRCN de série 8 sont rachetables à l'échéance ou avant, dans la mesure où nous rachetons des actions privilégiées de série CA à certaines dates de rachat, comme il est indiqué dans les modalités des actions privilégiées de série CA et sous réserve du consentement et de l'approbation du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Les actions privilégiées de série CA et les billets LRCN de série 8 sont assortis de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère la Banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, les billets LRCN de série 8 seront automatiquement rachetés, et le prix de rachat sera couvert par la livraison des actifs de la fiducie, lesquels se composeront d'actions ordinaires émises par suite d'une conversion automatique des actions privilégiées de série CA. Les modalités des actions privilégiées de série CA comprennent une formule de conversion automatique assortie d'un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) et ii) le cours de nos actions ordinaires fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions ordinaires émises au titre de chaque action privilégiée de série CA sera déterminé en divisant la valeur par action des actions privilégiées de série CA (y compris les dividendes déclarés et non payés) par le prix de conversion. Le nombre d'actions ordinaires remis à chaque porteur de billets sera déterminé en fonction de la quote-part des actifs de la fiducie revenant à ce porteur.

Les billets LRCN de série 8 sont des instruments qui contiennent une composante capitaux propres et une composante passif puisque les paiements d'intérêts et de capital en trésorerie sur les billets LRCN sont effectués à notre gré. Le non-paiement des intérêts et du capital en trésorerie ne constitue pas un cas de défaut et il déclenchera la livraison d'actions privilégiées de série CA. La composante passif des billets a une valeur nominale et, par conséquent, la totalité du produit reçu a été présentée dans les capitaux propres.

Débetures subordonnées

Le 27 janvier 2026, la totalité des 1 500 millions de dollars américains de débetures subordonnées relatives aux FPUNV à 4,65 % en cours sont arrivées à échéance. Le capital, majoré des intérêts courus, a été remboursé aux porteurs de billets à la date d'échéance.

Le 29 avril 2026, nous avons émis 1 750 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,14 % par année jusqu'au 5 mai 2031, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 1,23 % par la suite, jusqu'à leur échéance, le 5 mai 2036.

Actions ordinaires émises (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2026		le 31 juillet 2025	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	741	78 \$	227	22 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	(5 620)	(84)	(5 445)	(81)
	(4 879)	(6)\$	(5 218)	(59)\$

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	le 31 juillet 2026		le 31 juillet 2025	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	1 393	148 \$	601	58 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	(17 231)	(257)	(10 400)	(155)
	(15 838)	(109)\$	(9 799)	(97)\$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes (RRD) sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 31 juillet 2026 et 2025, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités précédente visant le rachat d'au plus 35 millions de nos actions ordinaires est venue à échéance le 11 juin 2026. Le 10 juin 2026, nous avons annoncé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 45 millions de nos actions ordinaires. Les rachats ont débuté le 12 juin 2026 et se poursuivront jusqu'au 11 juin 2027, date d'échéance de l'offre, ou jusqu'à une date antérieure si nous terminons plus tôt le rachat de toutes les actions autorisées en vertu de cette offre. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2026, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 1 603 millions de dollars (prix moyen de 285,33 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 84 millions (valeur comptable de 14,96 \$ l'action). Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2026, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 4 236 millions de dollars (prix moyen de 245,88 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 257 millions (valeur comptable de 14,93 \$ l'action). Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2025, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 955 millions de dollars (prix moyen de 175,27 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 81 millions (valeur comptable de 14,88 \$ l'action). Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 1 781 millions de dollars (prix moyen de 171,22 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 155 millions (valeur comptable de 14,87 \$ l'action).

Note 11 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2026	le 31 juillet 2025
Bénéfice de base par action				
Bénéfice net	6 024 \$	5 414 \$	17 318 \$	14 935 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(143)	(125)	(419)	(355)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	1	(5)	(5)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 879 \$	5 290 \$	16 894 \$	14 575 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 387 423	1 407 280	1 393 110	1 410 854
Bénéfice de base par action (en dollars)	4,24 \$	3,76 \$	12,13 \$	10,33 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 879 \$	5 290 \$	16 894 \$	14 575 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 387 423	1 407 280	1 393 110	1 410 854
Options sur actions (1)	3 651	2 400	3 432	2 381
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 391 074	1 409 680	1 396 542	1 413 235
Bénéfice dilué par action (en dollars)	4,23 \$	3,75 \$	12,10 \$	10,31 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2026, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2025, en moyenne 915 683 options en cours au prix d'exercice moyen de 177,97 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, en moyenne 762 532 options en cours au prix d'exercice moyen de 177,97 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 12 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et nous

exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Pour nombre de ces procédures, il est de par nature difficile de déterminer si des pertes sont probables ou d'estimer de manière fiable le montant des pertes. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des dotations courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée, bien que nous estimions que le règlement ultime de ces questions n'aura pas d'incidence importante sur notre situation financière consolidée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 24 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2025, rubrique mise à jour ci-dessous. Selon les faits connus à ce jour, sauf indication contraire, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 4 février 2026, la Cour de cassation française a validé les aspects du verdict de culpabilité (le verdict de culpabilité) prononcé le 5 mars 2024 par la Cour d'appel française qui ont une incidence sur Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited (RBC Bahamas), y compris la responsabilité solidaire et conjointe de RBC Bahamas, conjointement avec une autre partie précédemment reconnue coupable de complicité dans cette affaire (dont le pourvoi a également été rejeté par la Cour de cassation française dans sa décision du 4 février 2026), relativement à l'impôt sur les successions prétendument impayé par certaines personnes (dont les pourvois ont aussi été rejetés dans la même décision de la Cour de cassation française), majoré des pénalités et des intérêts. Le montant total sera déterminé dans le cadre de procédures distinctes devant le Tribunal administratif français, auxquelles RBC Bahamas n'est pas partie. Par suite de la décision de la Cour de cassation française, le verdict de culpabilité est devenu définitif et exécutoire à l'égard de RBC Bahamas.

À la suite de la décision de la Cour de cassation française, la Banque Royale du Canada continue de se prévaloir de l'exemption accordée par le Department of Labor des États-Unis précédemment mentionnée, qui permet à la Banque Royale du Canada, ainsi qu'à ses filiales actuelles et futures, de continuer de se prévaloir de l'exemption « Qualified Professional Asset Manager » en vertu de la loi intitulée *Employee Retirement Income Security Act* jusqu'au 4 mars 2030, malgré le verdict de culpabilité.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de la gestion, en fonction des produits et services offerts, nous sommes organisés en cinq secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2026						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	3 870 \$	1 926 \$	1 532 \$	– \$	1 215 \$	201 \$	8 744 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 415	326	4 880	328	2 997	(152)	9 794
Total des revenus	5 285	2 252	6 412	328	4 212	49	18 538
Dotation à la provision pour pertes de crédit	520	233	(22)	–	269	–	1 000
Frais autres que d'intérêt	2 127	725	4 557	81	2 164	135	9 789
Bénéfice (perte) avant impôt	2 638	1 294	1 877	247	1 779	(86)	7 749
Charge (économie) d'impôt	715	358	435	50	235	(68)	1 725
Bénéfice net	1 923 \$	936 \$	1 442 \$	197 \$	1 544 \$	(18)\$	6 024 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	282 \$	26 \$	262 \$	7 \$	157 \$	– \$	734 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2025						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	3 698 \$	1 828 \$	1 321 \$	– \$	1 287 \$	217 \$	8 351 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 362	324	4 192	368	2 471	(83)	8 634
Total des revenus	5 060	2 152	5 513	368	3 758	134	16 985
Dotation à la provision pour pertes de crédit	444	299	(43)	–	180	1	881
Frais autres que d'intérêt	1 958	697	4 154	74	2 059	290	9 232
Bénéfice (perte) avant impôt	2 658	1 156	1 402	294	1 519	(157)	6 872
Charge (économie) d'impôt	720	320	306	47	191	(126)	1 458
Bénéfice net	1 938 \$	836 \$	1 096 \$	247 \$	1 328 \$	(31)\$	5 414 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	269 \$	26 \$	303 \$	12 \$	143 \$	1 \$	754 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026						
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	11 416 \$	5 665 \$	4 415 \$	– \$	3 748 \$	591 \$	25 835 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 156	953	14 035	1 011	8 425	(464)	28 116
Total des revenus	15 572	6 618	18 450	1 011	12 173	127	53 951
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 543	766	51	–	642	–	3 002
Frais autres que d'intérêt	6 134	2 180	13 320	234	6 380	441	28 689
Bénéfice (perte) avant impôt	7 895	3 672	5 079	777	5 151	(314)	22 260
Charge (économie) d'impôt	2 140	1 019	1 157	149	645	(168)	4 942
Bénéfice net	5 755 \$	2 653 \$	3 922 \$	628 \$	4 506 \$	(146)\$	17 318 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	824 \$	78 \$	781 \$	28 \$	447 \$	3 \$	2 161 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025						
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	10 722 \$	5 358 \$	4 016 \$	– \$	3 480 \$	779 \$	24 355 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 954	983	12 462	1 112	7 335	(805)	25 041
Total des revenus	14 676	6 341	16 478	1 112	10 815	(26)	49 396
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 586	1 177	124	–	468	–	3 355
Frais autres que d'intérêt	5 925	2 105	12 456	241	5 985	506	27 218
Bénéfice (perte) avant impôt	7 165	3 059	3 898	871	4 362	(532)	18 823
Charge (économie) d'impôt	1 947	849	893	141	400	(342)	3 888
Bénéfice net	5 218 \$	2 210 \$	3 005 \$	730 \$	3 962 \$	(190)\$	14 935 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	814 \$	79 \$	938 \$	34 \$	424 \$	1 \$	2 290 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2026						
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	599 293 \$	201 415 \$	206 404 \$	33 923 \$	1 342 719 \$	115 063 \$	2 498 817 \$
Total du passif	599 292	201 412	204 638	33 696	1 341 225	(26 540)	2 353 723

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025						
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	574 456 \$	196 254 \$	196 129 \$	32 405 \$	1 223 853 \$	101 909 \$	2 325 006 \$
Total du passif	574 462	196 252	194 689	32 234	1 223 212	(34 994)	2 185 855

Note 14 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC applicables à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2026, nous nous sommes conformés à toutes les exigences applicables de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux	
	31 juillet 2026	31 octobre 2025
Fonds propres ⁽¹⁾		
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	104 956 \$	98 748 \$
Fonds propres de première catégorie	116 072	110 393
Total des fonds propres	129 935	122 399
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres ⁽¹⁾		
Risque de crédit	630 182 \$	590 306 \$
Risque de marché	40 045	41 506
Risque opérationnel	107 760	98 413
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	777 987 \$	730 225 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier ⁽¹⁾		
Ratio CET1	13,5 %	13,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,9 %	15,1 %
Ratio du total des fonds propres	16,7 %	16,8 %
Ratio de levier	4,3 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier	2 705 109 \$	2 491 090 \$
TLAC disponible et ratios ⁽²⁾		
TLAC disponible	240 463 \$	230 385 \$
Ratio TLAC	30,9 %	31,5 %
Ratio de levier TLAC	8,9 %	9,2 %

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Note 15 Événements postérieurs

Le 10 août 2026, nous avons conclu, conjointement avec BMO Groupe financier, une entente visant la vente de la coentreprise Corporation Solutions Moneris (Moneris) à Francisco Partners, pour une contrepartie en trésorerie d'environ 2 milliards de dollars, dont une quote-part de 50 % nous revient. La clôture de la transaction, qui est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris l'obtention des approbations réglementaires requises, est prévue d'ici la fin du premier trimestre de 2027. Nous prévoyons comptabiliser, à la clôture de la transaction, un profit d'environ 475 millions de dollars après impôt (560 millions avant impôt). Le profit attendu est basé sur des estimations actuelles et pourrait différer. Notre participation dans Moneris, qui était comptabilisée comme une coentreprise, sera classée comme détenue en vue de la vente au quatrième trimestre de 2026.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :

P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie
Computershare du Canada
320 Bay Street, 14^e étage
Toronto (Ontario) M5H 4A6
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis) ou
514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Site Web :
www.investorcentre.com/rbc
Courriel :
rbc@computershare.com

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
150 Royall Street, bureau 101
Çanton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en bourse

(Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les
actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – New York Stock
Exchange (NYSE)

Les actions privilégiées de
série BO sont inscrites à la TSX.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu
au Canada, l'action ordinaire de
la Banque Royale du Canada
s'établissait à 29,52 \$ par action
au jour d'évaluation
(le 22 décembre 1971). Ce prix
correspond à 7,38 \$ par action,
après ajustement pour tenir
compte des deux divisions
d'actions à raison de deux
actions pour une de mars 1981 et
de février 1990. Le dividende en
actions de une action pour une,
versé en octobre 2000 et en
avril 2006, n'a eu aucune
incidence sur le prix du jour
d'évaluation de nos actions
ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs
aux dividendes, aux changements
au registre des actionnaires ou
aux changements d'adresse, à la
perte de certificats d'actions, aux
formulaires d'impôts, aux
transferts de succession, aux
inscriptions directes et au
réinvestissement de dividendes,
les actionnaires sont priés de
communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
320 Bay Street, 14^e étage
Toronto (Ontario) M5H 4A6
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis) ou
416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
rbc@computershare.com

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements
financiers, veuillez communiquer
avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Courriel : invesrel@rbc.com
ou visitez notre site Web
au rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert
électronique de fonds, les
actionnaires du Canada et des
États-Unis peuvent faire
déposer directement dans leur
compte bancaire les
dividendes sur leurs actions
ordinaires, il leur suffit d'en
faire la demande à notre agent
des transferts et agent
comptable des registres, la
Société de fiducie
Computershare du Canada.

Les actionnaires
internationaux (autres que les
porteurs des États-Unis ou du
Canada) peuvent être en
mesure de recevoir leurs
dividendes et/ou leurs
distributions dans la devise de
leur choix. Computershare
offre un service de change
international qui permet aux
actionnaires internationaux de
RBC de recevoir leurs
paiements de dividendes et/ou
de distributions dans la devise
de leur choix. Veuillez consulter
le site investorcentre.com/rbc.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux
fins de la *Loi de l'impôt sur le
revenu* (Canada) et dans toute
législation fiscale provinciale
ou territoriale applicable, tous
les dividendes (ainsi que les
dividendes réputés) que verse
RBC à des résidents du Canada
sur ses actions ordinaires et
privilégiées sont désignés
comme des « dividendes
admissibles ».

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités qui
nous permet de racheter, aux
fins d'annulation, jusqu'à
45 millions de nos actions
ordinaires au cours de la
période allant du 12 juin 2026
au 11 juin 2027, à l'expiration de
l'offre, ou avant, étant donné
que nous sommes autorisés à
effectuer les achats en vertu de
notre avis d'intention déposé à
la TSX.

Nous déterminons le montant
et le calendrier des rachats
dans le cadre d'une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités
après consultation du Bureau
du surintendant des
institutions financières du
Canada. Pour plus de détails,
se reporter à la rubrique
Gestion des fonds propres.

Il est possible d'obtenir sans
frais un exemplaire de notre
avis d'intention de déposer une
offre publique de rachat dans
le cours normal des activités
en communiquant avec le
secrétaire de la Banque, à
notre adresse postale de
Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2026

Premier trimestre 26 février
Deuxième trimestre 28 mai
Troisième trimestre 27 août
Quatrième trimestre 3 décembre

Assemblée annuelle de 2027

L'assemblée annuelle des
actionnaires ordinaires se
tiendra le jeudi 8 avril 2027.

Dates de paiement des dividendes pour 2026

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de série BO	26 janvier 23 avril 27 juillet 26 octobre	24 février 22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BT	17 février 17 août	24 février 24 août
Actions privilégiées de série BU	17 février 17 août	24 février 24 août
Actions privilégiées de série BW	14 mai 17 novembre	22 mai 24 novembre

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de
RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en
matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les
entreprises nationales américaines en vertu des conditions
d'admission en bourse de la NYSE sont présentés sur notre site
Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.